

unine

UNIVERSITÉ DE
NEUCHÂTEL

Institut de Géographie

Espace Louis-Agassiz 1

CH - 2001 Neuchâtel

MÉMOIRE DE MASTER
sous la direction du Prof.

Etienne Piguet

Assistant

Raoul Kaenzig

Septembre 2012

Vicente Anzellini

Entre désastre et réinstallation

*Le déplacement des populations
suite à la catastrophe de
Gramalote, Colombie*



Source : Juan Carlos Torres, CRC. 01.2011

REMERCIEMENTS

J'adresse tout d'abord mes remerciements à mon directeur de mémoire, le Professeur Etienne Piguet, pour m'avoir guidé tout au long de l'élaboration de ce travail, pour ses commentaires toujours enrichissants et pertinents.

Mes remerciements vont aussi à Raoul Kaenzig, assistant doctorant, pour ses commentaires et ses corrections tant de contenu que de forme et par l'ambiance de travail toujours amicale et agréable que nous avons établi.

Mes remerciements sont aussi dirigés à la Direction de l'Instruction Publique du Canton de Berne, ainsi qu'aux personnes travaillant pour le bureau de la Formation de Jeunes Suisses de l'Étranger (AJAS), car grâce à leur aide financière, leur soutien et leur collaboration permanente, j'ai pu accomplir mon rêve d'étudier la géographie en Suisse.

Je remercie également Cosette Stirnemann, pour avoir corrigé à plusieurs reprises tant le contenu que la forme de ce mémoire et pour avoir été la meilleure compagnie durant cette période.

Je remercie particulièrement ma mère, Maria Inés Garcia-Reyes, pour m'avoir guidé dans le terrain de cette recherche et pour avoir toujours été attentive et intéressée par mon travail. C'est grâce à elle que j'ai pu développer ce thème, qui est devenu mon principal intérêt académique et professionnel.

Je remercie également mon père, Stefano Anzellini, pour son soutien inconditionnel pendant tout le long de ma formation académique, ainsi que pour avoir réveillé mon intérêt sur les réinstallations des populations. J'espère que nous pourrons parcourir une partie de ce chemin ensemble.

Je remercie mon frère Martin et ma sœur Lisa, pour être les deux pains du sandwich, équitablement répartis sur deux continents. Leur compagnie a été et sera toujours un support essentiel.

Je remercie Juan Pablo Encinales, pour son amitié, sa compagnie et ses rires, qui m'ont permis de confronter les conjonctures difficiles de ce travail.

Ce mémoire est particulièrement dirigé vers les personnes affectées par le désastre de Gramalote. Je remercie ces personnes pour leur attitude chaleureuse et leur disposition accueillante. J'espère que ce travail contribue à proposer des solutions durables à leur problématique, et je souhaite profondément que leur situation difficile soit réglée le plus vite possible.

L'effort imprimé sur ce travail est spécialement dédié à Moma, ma grand-mère suisse.

RESUME

Le 17 décembre 2010, le village de Gramalote, situé au Nord-est de la Colombie, a connu un désastre naturel qui a transformé l'espace physique et social local. Suite à un usage excessif des sols et aux fortes précipitations reliées au phénomène de La Niña, un glissement de terrain s'est déclenché, ayant un impact considérable sur la structure bâtie de Gramalote. La population a été obligée d'évacuer totalement le village. De plus, et après des études géologiques sur la surface sinistrée, le Gouvernement a déclaré que Gramalote se situait sur une zone à haut risque de désastre, raison pour laquelle la reconstruction n'était pas une option. Ceci a obligé la mobilisation d'une réinstallation totale du village sur une nouvelle surface. En conséquence, les habitants ont dû se déplacer pendant que le projet de réinstallation se développe.

L'objectif de ce travail est de parvenir à comprendre la manière dont le déplacement de la population de Gramalote fonctionne comme une forme d'adaptation, qui se situe entre un désastre naturel et une réinstallation de population.

La question de départ de ce mémoire se formule ainsi : quelles sont les conséquences, en termes de déplacement de population, du désastre de Gramalote ? Pour y répondre, ce travail analyse l'influence des agents sociaux et institutionnels intervenant sur le déplacement de la population de Gramalote, depuis le regard théorique de la vulnérabilité socioéconomique et l'adaptation au changement climatique. Ainsi, ce travail met en discussion l'influence des agents environnementaux dans ce processus de déplacement et soulève l'importance des agents non-climatiques sur les déplacements des populations qui se génèrent par des changements environnementaux.

La problématique de Gramalote, qui démontre la complexité d'un phénomène de déplacement qui se situe entre un désastre et une réinstallation, permet de discuter certains postulats théoriques sur les désastres naturels et les migrations reliées aux changements climatiques, tout en soulevant les particularités propres à cette étude de cas. Ainsi, cette problématique peut mener à des réflexions plus générales sur les désastres naturels et les réinstallations, ainsi que leurs conséquences, comme peuvent être les déplacements des populations.

Mots clés : déplacement, désastre, réinstallation, vulnérabilité, adaptation, Gramalote.

El 17 de diciembre de 2010 el pueblo de Gramalote, situado al noreste de Colombia, fue impactado por un desastre natural que transformó el espacio físico y social local. Como consecuencia del uso excesivo del suelo y de las fuertes lluvias provocadas por el fenómeno de La Niña, se generó un deslizamiento de tierra que afectó considerablemente la estructura urbana de Gramalote. Esto obligó a la población a evacuar totalmente el pueblo. Luego de realizar estudios geológicos sobre el área siniestrada, el Gobierno declaró a Gramalote como una zona de alto riesgo, razón por la cual la reconstrucción no era una opción. Como consecuencia de lo anterior, los habitantes tuvieron que desplazarse mientras que el proyecto de reasentamiento se desarrolla.

El objetivo de este trabajo es entender la manera en la que el desplazamiento de la población de Gramalote funciona como una forma de adaptación que se sitúa entre un desastre natural y un reasentamiento de población.

La pregunta principal de esta tesis es: ¿cuáles son las consecuencias, en términos de desplazamiento de población, del desastre de Gramalote? Para responderla, el siguiente trabajo analiza la influencia de los agentes sociales e institucionales que intervienen en el desplazamiento de la población de Gramalote, desde la perspectiva teórica de la vulnerabilidad socioeconómica y la adaptación al cambio climático. También, este trabajo discute la influencia del medio ambiente en los procesos de desplazamiento de población, resaltando la influencia de los agentes no-climáticos sobre los desplazamientos que se generan por cambios medioambientales.

La problemática de Gramalote, que demuestra la complejidad de un fenómeno de desplazamiento que se sitúa entre un desastre y un reasentamiento, permite discutir ciertos postulados teóricos sobre los desastres naturales y las migraciones generadas por cambios climáticos, considerando las particulares propias a este estudio de caso. Asimismo, esta problemática lleva a reflexiones más generales sobre los desastres naturales y los reasentamientos, así como sus consecuencias, como pueden ser los desplazamientos de población.

Palabras clave: desplazamiento, desastre, reasentamiento, vulnerabilidad, adaptación, Gramalote.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	3
Résumé	3
Table des matières.....	7
Liste des illustrations.....	9
Cartes	9
Photos.....	9
Figures	10
Schémas.....	10
Tableaux.....	10
Première Partie	11
Introduction, contexte et problématique	11
Introduction	12
Contexte.....	13
Caractéristiques générales de Gramalote	14
Avant le désastre : enjeux sociaux, politiques et environnementaux.....	16
Les enjeux sociaux	16
Les enjeux politiques	17
Les enjeux environnementaux	18
L'usage des sols.....	18
L'usage de l'eau	19
Les précipitations	19
Le désastre	20
Cadre institutionnel de prévention et de soutien des désastres en Colombie	26
Problématique et questions de recherche.....	28
Deuxième Partie.....	31
Cadre théorique.....	31
La migration et le changement climatique	32
Les désastres naturels.....	34
La vulnérabilité.....	36
L'adaptation	39

Conclusions du cadre théorique : le déplacement, un enjeu entre le désastre et la réinstallation	41
Troisième Partie	43
Méthodologie	43
Le terrain de recherche	44
Les entretiens.....	45
Les documents	46
La méthode d'analyse	47
Bilan et biais méthodologiques.....	48
Quatrième Partie	51
Présentation et analyse des résultats	51
L'évacuation : premiers mouvements migratoires	52
Présentation des résultats	52
Les institutions.....	52
Le rôle accompli par la mairie.....	53
Le « CREPAD »	54
L'Etat Central : la police et l'armée entrent sur scène	55
Les habitants	56
La géographie du déplacement.....	60
Analyse des résultats	61
Perception du risque faible, changement abrupt, évacuation désorganisée.	61
Entre les décisions institutionnelles et les stratégies individuelles : les réponses des acteurs et leur influence sur le déplacement.....	62
Les réponses institutionnelles et leur influence	62
Les réponses sociales et leur influence.....	65
La géographie du déplacement	67
Conclusions provisoires.....	68
La réinstallation temporaire : déplacement et réorganisation spatiale	70
Présentation des résultats	70
Les institutions.....	70
Cadre institutionnel général	70
Les institutions à l'échelle nationale	74
Les institutions à l'échelle régionale	77

Les institutions à l'échelle locale	82
Les habitants	84
La recherche d'un lieu où habiter.....	84
La recherche d'un travail	89
La vie en ville	93
La Lomita : paradoxes de la réinstallation temporaire.....	96
Analyse des résultats	99
Les réponses institutionnelles et leur influence	99
Les réponses sociales et leur influence.....	102
La géographie du déplacement	104
Cinquième Partie	107
Conclusion et pistes de recherche.....	107
Conclusion	108
Pistes de recherche.....	113
Sixième Partie	115
Bibliographie.....	115
Bibliographie	116
Sources électroniques	119

LISTE DES ILLUSTRATIONS

CARTES

Carte 1: Situation de Gramalote.....	14
Carte 2 : Destinations prioritaires par les habitants de Gramalote après l'évacuation du village (décembre 2010).....	60
Carte 3 : Destinations des habitants déplacés de Gramalote (juillet 2011)	88
Carte 4 : Destinations (par familles) des habitants déplacés de Gramalote (novembre 2011)	95

PHOTOS

Photo 1 : Le village de Gramalote avant le désastre	15
Photo 2 : Vue aérienne du désastre	22
Photo 3 : L'impact du glissement rotationnel.....	22
Photo 4 : Fissure des rues.....	23

Photo 5 : Fissure et effondrement des bâtiments	23
Photo 6 : Ruines du village.....	24
Photo 7 : Ruines de l'église	24
Photo 8 : L'évacuation (I).....	58
Photo 9 : L'évacuation (II)	59
Photo 10 : Tente	78
Photo 11 : Camp de « El Molino ».....	79
Photo 12 : Maisons d'accueil temporaires disperses.....	81
Photo 13 : Maisons d'accueil temporaires concentrées.....	81
Photo 14 : Extraction du matériel des ruines (I)	92
Photo 15 : Extraction du matériel des ruines (II).....	92
Photo 16 : La vie en ville : combinaison du travail avec l'habitat.....	93

FIGURES

Figure 1: Le glissement de terrain rotationnel	21
--	----

SCHEMAS

Schéma 1: Ligne de temps des principaux événements concernant le déplacement de la population de Gramalote.....	25
Schéma 2 : Cadre institutionnel de prévention et de soutien des désastres naturels en Colombie	27
Schéma 3 : Différentes approches pour saisir la vulnérabilité.	37
Schéma 4 : Cadre institutionnel de la réinstallation de Gramalote	71

TABLEAUX

Tableau 1 : Destinations des habitants de Gramalote en juillet 2011 (I).....	86
Tableau 2 : Destinations des habitants de Gramalote en juillet 2011 (II-continuation).....	87

Première Partie

INTRODUCTION, CONTEXTE ET PROBLÉMATIQUE

INTRODUCTION

En 2010, la Colombie a connu la plus intense période de pluies de son histoire. Le phénomène de « La Niña », qui se caractérise par une période de fortes précipitations, ne s'était jamais présenté d'une telle manière. Sur tout le territoire national des inondations et des glissements de terrain ont eu lieu. À différentes échelles, des milliers de personnes se sont vues affectées par les conséquences de ce phénomène environnemental. Ceci a représenté un grand défi pour le Gouvernement et pour les populations concernées, car les pertes ont été considérables.

La population qui a subi les conséquences les plus négatives a peut-être été celle de Gramalote. Ce village, situé dans une zone de montagne de la cordillère orientale des Andes colombiennes, est devenu inhabitable en quelques heures. La raison : le 16 et 17 décembre 2010, suite au surpoids de l'eau pluviale dans le sol, un glissement de terrain s'est déclenché et a déplacé la structure bâtie du village à une vitesse de quatre mètres par heure. Ceci a obligé les autorités à annoncer une évacuation d'urgence de la population, évitant ainsi les pertes humaines. En quelques heures, les maisons ont commencé à se fissurer. Une fois l'évacuation de l'ensemble de la zone fût achevée, les *gramaloteros* ont vu leur village s'effondrer.

Gouvernement, Croix-Rouge et autres institutions ont aidé la population. Celle-ci s'est déplacée vers les municipalités proches et vers la ville de Cúcuta, capitale du département où se situe ce village. Les médias ont relaté la catastrophe de Gramalote dans les principaux journaux et téléjournaux du pays. Le président de la République s'est aussi exprimé à ce sujet :

« J'aimerais dire aux gramaloteros que vous n'êtes pas seuls. Nous allons reconstruire, refonder ce beau village, qui a malheureusement pratiquement disparu à cause d'un désastre naturel. Mais nous allons nous en sortir mieux qu'avant. Nous allons reconstruire le village, tous, avec l'appui du Gouvernement, mais aussi du département, et surtout de la communauté. Que chacun participe à la reconstruction, qu'ils décident où ils veulent que le village soit reconstruit. Nous allons réaliser des études géologiques, et une fois que nous aurons l'endroit approprié, nous allons faire tous les efforts et mettre toute l'infrastructure en place pour le réinstaller le plus vite possible.

Dans la transition, nous sommes disposés à aider, pour que les personnes soient bien soutenues, pour qu'elles reçoivent des subsides de loyer si elles ont besoin de payer un loyer quelque part [...]. Ce qui est important c'est de reconstruire le village, et que tout le monde participe. Et qu'à la fin on puisse dire qu'on est mieux qu'avant. »¹

Le village de Gramalote devait se réinstaller sur une nouvelle surface. La reconstruction sur place n'était pas une option envisageable, au vu du terrain géologiquement instable, où un glissement risquerait de se répéter. Le Gouvernement, responsable de réaliser la réinstallation

¹ Extrait d'une intervention du Président dans la ville de Cúcuta en janvier 2011. Traduction personnelle. Disponible en espagnol sur le site internet :

<<http://www.youtube.com/watch?v=zljXYBf17CQ&feature=BFa&list=FLrlgcY4j3m7QtOizzq6gXEw>>, visité le 23.04.2012. Traduction personnelle.

de Gramalote, a engagé différentes institutions pour réaliser des analyses. Entretemps, la population de l'ancien village se trouve dispersée, déplacée de son lieu d'origine. Jusqu'à maintenant (2012) le projet de réinstallation ne reste que dans les papiers ; à part le choix de quelques possibles nouvelles surfaces où se construirait le village et quelques analyses géologiques sur celles-ci, rien ne s'est concrètement réalisé. En ce sens, c'est à travers le déplacement que les *gramaloteros* doivent s'adapter à ce changement socio-spatial abrupt.

Questionner le déplacement des populations comme réponse à un désastre naturel est le but principal de ce travail de mémoire.² Ceci, car le déplacement semble fonctionner comme une manière de s'adapter au désastre, pendant que la réinstallation de Gramalote se met en place. Suivant la perspective des études sur les migrations et les changements climatiques, ce mémoire cherche à contribuer à l'analyse des déplacements de population engendrés par des désastres naturels en s'appuyant sur une étude de cas en Colombie.

Ce mémoire est divisé en quatre parties principales. Dans la première partie, nous allons donner un contexte général sur ce qui s'est passé à Gramalote. Essentiellement descriptif, ce contexte cherche à mettre en évidence les principales caractéristiques de la population, du désastre, ainsi que des acteurs et institutions impliqués. Cette première partie se termine avec la problématique, les questions de recherche et l'énonciation des objectifs qui orienteront notre analyse. Une deuxième partie sera dédiée au cadre théorique, où nous allons expliciter les principaux concepts mobilisés dans l'analyse, ainsi que leur pertinence pour la recherche. Une troisième partie s'attardera sur la méthodologie. Finalement, la quatrième partie sera dédiée à la présentation des résultats et à leur analyse. Quelques conclusions et pistes de recherche seront données à l'issue de ce travail.

CONTEXTE

Dans le contexte qui suit, nous allons décrire certaines caractéristiques de la population de Gramalote, ainsi que du désastre. Premièrement, nous allons parler des caractéristiques générales du village (situation géographique, population, etc.), afin de situer notre étude de cas particulière. Une deuxième partie s'attardera sur la compréhension des enjeux qui précèdent le désastre. Le but de cette partie est de décrire les enjeux sociaux, politiques et environnementaux qui ont eu une influence sur le désastre de Gramalote. La description concrète de celui-ci et de certaines de ses implications seront abordées dans une troisième partie. Pour finir, nous allons discuter du cadre institutionnel de prévention des désastres naturels en Colombie. Il faut garder à l'esprit que, même si nous allons reprendre certains éléments mentionnés par les habitants interviewés, le but n'est pas de prendre une avance dans la présentation des résultats. L'utilisation de ces informations n'a qu'un but descriptif, afin de se situer par rapport à ce qui vient dans la suite de ce travail et qui représente le cœur de notre questionnement : le déplacement de la population après le désastre. Ce dernier

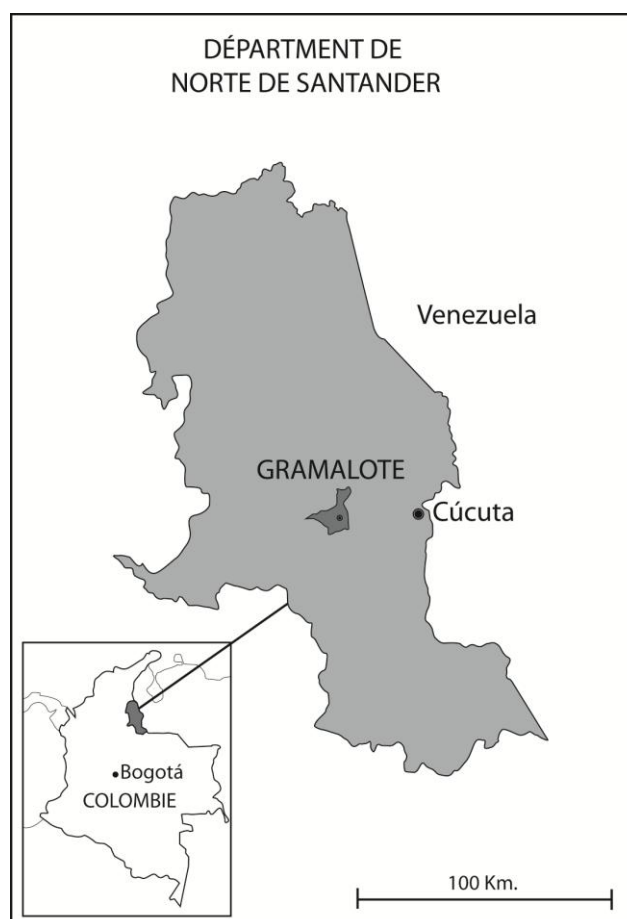
² Comme nous l'approfondirons par la suite dans ce mémoire, le concept d' « adaptation » au désastre sera abordé en tant qu' « adaptation réactive ». Cela veut dire que le déplacement de la population ne s'est pas développé comme une stratégie proactive ou préventive afin de réduire le risque, mais plutôt comme une réaction suite à la catastrophe. De même, nous aborderons le concept de vulnérabilité comme une vulnérabilité socioéconomique, qui traversera tout le processus, avant, pendant, et après le désastre. Dans ce sens, la vulnérabilité ne doit pas être comprise ici comme une vulnérabilité face à un désastre, mais comme une caractéristique sociale et économique de la population, qui aura une influence sur les formes et les caractéristiques du déplacement une fois que le désastre a lieu.

élément sera tout d’abord mis en relation avec ce contexte, ainsi que problématisé par la suite.

CARACTERISTIQUES GENERALES DE GRAMALOTE

La municipalité de Gramalote se trouve dans le cœur du département de Norte de Santander, au nord-est de la Colombie. Le village, placé à 1040 m.s.n.m. dans la cordillère orientale des Andes colombiennes, comptait, avant le désastre, une population de 3311 habitants (SERVIVIENDA 2011 : 7). 49 kilomètres de route le séparaient de la ville de Cúcuta, capitale du département. La carte suivante illustre la situation de Gramalote au niveau national et régional.

Carte 1: Situation de Gramalote



Carte personnelle, basée sur les informations cartographiques de l'IGAC, Bogotá. Cartographie disponible sur internet : <www.igac.gov.co>, visité le 05.02.2012

Depuis sa fondation en 1888, le village s’est développé comme centre des relations commerciales, administratives et culturelles entre les habitants et les paysans. Ces derniers, ont toujours été la force génératrice de l’économie municipale (EOT Gramalote 2002 : 13). Dans le cadre subrégional, Gramalote était central par rapport aux autres municipalités voisines. Plusieurs habitants d’autres municipalités – particulièrement les paysans –

préfèrent se diriger à Gramalote pour vendre leurs produits, aller à la messe, visiter des amis et faire des démarches administratives. La vie villageoise se caractérisait par une ambiance chaleureuse et par des traditions religieuses et politiques ancrées.

La municipalité de Gramalote est essentiellement agricole. Ses sols fertiles – qui se trouvent entre 1000 et 3000 mètres d'altitude –, font que l'agriculture se développe autour des produits comme le café, les haricots, les bananes, la canne à sucre et les citriques, entre autres, ainsi que l'élevage de bétail. La photo suivante 1 illustre le village avant le désastre, ainsi que d'une partie de la région.

Photo 1 : Le village de Gramalote avant le désastre



Photo 1

Source : <<http://a.imagehost.org/0682/Imagen2.jpg>>, visité le 08.05.2012

En termes socioéconomiques, la population de Gramalote n'est pas très développée. En effet, avant le désastre, 62% de la population totale du village avait des revenus qui se plaçaient en dessous du salaire minimum (qui était d'environ U\$290 /mois pour l'année 2010). Les *besoins de base insatisfaits* (en espagnol N.B.I.)³ s'élevaient à 25.6%, et reflétaient la précarité économique des habitants (EOT Gramalote 2000 : 28). Les opportunités de travail étaient limitées, ainsi que les revenus des familles. Un autre élément qui ressort dans la condition socioéconomique des habitants est que presque 20% des maisons du village combinaient l'habitat avec divers types de négoce (salons, magasins, restaurants entre autres). Cette combinaison d'économie avec l'habitat est fréquemment appelée « maisons d'utilisation mixte » et était une forme d'économie importante des habitants. En plus de cela, l'essentiel de la base économique du village tournait autour du commerce avec les producteurs agricoles de la zone rurale (EOT Gramalote 2002 : 28). Il faut rajouter que, malgré cette économie précaire, le 52% des habitants étaient propriétaires de leurs maisons (Idem : 39). Cet élément va être très important pour comprendre la suite des événements, car les pertes dues au désastre ont impliqué presque les seules propriétés possédées par ces personnes.

³ Les N.B.I. ou « *Necesidades Básicas Insatisfechas* », concept créé par la CEPAL (Commission Économique pour Amérique Latine, rattachée à l'ONU), est une méthode qui vise à mesurer la pauvreté des pays latino-américains à travers l'analyse des bases statistiques. Pour plus de détail, voir le travail développé par FERES & MANCERO (2001).

AVANT LE DÉSASTRE : ENJEUX SOCIAUX, POLITIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Les *gramaloteros* ne méconnaissaient pas le fait qu'un éventuel désastre naturel pouvait avoir lieu sur leur village. Dans cette partie, nous allons établir certains des éléments sociaux, politiques et environnementaux qui permettent de mieux saisir la réalité qui a précédé le désastre, afin de mieux comprendre le futur déroulement des faits. Sans prétendre expliquer et comprendre chaque possible « cause » et la relation entre ces « causes », nous prétendons donner un bref aperçu contextuel avant le désastre, afin de mieux placer la problématique touchant notre étude de cas.

Les enjeux sociaux

Un élément social important à mentionner est que même en ayant connaissance qu'un éventuel désastre pouvait avoir lieu à Gramalote, les habitants n'ont pas mobilisé des stratégies préventives d'adaptation. Ceci est relié à un aspect qui est ressorti dans nos entretiens : les personnes avaient construit des mythes sur un éventuel désastre. En effet, plusieurs de nos interviewés ont mentionné une série de mythes qui tournaient autour d'une tragédie qui semblait annoncée d'avance. Plus qu'un glissement de terrain, les habitants parlaient d'une éventuelle coulée de boue et de pierres qui risquait de tomber un jour sur Gramalote. Ces mythes avaient une chose en commun : l'origine de la disparition de Gramalote allait avoir lieu sur la surface (ou *vereda*)⁴ de « Jácome ». Cette surface se situe dans la campagne, à quelques kilomètres en haut du village ; et en effet, c'est là que le début du désastre a eu lieu. Quelques-uns évoquaient qu'une mine inconnue déstabilisait le sol ; d'autres, parlaient d'une pierre dorée rattachée à « Jácome » qui un jour allait tomber, ou même d'une lagune qui se créait et disparaissait sur cette surface. Les *gramaloteros*, personnes de traditions religieuses très ancrées, spéculaient sur l'affirmation réalisée par un curé du village, qui avait dû fuir pour des raisons politiques dans les années 50. Ce curé avait dit : « Gramalote va disparaître un jour » (Habitant de Gramalote, 12.1.2012 ; fonctionnaire publique de Gramalote, 23.2.2012). Mais ces mythes étaient, avant tout, le reflet d'un mélange entre réalité et imaginaire populaire. En effet, ces personnes étaient familiarisées avec les coulées de boue et de pierres, ainsi qu'avec les glissements de terrain qui se présentaient souvent pendant les périodes de pluies sur diverses surfaces de la municipalité (Fonctionnaire publique de Gramalote, 23.2.2012).

Quoiqu'ancrés dans l'imaginaire populaire, ces mythes sont devenus, pour la majorité des habitants, des spéculations sur une tragédie qui n'allait jamais avoir lieu. Seulement une de nos interviewés, la professeure de l'école rurale de « Jácome », avait depuis longtemps annoncé les mouvements de terre qui se présentaient sur cette zone, ainsi que les fissures dans les murs de l'école. Objet de moqueries de la part des habitants, cette personne est devenue une image importante et respectée après la catastrophe de décembre 2010, car elle a été la seule à annoncer le risque qui se présentait. Par rapport à ce qui c'est passé avant le désastre, elle affirme :

« Même si quelques jours avant le désastre j'ai encore une fois averti le maire quant aux fissures dans les murs de l'école rurale et sur l'instabilité du sol, les gens me prenaient pour une folle... Et moi j'habite à Jácome, je connais la région depuis bien

⁴ En Colombie, les divisions politiques de la campagne à l'échelle municipale s'appellent *veredas*.

des années. Mais personne ne me croyait, ils se moquaient de moi. » (Habitante de la vereda Jácome, 13.1.2012)

De plus, les personnes avaient aussi connaissance des analyses techniques réalisées par Ingeominas, l'entité chargée des analyses géologiques au niveau national. Ingeominas avait identifié les zones d'instabilité géologique, tant dans le village que dans la campagne. Mais presque la totalité des habitants que nous avons rencontrés, ont mentionné que pour eux ces critères techniques restaient aussi des spéculations sur une catastrophe qui n'allait jamais avoir lieu. En conséquence, malgré l'existence d'avertissements sur le risque – et d'une certaine construction sociale et mythique sur celui-ci –, la population a continué avec ses pratiques habituelles et personne n'a mobilisé une quelconque stratégie préventive d'adaptation.

Les enjeux politiques

Les autorités locales avaient conscience du risque d'un éventuel glissement de terrain. Le *Esquema de Ordenamiento Territorial* (EOT)⁵ de la municipalité, qui date de 2002, soulevait le fait que le village se situait sur une zone géologiquement instable. Des calculs techniques ont été réalisés et dans ce document, les zones du village qui se trouvaient en haut, moyen et bas risque de glissement de terrain sont clairement établies. Le document mentionne :

« Ce genre de phénomènes comprend des processus reliés au déplacement ou transposition des volumes variables du sol, des détritiques, blocs, etc., avec force et incidence de l'eau retenue par le sol, produit d'une dégradation des matériaux qui composent les sols du lieu, ayant comme détonant l'époque de pluies intenses. L'agent principal qui déstabilise les terrains est l'eau mal conduite, qui coule librement par le terrain pentu sans aucun contrôle » (EOT Gramalote 2002 : 20)

En effet, le village se situait dans une zone pentue où certaines rues et quartiers étaient placés sur des pentes de presque 30%. Selon les registres, le 29% du village était placé sur des zones de moyen et haut risque de glissement de terrain (12 et 17% respectivement). Néanmoins, ce n'était pas un phénomène irréversible :

« Il est nécessaire de préciser que la situation de risque [...] peut s'atténuer à travers l'observation de mesures de prévention, principalement avec la gestion des eaux servies et une bonne canalisation des eaux de pluie. Il faut essayer de connecter toutes les maisons au système d'évacuation des eaux usées de la municipalité, réaliser un contrôle permanent et entretenir le système de distribution qui conduit les eaux de l'aqueduc aux maisons. » (EOT Gramalote 2002 : 20)

Deux principales mesures politiques ont été prises pour réduire le risque de glissements de terrain. La première a été la relocalisation d'une quinzaine de familles qui s'exposaient à un haut risque de glissement dans le quartier « Gregorio Montes ». Ces familles ont été relocalisées dans un nouveau quartier, le quartier de « Santa Anita », vers la fin des années 90. La deuxième mesure a été la canalisation et la construction de quelques murs de protection dans la partie haute du village, qui était plus exposée à cause du terrain pentu.

⁵ En Colombie, chaque municipalité doit réaliser un EOT (en français se traduirait « Programme d'Organisation Territoriale »). Ce document a comme but d'orienter les politiques locales, ainsi que d'établir les points importants à traiter dans le court, le moyen et le long terme. Des analyses sur la population, l'économie, le territoire, sont entre autres données.

L'objectif était d'éviter les coulées de boue et de pierres qui se présentaient pendant les périodes de pluies. Nonobstant, ces interventions n'ont pas suffi pour éviter la libre et incontrôlée circulation de l'eau due au manque de canalisation. Entre la date de ces avertissements à travers l'EOT (2002) et le désastre (2010), les autorités locales n'ont pas mobilisé des politiques concrètes et durables pour faire face à cette problématique. En conséquence, le village continuait à être fortement exposé au risque.

Les enjeux environnementaux

Les constructions sur des terrains pentus et le manque de canalisation des eaux pluviales ne sont pas les seules causes qui expliquent l'exposition de la population de Gramalote au risque de désastre. Toujours en relation avec les enjeux sociaux et politiques, le thème environnemental a un poids explicatif important qui doit être pris en compte. L'usage des sols, l'usage de l'eau et les fortes précipitations qui se sont présentés dans la région durant les dernières années – et particulièrement avec « La Niña » en 2010 –, ont aussi joué un rôle sur le déroulement du désastre.

L'usage des sols

Essentiellement caféicultrice, la municipalité de Gramalote dépend en bonne partie de la production de café pour son développement économique. Deux types d'agriculture de café se présentent à Gramalote : le traditionnel et le « technicisé ». Le type de culture traditionnelle de café consiste en une culture sans agrochimiques, qui combine dans une même surface le café avec d'autres produits comme la canne à sucre, les citriques et les bananes. De plus, vu que certains types de café ont besoin d'ombre pour grandir, des arbres natifs poussent dans les surfaces cultivées. Ceci fait que ces terrains sont considérés en même temps comme des surfaces de culture et des « forêts productrices », en garantissant leur durabilité en termes environnementaux (EOT Gramalote 2002 : 167-168). Néanmoins, des problèmes comme la *broca* (insecte qui affecte le grain de café) et la *roya* (champignon) ont eu un impact sur la production à partir des années 80, en obligeant les paysans à changer progressivement le mode de culture traditionnelle pour adopter le deuxième, plus technicisé et moins durable en termes environnementaux (Fonctionnaire publique de Gramalote, 01.2012). Ce deuxième mode de culture de café suppose une réduction de la forêt de plus de 60% et utilise des agrochimiques pour fertiliser les sols. De plus, les paysans ont cherché des nouvelles surfaces fertiles pour cultiver, en colonisant les zones de réserve forestière. Ce fait n'était pas ignoré par les autorités locales :

« [La réduction de la production agricole dans les cultures traditionnelles] induit au paysan à la colonisation de nouvelles terres dans les zones réduites de forêt et au bord des sources hydriques, ce qui mène à une dégradation des ressources comme l'eau, la forêt, la faune et le sol. » (EOT Gramalote 2002 : 170)

Donc, un autre élément de l'usage des sols qui était lié au thème agricole, a été la déforestation. En effet, en conséquence de cette technification de l'agriculture qui suppose la disparition progressive des cultures traditionnelles, la déforestation irrationnelle a été une autre problématique environnementale de poids pour comprendre le désastre. Tant les paysans qui recherchaient des nouvelles terres, comme les habitants qui profitaient des anciennes surfaces de « forêt productrice » pour extraire du bois, tous ont contribué à la dégradation des sols dans les zones agricoles de préférence, qui se trouvent entre 1500 et 2000 mètres d'altitude. Il est important de rappeler que le village se trouve à une plus basse altitude (1040 m.s.n.m.), raison pour laquelle il était commun de percevoir des coulées de

boue et des glissements de terrain pendant les périodes de pluies, qui se déclenchaient en conséquence de l'érosion des terres situées à une plus haute altitude.

L'usage de l'eau

L'usage de l'eau était une problématique importante de la municipalité. Comme les registres de la mairie le confirment, la moyenne d'utilisation de l'eau des habitants de Gramalote dépassait largement la moyenne nationale (EOT Gramalote 2000 : 57-61). En effet, si la population était censée consommer un maximum de 10L/s, les registres confirmaient une utilisation de 15L/s, ce qui équivalait à une consommation de 400 Litres par habitant et par jour. Additionné à cela, le système d'évacuation des eaux témoignait des insuffisances dans plus du 70% du réseau. L'eau n'était pas dirigée vers un seul endroit, mais sortait de manière incontrôlée par 12 différents points (Idem : 60). De plus, comme nous l'avons déjà mentionné, il n'y avait pas une bonne canalisation des eaux pluviales. En conséquence, le sol – déjà instable à cause de sa composition géologique – absorbait l'eau qui coulait librement et en excès. Ceci a indubitablement contribué à la création de conditions propices pour un glissement de terrain. Le manque de conscience de la part des habitants sur l'usage de l'eau se confirme quand certains des interviewés ont mentionné la manière dont ils laissaient le robinet ouvert et l'eau couler librement pendant toute la journée. Inséparable des enjeux politiques – manque d'infrastructure – le mauvais usage de l'eau de la part des habitants a été un déclencheur important du désastre.

Les précipitations

Un dernier élément environnemental important à mentionner est celui des précipitations. En effet, en 2010, l'ensemble du territoire colombien a témoigné des pluies qui ont dépassé les indices historiques maximaux. Ceci a été une conséquence du phénomène environnemental de « La Niña ». Contrairement à « El Niño », qui est une période de sécheresse, « La Niña » est une période de précipitations, conséquence du refroidissement de l'océan pacifique et d'une intensification des vents qui frappent la côte pacifique de l'Amérique du Sud. Ce phénomène se présente de manière particulièrement marquée sur les territoires du Pérou, de l'Équateur et de la Colombie et prend différentes formes dépendant des conditions atmosphériques de chaque région. En général, à partir des mois de juin et juillet, commence le refroidissement de l'océan pacifique et les premières pluies (IDEAM 2010 : 1). Celles-ci s'intensifient avec le passage du temps et se présentent de manière plus marquée pendant les mois d'octobre, novembre et décembre. Pour le cas particulier de la Colombie, les précipitations en 2010 ont dépassé la moyenne historique de plus de 150% (Idem : 2). L'ensemble du territoire national s'est vu affecté et ceci a obligé le président de la République à établir l'état d'urgence social, économique et environnemental dans l'ensemble du territoire, afin de faciliter la formulation de décrets pour faire face aux conséquences de « La Niña » (REPUBLICA DE COLOMBIA, Decreto 4580 de 2010 ; Plan de Acción, Fondo de Adaptación, octobre 2011: 1). La région andine – ou de montagne – a été particulièrement touchée par les fortes précipitations. Gramalote et le département de Norte de Santander en général, qui se trouvent dans une zone de montagne ont témoigné des conséquences de ce phénomène. À Gramalote plus particulièrement, les habitants interviewés ont mentionné que jamais depuis qu'ils avaient connaissance, ils n'avaient témoigné de pluies si prolongées et si fortes comme celles de 2010. L'excès d'eau a indubitablement été un élément déclencheur important du glissement de terrain de Gramalote.

LE DESASTRE

L'origine du désastre a eu lieu sur la surface (*vereda*) de « Jácome », située à quelques kilomètres au dessus du village. Un mois avant la catastrophe (novembre 2010), en conséquence de l'instabilité du sol et des fortes précipitations causées par La Niña, le ruisseau qui traversait cette surface et qui passe par le village de Gramalote, s'est rempli de boue. La professeure de l'école rurale de « Jácome », qui depuis 2008 a commencé à percevoir ces changements, avait averti la mairie sur les fissures qui se présentaient sur le bâtiment de l'école. Encore en novembre 2010 elle a averti sur l'accumulation de boue dans le ruisseau et sur le risque d'une éventuelle coulée sur Gramalote. Mais aucune mesure préventive n'a été réalisée, sans doute à cause de l'incrédulité face au risque de désastre.

Presque un mois après, des petits glissements de terrain ont eu lieu à « Jácome ». Ceci a déclenché une coulée de boue et de pierres plus forte et plus lourde, qui est arrivé jusqu'au village. Les pluies ont continué à tomber sans cesse et la boue à couler à travers ce ruisseau. Le 16 décembre 2010, le sol n'a pas pu supporter le poids de l'eau qu'il contenait. Dans la partie haute du village, quelques maisons ont commencé à se fissurer, en conséquence du sol qui commençait à glisser. Dès ce moment-là, les habitants sont allés avertir les autorités de ce qui se passait.

Nous avons eu l'opportunité d'interviewer une fonctionnaire de la mairie, qui nous a raconté comment l'évacuation a été menée :

« Le 16 décembre, le maire a vu que le risque était très haut. C'est là où il a décidé qu'il fallait avertir les habitants, essayer de les convaincre de quitter leurs maisons. Nous sommes allés de quartier en quartier, et depuis un coin de la rue on annonçait avec un haut-parleur. Les gens se moquaient de nous. Ils nous disaient "Attention ! Attention ! La coulée !". Ça nous a tués... Néanmoins, quelques personnes ont évacué de manière volontaire, surtout celles qui ont commencé à percevoir des fissures dans leurs maisons. Le curé a été très important dans tout ce processus, il a beaucoup d'influence sur la population de Gramalote. Grâce à lui quelques personnes ont évacué de manière volontaire. » (Fonctionnaire publique de Gramalote, 13.1.2012)

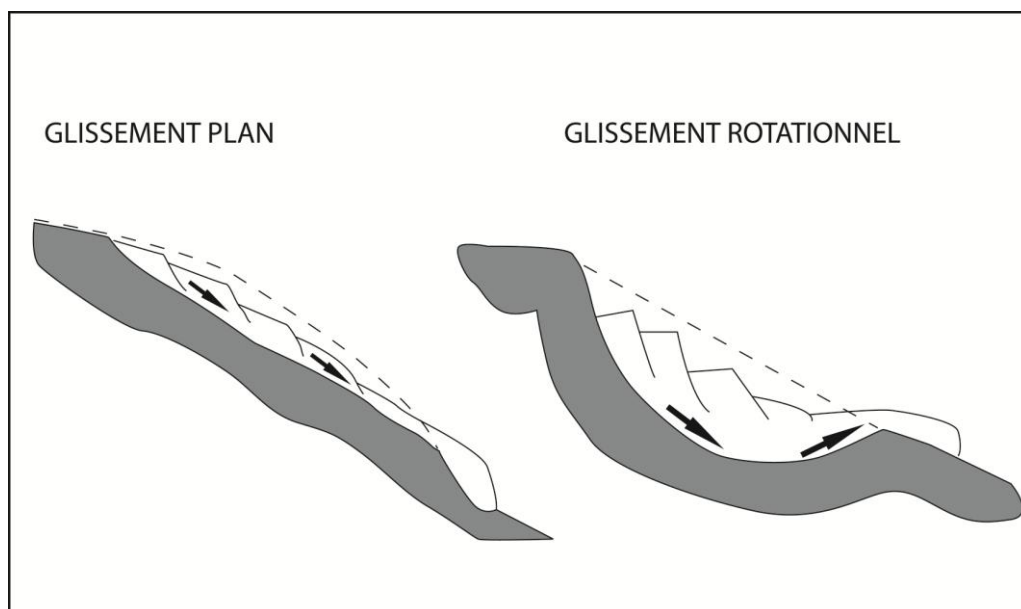
Le jour d'après (17 décembre), vers midi, le maire a décidé que l'évacuation totale de la population devait se réaliser, car le risque de désastre était très haut. La première expression concrète de celui-ci a été l'effondrement du quartier nord-ouest. Toutes les maisons du quartier « Nueva Granada » ont été déplacées par un glissement de terrain. Les gens décrivent ce qui s'est passé après :

« On entendait les rues et les maisons craquer, je vous jure, c'était comme l'apocalypse. Le ruisseau a débordé, et l'eau coulait à travers les rues. C'est là où les gens ont commencé à évacuer vraiment. Les personnes qui sont restées pour essayer de sortir leurs affaires, racontaient comment les rues se fissaient. Personne ne comprenait ce qui se passait... On n'avait jamais calculé une chose pareille ! » (Habitant de Gramalote, 12.1.2012)

En effet, dû aux caractéristiques géologiques, le glissement de terrain qui s'est présenté sur Gramalote n'a pas été un glissement de terrain ordinaire, mais un glissement de type rotationnel. Celui-ci se caractérise par un surpoids d'eau et de terre qui déplace depuis en bas le terrain (pas dans la superficie). À Gramalote, le surpoids dans la partie ouest du village a

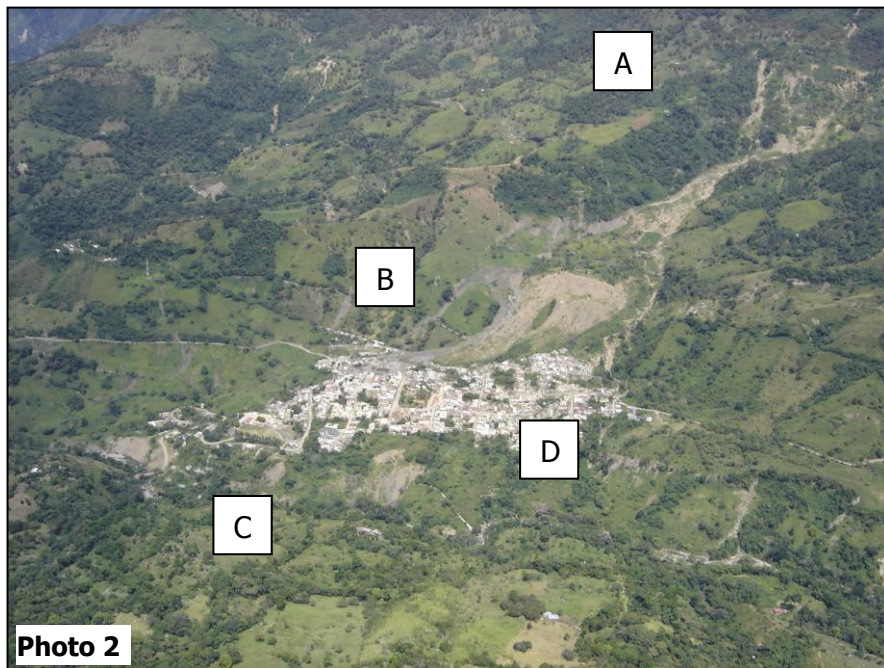
déplacé toute sa structure bâtie à une vitesse de 4 mètres par heure. En conséquence, la partie orientale s'est levée d'environ 8 mètres. C'est de là que provient l'impact sur les rues et les bâtiments. De plus, dans une municipalité proche s'est présenté un petit mouvement sismique et ceci a aussi eu une influence sur ces mouvements géologiques. Pendant les jours, semaines et mois qui ont suivi la catastrophe, presque la totalité des bâtiments se sont effondrés, car le village a continué à se déplacer. Le seul quartier qui ne s'est pas effondré est le quartier de « La Lomita ». Là, quelques 25 familles continuent à habiter et sont exposées à un haut risque d'effondrement. Le graphique suivant illustre deux types de glissement de terrain, le glissement plan et le rotationnel. Ce dernier a eu lieu à Gramalote et explique l'impact sur sa structure bâtie.

Figure 1: Le glissement de terrain rotationnel



Source : <<http://gravitaire.oca.eu/spip.php?article103>>, visité le 06.06.2012

Quelques photos du désastre :



Photos 2 : Cette photo, prise quelques mois après le désastre, illustre le petit glissement de terrain qu'à eu lieu sur la surface de Jácome (A), et qui finit par engendrer un plus grand, qui impacte le village de Gramalote (B). En bas du village, on voit la continuation du mouvement rotationnel (C). Sur la partie Nord du village (D) se trouve le quartier La Lomita, le moins affecté par ce mouvement géologique et où quelques familles habitent encore (Source : Fernando Díaz, Servienda, 05.04.2011).



Photo 3 : Une coulée de boue, qui se développe en conséquence du glissement de terrain, impact le quartier Nueva Granada à l'Ouest du village et enterre quelques maisons. C'est le début du désastre. Le mouvement rotationnel continue par en bas et affecte le 90% du bâti (Source : Juan Carlos Torres, CRC 01.2011)



Photo 4

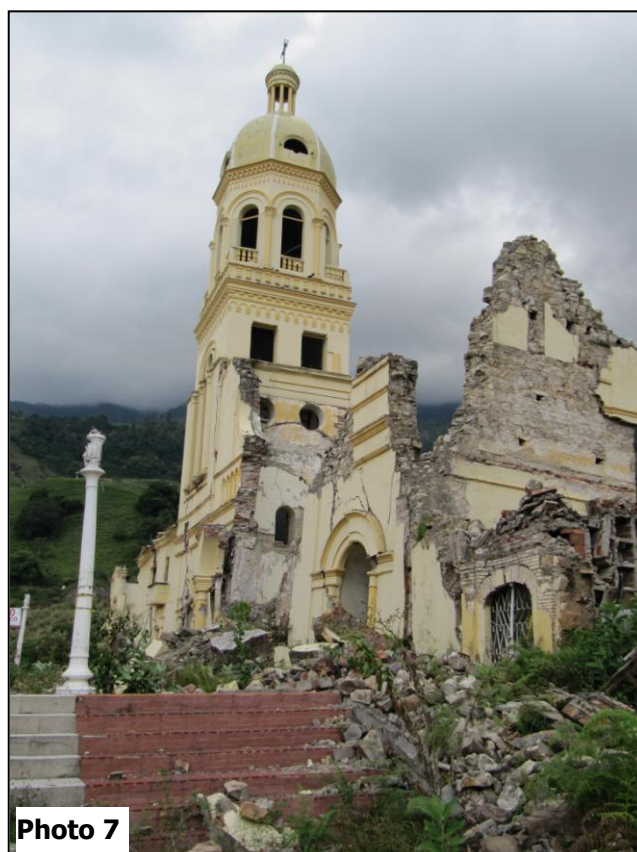
Photos 4 et 5 : Rues et bâtiments commencent à se fissurer et à s’effondrer en conséquence du glissement rotationnel. Les personnes essayent de sortir leurs possessions de leurs maisons. L’évacuation a dû se mener d’urgence (Source : Juan Carlos Torres, 01.2011)



Photo 5



Photos 6 et 7 : Pendant les semaines et mois qui ont suivi le désastre, la presque totalité des bâtiments se sont effondrés. L'impact a été très haut, comme l'illustrent ces photos, prises pendant notre terrain de recherche en janvier 2012, une année après la catastrophe (Sources personnelles).



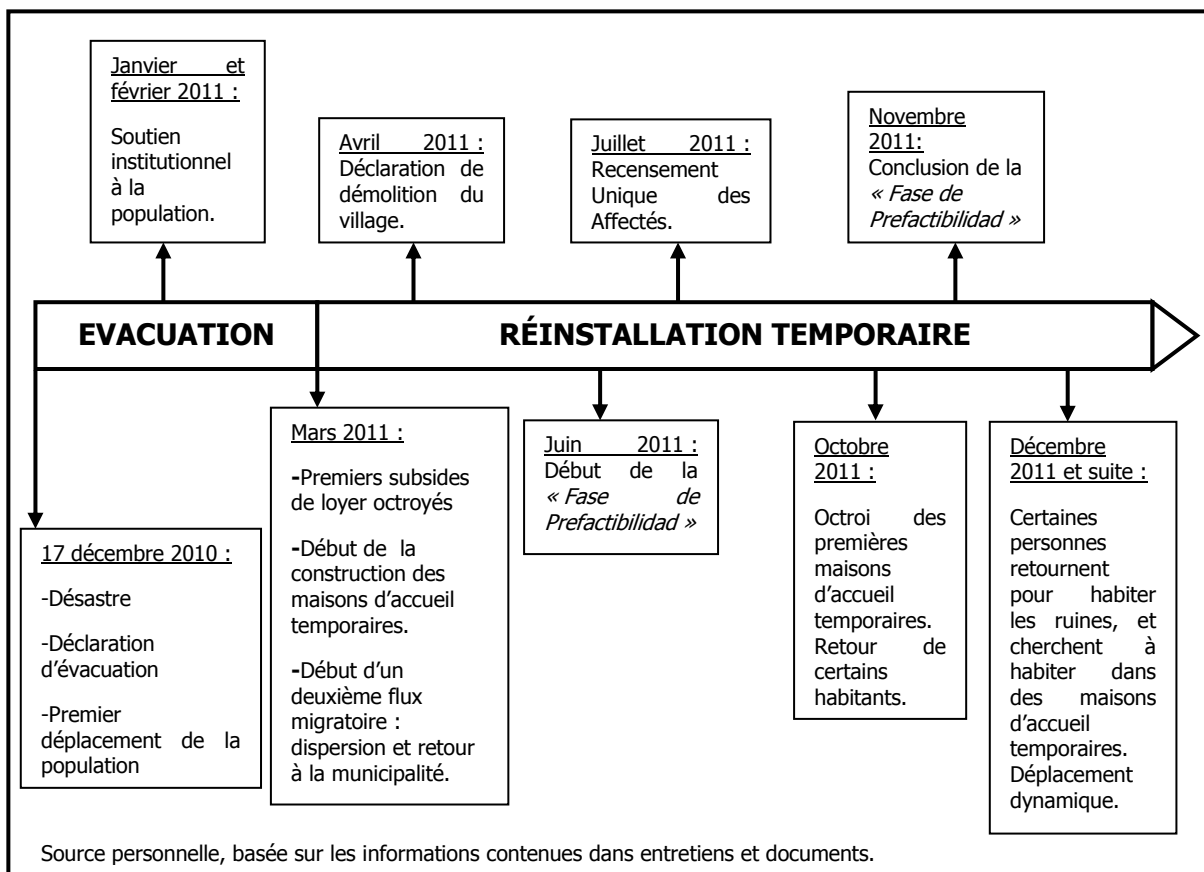
La perte des maisons n'a pas été la seule conséquence grave du désastre pour la population. Pendant les jours qui ont suivi, des pillages ont eu lieu; sans avoir eu le temps d'évacuer, les personnes ont laissé leurs objets dans leurs maisons :

« Je n'ai pas eu le temps de sortir mes choses. Je suis sortie à peine avec ce que j'avais avec moi, mon pyjama pour dormir, c'est tout. Comme les jours qui ont suivi le désastre, ni la police ni l'armée nous ont laissé rentrer, il y a eu des pillages. Quand je suis revenue il n'y avait plus rien. Ils avaient tout sorti de chez moi. Tout volé. J'ai perdu tout ce que j'avais, pas seulement ma maison mais tout mon soutien économique, car ils m'ont volé tout ce que j'avais dans mon salon de coiffure. » (Habitante de Gramalote, 12.1.2012)

Différentes institutions ont été présentes pour secourir la population, comme nous allons le mentionner par la suite. À partir du 17 décembre, s'est déclenché un déplacement de population qui a eu des caractéristiques particulières que nous allons analyser. Quelques personnes sont parties par leurs propres moyens. D'autres ont été aidées à travers des bus organisés par la mairie et par le Gouvernement Régional. Ces personnes ont été amenées à Cúcuta et aux municipalités voisines, où des espaces ont été improvisés pour les accueillir. Le village, quant à lui, est devenu inhabitable ; la reconstruction sur place n'était pas une option, car l'instabilité du sol risquait de répéter la catastrophe. La seule solution durable était de mobiliser une réinstallation dans une nouvelle surface éloignée du risque. Jusqu'à aujourd'hui, les habitants attendent encore la construction d'un nouveau Gramalote.

Voici un schéma qui illustre les événements que nous allons décrire par la suite, afin de situer temporairement les différentes politiques et les départs, entre autres.

Schéma 1: Ligne de temps des principaux événements concernant le déplacement de la population de Gramalote



CADRE INSTITUTIONNEL DE PREVENTION ET DE SOUTIEN DES DESASTRES EN COLOMBIE

Avant de passer à la formulation de notre problématique, un dernier mot doit être dit par rapport au cadre institutionnel de prévention et de soutien des désastres en Colombie. Nous décrivons brièvement ce cadre institutionnel, car cela permet de comprendre la manière dont le pays fait face aux désastres et à leurs conséquences.

Particulièrement après le tremblement de terre de la ville de Popayán en 1983⁶ et de la catastrophe d'Armero (un village qui a disparu enterré par une coulée de boue causée par l'explosion du volcan Nevado del Ruiz) en 1985, le Gouvernement colombien a créé un cadre institutionnel pour faire face aux désastres naturels, appelé le « *Sistema Nacional para la Prevención y Atención de Desastres* » (SNPAD). Ce système, rattaché au Ministère de l'Intérieur, établit la responsabilité institutionnelle à l'échelle nationale, régionale et locale. C'est à travers le « *Plan Nacional de Prevención y Atención de Desastres* », que ces responsabilités se sont établies. À l'échelle nationale, la responsabilité porte sur la « *Dirección de Gestión del Riesgo* » (DGR). À l'échelle régionale, chaque département doit créer un « *Comité Regional de Prevención y Atención de Desastres* » (CREPAD). Cette responsabilité porte essentiellement sur le gouverneur de chaque département. Ainsi, à l'échelle municipale, chaque maire devient responsable de la création d'un « *Comité Local de Prevención y Atención de Desastres* » (CLOPAD). Le but de ces organisations est d'établir les principales caractéristiques pouvant affecter une municipalité ou une région du pays (tremblements de terre, incendies, glissements de terrain, inondations, tsunamis, etc.). De plus, il s'agit également de créer des plans de prévention et de soutien des populations concernées en cas de désastre (POVEDA 2011 : 61-62).

Malgré cette structure institutionnelle, l'ampleur du phénomène de « La Niña » de 2010 a dépassé la capacité du SNPAD de soutenir toutes les calamités qui se sont présentées dans le pays. Pour cette raison, en décembre 2010 le Président a déclaré l'état d'urgence économique, social et environnemental dans l'ensemble du territoire national. L'état d'urgence donne des capacités à l'exécutif de changer des décrets de la Constitution et de créer des institutions afin de résoudre les principales urgences. Deux institutions ont été créées pour répartir les responsabilités qui portaient sur le SNPAD : « *Colombia Humanitaria* » et le « *Fondo de Adaptación* ». Le rôle de ces institutions (rattachées, elles, au Ministère des Finances) était d'établir les principales problématiques touchant les populations (santé, marginalisation économique, pertes matérielles, impact psycho-social, éducation, habitat, infrastructure, etc.), ainsi que de financer la reconstruction (Idem).

Le désastre de Gramalote a obligé toutes ces institutions à se mobiliser pour collaborer avec les personnes affectées par le désastre. De plus, la « *Defensa Civil* » (groupe volontaire d'aide à la population) a été présente. D'autres institutions, notamment la Croix Rouge Colombienne, ainsi que des ONG internationales (par exemple Caritas Allemagne) ont été présentes pour aider lors cette catastrophe. Ces acteurs ont facilité l'évacuation et ont participé pour couvrir les besoins de la population (lieux où dormir, matelas, nourriture, assistance psycho-sociale,

⁶ La ville de Popayán, située au Sud-est du pays, a témoigné d'un tremblement de terre en avril 1983. Presque tout son centre historique (qui était un des premiers centres urbains construits dans la période coloniale en Amérique) s'est effondré. Pour un historique sur les tremblements de terre en Colombie, voir : *Revista Credencial Historia* (2005), « Temblores y terremotos ». Ed. 188, Août 2005. Disponible en source électronique sur : <<http://www.www.lablaa.org/blaavirtual/revistas/credencial/agosto2005/temblores.htm>>, visité le 23.08.2012

entre autres). Nous reviendrons sur ces différents acteurs dans l'analyse des résultats. Nous résumons dans le schéma suivant l'organisation institutionnelle pour faire face aux désastres naturels en Colombie :

Schéma 2 : Cadre institutionnel de prévention et de soutien des désastres naturels en Colombie

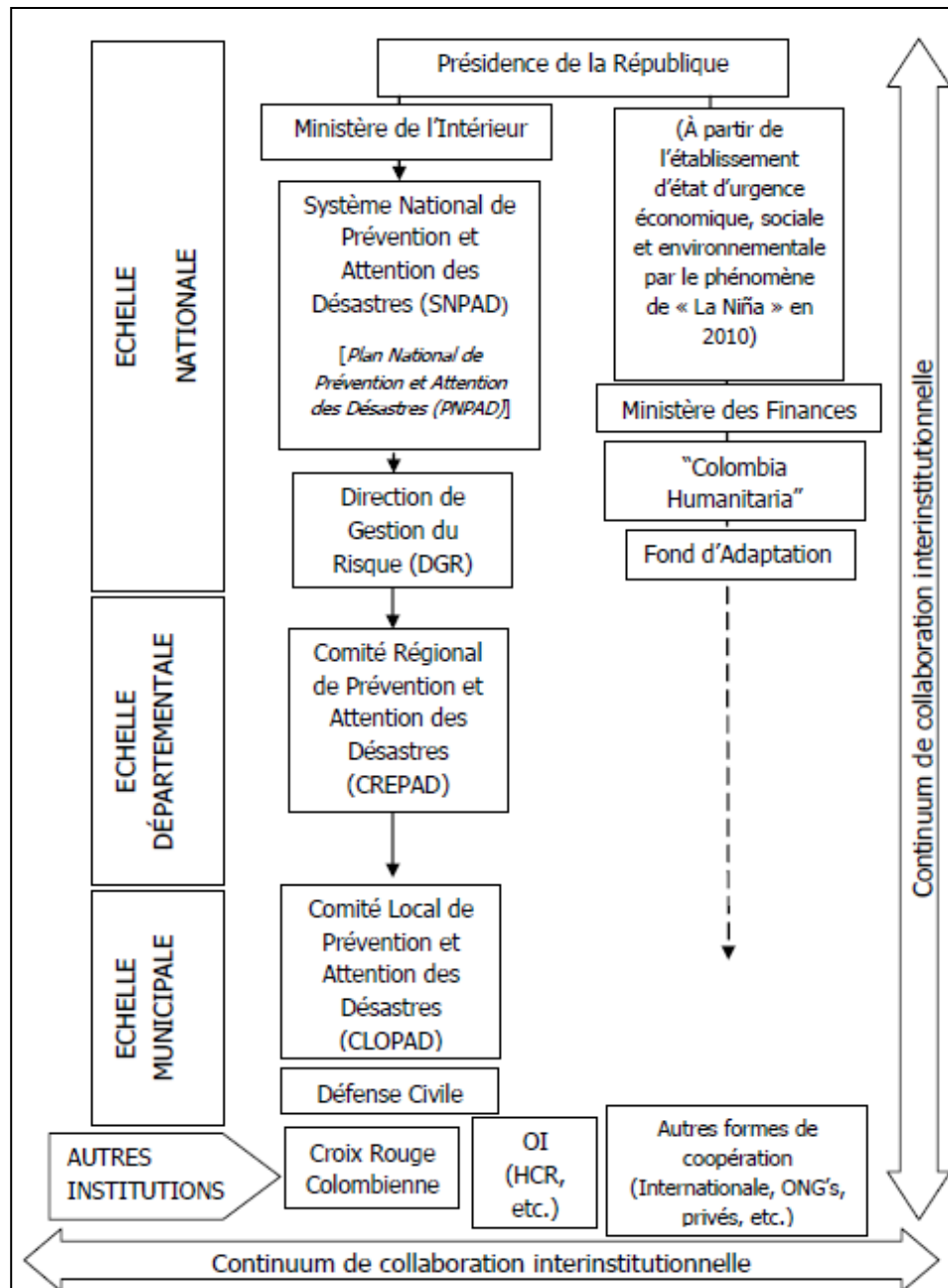


Schéma personnel basé sur : (POVEDA, 2011 : pp. 61-62), <http://www.sigpad.gov.co/sigpad/index.aspx>, visité le 29.05.2012

PROBLÉMATIQUE ET QUESTIONS DE RECHERCHE

Après ce contexte général, nous pouvons formuler notre problématique. Comme nous l'avons déjà mentionné, notre intérêt principal porte sur le processus de déplacement des villageois après le désastre. En effet, les *gramaloteros* ont connu un déplacement qui a été engendré par l'ampleur de l'impact du glissement de terrain sur l'espace urbain. À l'exception de quelques maisons situées dans le quartier de « La Lomita », presque toutes les maisons, les commerces, les bâtiments publics et religieux se sont effondrés avec le passage du temps. Le village est devenu inhabitable et un processus de réinstallation a dû se mobiliser. Néanmoins, ce processus avance de manière lente et dépend essentiellement des décisions du Gouvernement Central. Plus d'une année après, peu de choses se sont concrètement réalisées par rapport à la réinstallation définitive de Gramalote.

En conséquence, le déplacement de la population semble être une mesure adaptative pour faire face à ce changement socio-spatial abrupt. Soit à travers l'aide institutionnelle, soit par leurs propres moyens, les habitants de Gramalote se sont déplacés vers des municipalités proches et vers la ville de Cúcuta. D'autres, après un certain temps, sont retournés à la municipalité pour habiter des camps et des maisons d'accueil temporaires mises en place par diverses institutions; un autre petit groupe de familles est retourné au quartier « La Lomita » pour y vivre, malgré le risque éminent d'effondrement. Dans ce sens, entre le désastre et la réinstallation du village, l'adaptation se développe à travers la migration. Cette migration est liée à un processus de *réinstallation temporaire*, pendant qu'un nouveau village se construit. Nous cherchons à comprendre les différentes caractéristiques qui composent cette migration comme forme d'adaptation après le désastre. Les raisons pour lesquelles ces personnes se sont déplacées, où elles l'ont fait, la temporalité et la distance du déplacement, ainsi que la migration de retour sont autant d'éléments qui se trouvent au cœur de notre questionnement. Le but étant de comprendre, à travers cette étude de cas, les caractéristiques des déplacements engendrés par un désastre naturel.

Comme nous l'avons explicité, la non-mobilisation de stratégies préventives de la part des habitants (due à l'incrédulité qu'un éventuel désastre allait avoir lieu) a obligé les personnes à évacuer d'urgence sans avoir eu le temps d'emporter leurs possessions. Additionné au fait que les pillages aient impliqué des pertes matérielles considérables, la perte la plus importante a été l'habitation même : la presque totalité des personnes ont perdu leurs maisons. Pour une partie non négligeable d'entre elles, cette perte a impliqué aussi la perte de leur source de revenu, car l'habitat combinait aussi diverses formes de négoce (les dites « maisons d'utilisation mixte »). Dans ce sens, le désastre n'a pas seulement engendré un déplacement, mais aussi une marginalisation de la population concernée. La création et la propagation des vulnérabilités socioéconomiques jouent donc un rôle important dans la problématique touchant cette population. Nous considérons que le désastre et le déplacement n'ont pas seulement augmenté les vulnérabilités déjà existantes (pauvreté, économie précaire, etc.), mais qu'ils ont engendré – et engendrent encore – des nouvelles vulnérabilités que nous trouvons important de comprendre. **Ceci nous mène à proposer, sous forme d'hypothèse, que le type et les caractéristiques du déplacement comme forme d'adaptation sont liés aux degrés de vulnérabilité socioéconomique des habitants.** Cette hypothèse dirige notre questionnement afin de comprendre comment la vulnérabilité, augmentée et/ou engendrée par un désastre naturel comme celui de Gramalote, conditionne les caractéristiques que prend le déplacement comme forme d'adaptation.

Un deuxième élément que nous devons prendre en compte dans la problématique du déplacement est le poids des institutions sur celui-ci. En effet, même si plusieurs familles ont migré par leurs propres moyens, d'autres se sont rattachées aux institutions gouvernementales et non-gouvernementales pour recevoir du soutien. Les institutions ont favorisé la mobilité de ces personnes vers divers endroits et les ont financés afin de les aider à s'installer temporairement quelque part. Ceci nous mène à l'explicitation de notre **deuxième hypothèse: les institutions ont une influence sur le déplacement de la population de Gramalote. Cette influence institutionnelle touche particulièrement les populations les plus vulnérables socialement et économiquement.** Nous allons tester ceci dans l'analyse de nos résultats.

En résumé, le déplacement et la *réinstallation temporaire* qui l'accompagne semblent fonctionner comme une réponse adaptative afin de réduire les vulnérabilités engendrées par le désastre et ses conséquences sur la population. La mobilité des personnes qui se développe entre le désastre et la réinstallation constitue le cœur de notre intérêt et nous mène à formuler notre question de recherche principale :

« Quelles sont les conséquences, en termes de déplacement de population, du désastre de Gramalote ? »

Ceci nous dirige à l'énonciation de certaines sous-questions :

1. Quelle relation existe entre les degrés de vulnérabilité socioéconomique des habitants et leur type d'adaptation à travers le déplacement?

Objectif 1 : mettre en relation les différences dans la vulnérabilité socioéconomique des habitants avec les types et les caractéristiques que prend ce déplacement de population.

2. Quels sont les principaux acteurs qui élaborent les stratégies adaptatives ?

Objectif 2 : identifier les acteurs qui participent à l'élaboration de stratégies adaptatives comme le déplacement, ainsi que leur influence sur les caractéristiques du déplacement.

3. Quelles sont les caractéristiques des déplacements de population?

Objectif 3 : comprendre et décrire le type de déplacement, la distance et la temporalité de cette migration, ainsi que la migration de retour à la municipalité.

Deuxième Partie

CADRE THÉORIQUE

Dans cette partie, nous allons aborder les principaux concepts théoriques mobilisés pour réaliser notre analyse. Nous allons soulever les principaux débats qui se développent au sein de la sphère académique et politique autour de certains concepts, qui nous permettront de prendre position et justifier leur utilisation pour notre recherche. Ces concepts sont l'*écomigration* (la relation entre les changements climatiques et la migration) ; les désastres naturels ; la vulnérabilité et l'adaptation. L'ordre de ces concepts n'est pas anodin. En effet, selon ce qui a été établi dans la problématique, il s'agit d'une *écomigration* engendrée par un désastre naturel particulier. Selon notre hypothèse de base, cette migration est conditionnée par la manière dont s'exprime la vulnérabilité au sein de la population concernée. Le déplacement, comme forme d'adaptation a donc certaines caractéristiques qui sont liées à la capacité adaptative de chaque habitant ou groupe d'habitants pour faire face à ce changement socio-spatial abrupt. L'articulation entre ces concepts théoriques, ainsi que leur définition, nous facilitera l'analyse des données.

LA MIGRATION ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Depuis la deuxième moitié des années 80, les chercheurs sur les migrations se sont intéressés à la possible relation existante entre le changement climatique et la migration. L'apparition du concept de « réfugié environnemental » a introduit un nouveau champ d'étude dans les « migration studies » (PIGUET 2008 : 1 ; PIGUET et. al. 2011 ; GEMENNE 2011 : 225 ; BARNETT & WEBBER 2010 : 5). Non sans susciter des débats au sein des chercheurs – particulièrement à cause de l'usage du concept de *réfugié* suivant la définition établie dans la Convention de Genève de 1951 pour les réfugiés politiques –, la relation entre le changement climatique et la migration a pris de l'importance dans les dernières décennies, tant dans la sphère académique que dans la sphère politique (GEMENNE 2011 : 225-259). Après des débats et des révisions critiques sur ce que signifie l'*écomigration* (le concept d'*écomigrant* semblait plus neutre que celui de *réfugié environnemental*, (WOOD 2001, cité par PIGUET, 2008 : 4)), un certain consensus théorique s'est développé autour des enjeux compris dans la relation migration-changement climatique. Une première idée proposée par ce nouveau corps théorique est que le changement climatique est un facteur *push* de la migration. Néanmoins, cette causalité est loin d'être simple, et n'est jamais unidirectionnelle :

« [...] *the environment cannot be isolated as a single cause because it is interwoven with society. Indeed, focusing solely on environmental agents would reveal little about the political and economic forces that together with this agents produce disasters or, for that matter, any forced migration that might ensue.* » (OLIVER SMITH 2009: 10)

En d'autres termes, les migrations sont provoquées par un complexe tissu de causalités qui ne peuvent pas se limiter à une explication purement « naturelle » des faits. Par contre, ce sont des phénomènes toujours reliés aux actions humaines, aux agents sociaux, économiques et politiques qui les influencent. Ces multiples agents peuvent engendrer ou influencer différents types de déplacements de population.

Par rapport aux agents environnementaux influençant l'*écomigration*, ce corps théorique parle de deux types de changements climatiques qui peuvent engendrer différents types de migration: le *slow* et le *sudden onset*. Le *slow onset* fait référence à un événement environnemental qui se développe lentement, comme l'augmentation du niveau de la mer ; tandis que le *sudden onset* fait référence à un changement plus rapide et plus abrupt de

l'environnement naturel (PIGUET 2008 ; BARNETT and WEBBER 2010 : 7-9). Dans un *slow onset*, la migration peut être gérée de manière plus progressive et planifiée (PIGUET 2008), contrairement au *sudden onset*, où la migration qui se déclenche est souvent une migration d'urgence, qui s'exprime généralement de manière soudaine (non-progressive) ainsi que non-planifiée (PIGUET et.al. 2011 : 6-7). Mais, malgré ces possibles généralisations, un changement environnemental peut aussi mélanger le *slow* et le *sudden onset* et peut générer différents types de migration (BARNETT et WEBBER 2010 : 5). Dans ce sens, il faut garder à l'esprit que chaque changement environnemental est encadré dans un contexte politique, économique et social particulier et en conséquence, l'éventuelle migration qui se déclenche compte avec des caractéristiques qui lui sont propres (différentes distances, temporalités, ainsi que tendances possibles de retour). Ceci rend difficile l'établissement d'une différence claire entre la migration causée par un phénomène soudain ou un plus lent et révèle les limites de l'approche uniquement environnementale pour expliquer les causes et les conséquences du changement climatique sur la mobilité des personnes.

C'est pour cette raison que les agents socioéconomiques et les agents politiques ont aussi une influence sur la forme que prend la migration, même si à la base l'environnement semble être un déclencheur important. Il faut donc se questionner par rapport à ces deux agents et leur influence sur la forme que prend la migration (OLIVER SMITH 2009 : 10). Ceci justifie l'établissement de nos hypothèses de base, car selon ce qu'elles proposent, le poids social – stratégies individuelles et groupales d'adaptation – et le poids politique – institutions – sur le déplacement sont des facteurs importants pour expliquer les conséquences, en termes de déplacement, du désastre de Gramalote.

D'autres propositions se sont développées autour du concept d'*écomigration* qui nous semblent importantes pour notre recherche. Une d'entre elles, est que la migration qui se déclenche par un changement de l'environnement est généralement caractérisée par de courtes distances parcourues ; une migration qui tend à se développer à l'intérieur des frontières. C'est donc un phénomène qui s'exprime essentiellement sous la forme d'un déplacement interne de populations.⁷ Quant il s'agit d'un désastre naturel soudain (comme celui de Gramalote), le type de migration qui se déclenche tend généralement à être de très courte distance ; en plus de suivre les trajectoires migratoires déjà existantes, les personnes, dans leur recherche pour reconstruire les lieux sinistrés, ont une grande tendance à la migration de retour (OLIVER SMITH 2009 : 10 ; PIGUET 2008 : 6 ; KOSER 2011 : 289 ; RALEIGH, JORDAN, and SALEHYAN 2011 : 19 ; BARNETT and WEBBER, 2010 : 7 et 17-18 ; MARINO 2011 : 3, PIGUET et.al. 2011 : 6-7). Vu qu'il s'agit d'un déplacement interne de populations, des auteurs comme Graeme Hugo considèrent que le rôle des gouvernements et des institutions est central dans la réponse à la migration et la réinstallation induites par des phénomènes de changement climatique (HUGO 2011 : 268). Les éléments théoriques

⁷ En anglais IDP, « Internally Displaced Peapole », ce problème englobe actuellement un nombre considérable de migrants forcés au niveau mondial (43% selon les statistiques du HCR). Les chiffres sur les déplacés internes par des désastres naturels ne sont pas clairs. Néanmoins, le HCR prend en compte la problématique du déplacement interne dû aux désastres naturels. Dans son rapport sur « La protección de los desplazados internos y el papel del ACNUR », *reunión consultiva oficiosa del 27 de febrero de 2007*, ACNUR, un mot est dit sur la protection des déplacés internes par des désastres naturels. En traduisant de l'espagnol, le document affirme : « [...] en situaciones où le déplacement interne est dû exclusivement aux désastres naturels ou ceux causés par l'homme, les accords de l'IASC [Inter-Agency Standing Comitee] prévoient la réalisation de consultations dans le domaine entre le HCR, l'UNICEF, et le Haut Commissariat des Droits de l'Homme ». p. 7. (Informations disponibles sur les sites internet <<http://www.acnur.org/t3/fileadmin/scripts/doc.php?file=biblioteca/pdf/7694>>, <<http://www.acnur.org/t3/recursos/estadisticas/>>, visité le 07.11.2011)

mentionnés ci-dessus permettent de justifier notre questionnement. En effet, nous nous intéressons aux conséquences de ce déplacement de population en termes de distance, temporalité et tendance de retour à la municipalité. Ainsi, les idées proposées par Graeme Hugo permettent de justifier notre questionnement qui concerne le poids des acteurs institutionnels sur le déplacement de la population de Gramalote.

LES DESASTRES NATURELS

Suivant les idées de Anthony Oliver-Smith (2009 : 10), nous avons soulevé l'importance de comprendre le changement climatique comme une combinaison des forces de la nature avec les actions humaines qui les transforment, raison pour laquelle il faut aller au-delà des explications uniquement naturelles. Cette idée est présente aussi dans les « *disaster studies* », qui partent de l'idée que le concept de désastre « naturel » est imprécis, car il élimine les dimensions sociales comprises dans les changements environnementaux (BANKOFF et al. 2004 ; CANNON 1994 : 13-30 ; CHARVÉRIAT 2000 : 58 ; BLAIKIE, et. al 1994 : 4 ; OLIVER-SMITH 1996 : 303-328). En d'autres termes, si un événement naturel ne touche pas une population, ce ne sera jamais un désastre en tant que tel. Ceci se conceptualise clairement en anglais, où la différence est notée entre un « *natural disaster* » et un « *natural hazard* », le premier étant celui qui touche ou affecte une population, alors que le deuxième est celui qui s'exprime comme uniquement naturel, séparé d'un contexte social donné (CANNON 1994 : 13). Nous allons mentionner brièvement les principaux paradigmes qui traversent la littérature des « *disaster studies* », afin de prendre position parmi ces différentes perspectives.

Un premier paradigme est « technocratique » (BANG 2009 : 19-41). Très présent dans les premières études sur les désastres naturels, ce courant met l'accent sur les processus géophysiques qui causent les désastres, ainsi que la manière dont ils peuvent se prévenir à travers des projets d'infrastructure. Physiciens, géologues, météorologues et ingénieurs, entre autres, font partie de ce courant. Vu que l'angle d'approche de ces chercheurs est la nature et ses effets, la principale faiblesse de ce paradigme est le manque de compréhension de la structure des systèmes, particulièrement des systèmes humains et le rôle des comportements sociaux dans la modification de l'environnement (BANG 2009 : 19). Très focalisé sur une perspective « objective » et « naturelle » du risque de désastre, ce paradigme rencontre des limites dans le fait que, vu que l'accent est mis sur la « nature », nous notons un manque d'explications sur les conséquences que peuvent avoir les désastres sur les populations concernées. Le regard théorique que nous prenons dans ce mémoire s'éloigne de ce paradigme, car il ne possède pas une capacité explicative sur les enjeux sociaux et institutionnels contenus dans la problématique des désastres naturels. Il se présente comme limité pour l'analyse de l'impact du désastre et ses conséquences sur le déplacement des habitants de Gramalote.

Depuis les années 80, les sciences sociales contestent l'approche technocratique à travers un nouveau paradigme, le paradigme « social » des désastres. Particulièrement influencé par les idées fournies par l'écologie politique, ce nouveau paradigme marque une différence vis-à-vis du regard technocratique. Il soutient l'argument que les désastres :

« [...] were not primarily the outcome of geophysical or technocratic processes, but [...] a result of socio-economic processes that accounted for people and societies' vulnerability to disasters. The emergence of the anthropological and sociological approaches began to probe into human behavior and focused on the role of human

systems in creating natural disasters. They began to explain people's behavior in response to risk and disaster, and sought to explain how individuals and their actions and decision-making create vulnerable social and environmental conditions, the precursors of disasters » (BANG 2009: 19-20)

Cette perspective cherche à comprendre la manière dont la relation nature-culture crée certaines conceptions des désastres « naturels » et en l'occurrence différentes réponses sociales à ceux-ci. Il s'agit donc de comprendre d'une part les impacts du phénomène physique sur les populations, mais aussi de relier celui-ci au contexte culturel, socioéconomique et politique dans lequel est encadré un désastre (Idem.). Cette combinaison d'éléments permet de nuancer certaines affirmations englobantes, ainsi que de mieux saisir les problématiques et les particularités propres à chaque cas. Il s'agit donc d'une perspective qui permet de mieux répondre à la question de savoir pourquoi les personnes réagissent différemment à des phénomènes qui ont des caractéristiques « naturelles » essentiellement similaires. Le regard penché sur les acteurs en allant au-delà de la « nature », permet de mieux comprendre les caractéristiques – voir les causes – d'un désastre naturel, ainsi que ses conséquences. Suivant cet ordre d'idées, notre recherche prend cette perspective d'analyse pour aborder le cas de Gramalote. La raison est qu'un de nos objectifs est de connaître les réponses sociales au désastre et plus particulièrement la réponse sociale du déplacement. Ce genre de réponses, nous considérons, peuvent s'expliquer à partir de la compréhension du contexte environnemental de ce village – autrement dit, l'impact physique du glissement de terrain – mais aussi en prenant en compte la condition socioéconomique de la population. Le paradigme « social » pourrait mieux expliquer le déplacement comme réponse sociale d'adaptation.

Ce changement de paradigme a aussi marqué une rupture par rapport au paradigme antérieur en ce qui concerne le rôle institutionnel dans la réponse aux désastres. La chercheuse Elena Correa développe ces idées :

« Initially the emphasis was on the event itself and response activities (disaster management) but later it changed towards an approach in which disaster is understood as a manifestation of vulnerabilities associated with socioeconomic and environmental processes. In this view, natural hazards 'trigger' disasters but are not the agents that cause them (disaster risk management).

» This conceptual trend recognizes that risk is an outcome associated with social construction processes and linked to the predominant forms of social and economic development. For this reason, 'disaster risk management' is inseparable from 'development management'. Further, this change of paradigm – from a focus on disaster, natural hazards and response, to one in which risk, vulnerability, and their reduction become dominant themes – has also prompted a reconsideration of institutional roles and needs, so the countries can deal with the issue more effectively. (CORREA 2011: 9-10) »

Le rôle institutionnel est donc un élément d'importance dans le paradigme « social » des « *disaster studies* ». Ceci justifie encore une fois notre intention de prendre en considération l'influence que peuvent avoir les institutions sur des réponses comme le déplacement. Suivant les idées proposées par Elena Correa, nous pouvons dire aussi que la réponse institutionnelle aux désastres naturels doit tenir compte d'un concept central, celui de la vulnérabilité de la population impliquée.

Une abondante littérature sur les désastres prend en compte ces points de vue pour analyser différentes études de cas (entre autres, les travaux de ADGER 2006 ; BANKOFF et al. 2004 ; CANNON 1994 ; BLAIKIE, et. al 1994, OLIVER-SMITH, 1996 et 2004). C'est notamment le paradigme « social » des désastres qui prend beaucoup d'espace dans les recherches actuellement. Plusieurs des ces travaux se rapprochent des « migration studies », précisément car les phénomènes de changement climatique génèrent des désastres et peuvent engendrer, en conséquence, des migrations (PIGUET et. al. 2011). Mais cette relation entre désastres naturels et déplacements des populations reste difficile à appréhender. Raison pour laquelle nous considérons qu'un concept clé doit se positionner entre les deux, il s'agit du concept de vulnérabilité.

LA VULNERABILITE

Le concept de vulnérabilité prend de plus en plus de place au sein des études sur le changement climatique et les désastres naturels, en devenant également un sujet de débat important. Il n'existe pas véritablement de consensus sur ce que nous entendons par une situation ou une population *vulnérable* aux changements de l'environnement. Ce désaccord divise encore une fois les perspectives technocratiques et sociales des études sur les désastres (FUSSEL and KLEIN 2006 : 305 ; O'BRIEN et.al. 2007 : 75 et 2004 : 2-3). Nous allons mentionner ce que ces deux perspectives entendent par vulnérabilité, afin de prendre position pour diriger notre analyse.

La perspective technocratique conceptualise la vulnérabilité comme «*the dose-response relationship between an exogenous hazard to a system and its adverse effects*» (FUSSEL and KLEIN 2006 : 305). En d'autres termes, la vulnérabilité est directement liée à l'impact « objectif » d'un désastre et inversement liée à la résilience et la résistance d'un système donné pour faire face à cet impact (CORREA 2011 : 33). Ce modèle, qui met l'accent sur les aspects « objectifs » d'un désastre, comprend la vulnérabilité sous la formule suivante :

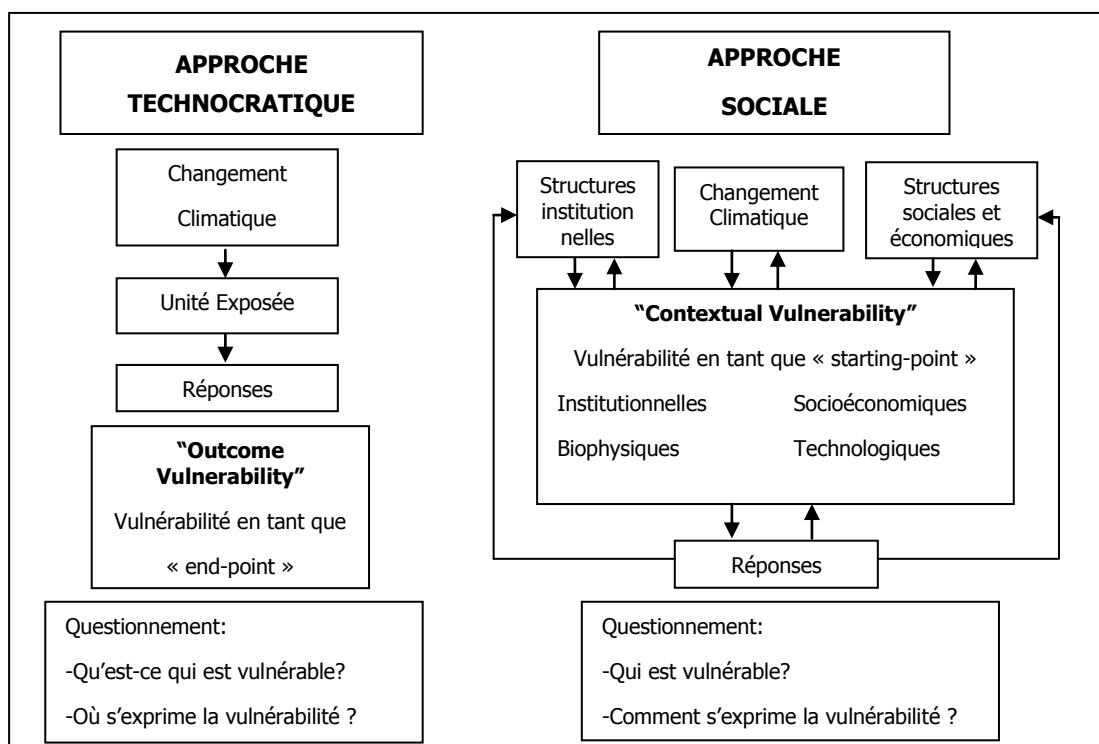
$$\text{Vulnérabilité} = f \frac{\text{Exposition}}{\text{Résistance, résilience}}$$

Cette perspective trouve son pouvoir explicatif surtout dans la comparaison de cas différents, soit à une échelle locale (comme par exemple la vulnérabilité de deux maisons exposées à un tremblement de terre selon leur type de construction), soit à l'échelle internationale (un pays avec une structure institutionnelle de résilience plus développé qu'un autre) (CORREA 2011 : 33). Des chercheurs comme Karen O'BRIEN et.al. (2004 : 3) soulèvent le fait que cette perspective considère la vulnérabilité comme un « *end-point* ». Cela veut dire que la vulnérabilité n'est qu'une conséquence quantifiable des effets du changement climatique et qu'elle est essentiellement une vulnérabilité biophysique, où les systèmes les plus vulnérables sont ceux qui s'exposent à des environnements difficiles et changeants. Cette perspective reçoit des critiques car elle interprète la vulnérabilité comme une « *outcome vulnerability [...], a linear result of the projected impacts of climate change on a particular exposure unit* », en oubliant le poids social et l'importance des contextes sociaux compris dans les effets du changement climatique (O'BRIEN et.al. 2011 : 75). Les principales questions que se posent les

chercheurs dans ce domaine est *qu'est-ce qui est vulnérable*, et *où* (CORREA 2011 : 33). Ce questionnement, malgré sa capacité analytique et explicative dans plusieurs domaines concernant les désastres naturels et le changement climatique, n'est pas le nôtre. Raison pour laquelle cette approche ne sera pas abordée dans notre recherche.

Notre questionnement porte plutôt sur *qui est vulnérable*, et *comment s'exprime cette vulnérabilité*, questionnement qui fait partie d'un courant différent, le courant « social », plus influencé par les sciences humaines (CORREA 2011 : 33). Particulièrement présent dans l'économie politique et la géographie humaine, le « *social constructivist framework* » ou modèle « social » de la vulnérabilité, s'éloigne de la conception uniquement « objective » déjà mentionnée (FUSSEL et KLEIN 2006 : 305). Par ailleurs, les chercheurs de ce courant définissent la vulnérabilité comme quelque chose qui précède aussi le désastre et qui peut prendre des nouvelles formes dépendant de l'impact du désastre ou du changement climatique sur la population en question. Dans cet ordre d'idées, contrairement à la perspective technocratique, la perspective sociale comprend la vulnérabilité comme un « *starting-point* » et non comme un « *end-point* » (O'BRIEN et.al. 2004 : 3). C'est pour cela que le questionnement se dirige plus vers la compréhension de *qui est vulnérable*, et *comment s'exprime cette vulnérabilité* (CORREA 2011 : 33). Ce modèle affirme que la vulnérabilité est toujours reliée à un contexte socioéconomique et politique particulier, raison pour laquelle certains chercheurs la définissent comme une « *contextual vulnerability* » (O'BRIEN et.al. 2007 : 75). Selon ce courant, comprendre la vulnérabilité d'une population à un désastre suppose la compréhension des caractéristiques culturelles, politiques et socioéconomiques qui sont comprises dans la population affectée *avant*, *pendant* et *après* le désastre. En l'occurrence, les facteurs non-climatiques deviennent aussi importants et permettent d'expliquer et analyser des conséquences comme le déplacement des populations (FUSSEL et KLEIN 2006 : 305). Afin d'éclaircir et résumer le débat théorique entre ces deux perspectives, voici un schéma sur la conceptualisation de la vulnérabilité :

Schéma 3 : Différentes approches pour saisir la vulnérabilité.



En nous focalisant particulièrement sur l'approche sociale de la vulnérabilité représentée dans ce schéma, nous pouvons voir que la vulnérabilité se trouve au sein du contexte en question et qu'il s'agit d'un contexte traversé par plusieurs éléments non-climatiques. De plus, le changement climatique a la même importance que les structures politiques et socioéconomiques de la vulnérabilité d'une population, ce qui amène à penser que cette approche considère la vulnérabilité comme un « *starting-point* » et pas uniquement comme un « *end-point* » quantifiable selon les impacts objectifs du changement climatique. C'est pour cela que, une fois que le désastre a lieu, les réponses comprennent deux principaux acteurs : les structures institutionnelles et les structures sociales. Ce continuum entre les réponses institutionnelles et sociales est de notre intérêt, particulièrement en ce qui concerne le déplacement. Ces idées proposées par l'approche sociale de la vulnérabilité justifient son utilisation afin de répondre à notre questionnement. Il nous reste à donner une définition plus claire sur ce que cette approche entend concrètement par vulnérabilité. Pierce BLAIKIE et.al., représentants de ce courant, définissent la vulnérabilité comme :

« The characteristics of a person or group and their situation that influence the capacity to anticipate, cope with, resist and recover from the impact of a natural hazard [...]. It involves a combination of factors that determine the degree to which someone's life, livelihood, property and other assets are put at risk by a discrete and identifiable event [...] in nature and society » (BLAIKIE, et. al. 1994: p. 11)

Cette définition soulève le fait que la vulnérabilité s'exprime à travers différents degrés ou niveaux. Cela veut dire que certaines personnes témoignent d'une plus haute vulnérabilité que d'autres. Ces différences dans les niveaux de la vulnérabilité sont reliées à la condition socio-économique, le genre, l'âge, entre autres. De plus, la vulnérabilité peut varier à travers le temps, ces auteurs soulèvent l'importance de comprendre la dimension temporelle de la vulnérabilité (BLAIKIE et.al. 1994 : 11-12). Prendre en compte les facteurs abordés dans cette définition de vulnérabilité est important pour analyser la manière dont elle a une éventuelle influence sur les formes que prend le déplacement des habitants de Gramalote. Comme l'expriment les idées proposées par Anthony Oliver Smith, l'analyse de la vulnérabilité devient donc un élément très pertinent dans ce genre de recherches :

« At least from the perspective of hazards and disasters, vulnerability is the conceptual nexus that links the relationship that people have with their environment to social forces and institutions and the cultural values that sustain or contest them. Thus, combining elements of environment, society and culture in various proportions, the concept of vulnerability provides a theoretical framework that encompasses the multidimensionality of disasters » (OLIVER-SMITH 2004: 10)

De cette « multi-dimensionnalité » que nous trouvons aussi dans le cas de Gramalote, nous nous intéressons particulièrement aux conséquences en termes de déplacement. Donc, si la relation désastre-déplacement peut mieux s'expliquer à travers l'analyse de la vulnérabilité, celle-ci peut, à son tour, s'appréhender à travers un dernier concept, l'adaptation.

L'ADAPTATION

Vers la fin des années 90 et le début des années 2000, le concept d'adaptation est apparu dans les études sur le changement climatique. En lien avec le concept de mitigation – qui occupait déjà une grande place dans ces études –, l'adaptation est devenue un concept utile pour comprendre la manière dont les personnes ou les institutions impliquées dans un phénomène de changement climatique y répondent à travers diverses stratégies (GROTHMAN and PATT 2003 : 2 ; BURTON et. al 2002 : 146-147). La définition, selon le United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) est la suivante :

« Adaptation is adjustment in ecological, social, or economic systems in response to actual or expected climatic stimuli and their effects or impacts. This term refers to changes in processes, practices, or structures to moderate or offset potential damages or to take advantage of opportunities associated with changes in climate. It involves adjustments to reduce the vulnerability of communities, regions, or activities to climatic change and variability. » (SMITH and PILIFOSOVA 2001: 881)

L'adaptation est un ajustement au changement climatique qui varie selon le type de changement environnemental, la temporalité, les différentes politiques de prévention et d'action mobilisées, etc. Dans cet ordre d'idées, plus que l'adaptation, il s'agit de la *capacité adaptative* de chaque société qui se trouve au cœur du problème, car elle est déterminée – entre autres – par les caractéristiques socioéconomiques du groupe en question (Idem : 879 et 881). Cette perspective se rapproche de la nôtre, dans le sens où elle considère l'adaptation au changement climatique depuis une perspective sociale et non technocratique. Selon ce point de vue, ce sont les caractéristiques socioéconomiques qui vont créer une vulnérabilité différenciée entre les groupes humains et ceci va influencer leur *capacité adaptative* aux effets du désastre. Il reste à soulever que l'adaptation peut être *proactive* ou *réactive*. Dans le cas particulier de Gramalote, nous observons qu'il s'agit d'une adaptation *réactive*, qui se développe après le changement environnemental.

Selon SMITH and PILIFOSOVA (2001 : 895-897) et GROTHMAN and PATT (2003 : 5), six déterminants permettent d'évaluer la *capacité adaptative* d'une population au changement climatique : 1) les ressources économiques 2) la technologie 3) l'information 4) l'infrastructure sociale et l'accès aux ressources 5) les institutions et 6) l'égalité des chances. Les personnes ayant moins accès à ces déterminants sont plus vulnérables et ont une capacité adaptative – et donc une adaptation – moins efficace. Cette relation entre adaptation et niveau de la vulnérabilité est inséparable dans les études sur le changement climatique et va être prise en compte dans ce travail de recherche. Ceci, « *Because vulnerability and its causes play essential roles in determining impacts; understanding the dynamics of vulnerability is as important as understanding climate itself.* » (LIVERMAN, 1990; HANDMET et al., 1999 cités par SMITH and PILIFOSOVA 2001: 894).

Abordant plus particulièrement le thème des migrations, quelques auteurs soulèvent la manière dont le déplacement peut fonctionner comme une forme d'adaptation aux changements climatiques. Dans leur article « *Accommodating Migration to Promote Adaptation to Climate Change* », BARNETT and WEBBER (2010) exposent le thème qui nous concerne plus particulièrement, il s'agit de la migration et la réinstallation comme stratégies d'adaptation aux changements de l'environnement. Par rapport à la migration, ces auteurs affirment: « *The debate suggests that migration may be both an impact of environmental*

change [...] as well as an adaptation (a response to avoid or adjust to an even more undesirable outcome) » (Idem: 6). Mais tout le monde ne va pas nécessairement répondre aux risques et aux vulnérabilités impliquées dans un changement de l'environnement par le déplacement. Plusieurs chercheurs sont d'accord avec l'idée que les personnes qui restent dépassent largement en nombre celles qui choisissent la migration comme forme d'adaptation aux changements climatiques (Idem : 13). Néanmoins, le registre empirique démontre que dans des circonstances de vulnérabilité extrêmes, les gens migrent pour chercher des meilleures conditions de vie :

«Where climate change exacerbates morbidity and mortality, reduces incomes, and decreases access to important forms of natural capital, people may be more likely than otherwise to choose to migrate to places which they perceive to offer prospects for a better life. So, to the extent that there is evidence about environmental change being a factor in migration, there are grounds for concern about increased movements of people in response to climate change. However, how many people will move, and where they will move from and to, are highly uncertain. » (BARNETT and WEBBER 2010: 13-14)

Dans cette citation, BARNETT and WEBBER relient la migration comme forme d'adaptation avec les niveaux de vulnérabilité compris dans une population affectée par un changement environnemental. En d'autres termes, la migration fonctionne comme un outil de réduction de la vulnérabilité engendrée par un changement de l'environnement. Nous avons soulevé à quel point il est problématique d'affirmer de manière si unidirectionnelle la causalité du changement climatique comme facteur *push* de la migration. De plus, il pas toutes les personnes affectées par le changement climatique adoptent la migration comme forme d'adaptation. C'est donc le concept de vulnérabilité et l'analyse de ses impacts (« *morbidity, mortality, reduces [of the] incomes and decreases [in the] access to important forms of natural capital [...]* ») qui permet de comprendre jusqu'à quel point un désastre naturel peut engendrer une migration. Dans ce sens, prendre en compte la relation entre vulnérabilité et migration permet d'évaluer la manière dont elle fonctionne comme une forme d'adaptation au changement climatique. La migration doit être vue comme une réponse tant proactive que réactive aux impacts du changement climatique (HUGO 2011 : 267). Et cette réponse peut mieux s'appréhender si nous la mettons en lien avec les niveaux de vulnérabilité témoignés par la population de Gramalote.

D'autres auteurs abordent le thème de la réinstallation des populations comme une stratégie d'adaptation. Pour certains auteurs, celle-ci devrait être une dernière option d'adaptation aux changements climatiques (HUGO 2011 : 266 ; BARNETT and WEBBER 2010 : 27). Ceci car, en plus d'être coûteuse, la réinstallation implique un déracinement des populations, qui les expose à des vulnérabilités très grandes (CERNEA 1997). La réinstallation par désastres naturels et surtout celle qui se développe comme stratégie réactive et pas proactive d'adaptation, est une réinstallation généralement involontaire, qui affecte les systèmes productifs et les réseaux de sociabilité des personnes ; aussi, elle comprend des pertes matérielles considérables (ASTHANA 1996 : 1468). Dans ce sens, l'appauvrissement et le déracinement sont des facteurs qui précèdent généralement la réinstallation par désastres naturels (MEJÍA 2000 : 20). Néanmoins, « [...] *it needs to be recognized that in some cases resettlement will become necessary, when all other avenues have been exhausted* » (HUGO 2011: 266).

CONCLUSIONS DU CADRE THEORIQUE : LE DEPLACEMENT, UN ENJEU ENTRE LE DESASTRE ET LA REINSTALLATION

Tout processus de réinstallation de population implique un certain type de déplacement. Comme l'établissent ces théories, la réinstallation et le déplacement sont des phénomènes géographiques qui se trouvent généralement traversés par diverses formes de vulnérabilité des populations concernées. Le registre empirique démontre qu'il s'agit de changements dans l'espace qui tendent à avoir des conséquences sociales généralement négatives (CERNEA & MC DOWELL 2000). Parmi ces conséquences se trouvent la perte de la terre, du travail, des ménages, d'une sécurité alimentaire et d'un accès aux ressources. Ces pertes, à leur tour, sont susceptibles de générer une marginalisation, d'augmenter la mortalité et d'affaiblir les liens sociaux des personnes, en affectant parfois également les droits humains fondamentaux (CERNEA 1996 : 6 ; BARNETT and WEBBER 2010 : 19). Tous ces facteurs peuvent être exacerbés quand il s'agit du déplacement et de la réinstallation générés par des désastres naturels, car ces changements se présentent parfois de manière très abrupte (MEJÍA 2000 : 20).

Gramalote représente une étude de cas très intéressante pour tester ces postulats théoriques, car les processus observés dans ce village rassemblent tous ces éléments. Comme nous l'avons exprimé, une des particularités de cette problématique est que la réinstallation prend plus de temps que d'ordinaire ; en conséquence, le déplacement est une forme d'adaptation qui se prolonge indéfiniment, en perpétuant des vulnérabilités au sein des habitants. Le but de cette recherche est de décrire et d'analyser plus particulièrement la dynamique du déplacement qui se génère entre un désastre et une réinstallation, sous le regard des concepts théoriques tels que l'*écomigration*, les désastres naturels, la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques.

Par rapport au premier corpus théorique, qui aborde la thématique de l'*écomigration*, nous avons mis en avant les principales caractéristiques du débat politique et scientifique qui tourne autour de la relation entre migration et changement climatique, en explicitant les particularités de la migration qui se génère en conséquence des changements abrupts de l'environnement. Entre les caractéristiques abordées, nous trouvons que les désastres naturels, comme expression abrupte d'un changement environnemental, génèrent des migrations qui sont généralement de courte distance et qui se développent à l'intérieur des pays. Selon PIGUET et. al. (2011 : 6-7), ceci est lié au fait que les personnes affectées habitent généralement des pays pauvres et le manque de ressources empêche une mobilité de plus longue distance et de plus longue temporalité. En d'autres termes, la vulnérabilité socioéconomique empêche la diversification de stratégies adaptatives à travers la migration, et mène à considérer ces mouvements migratoires comme des déplacements internes des populations. De plus, la tendance de retour pour reconstruire les lieux sinistrés est très grande (Idem), raison pour laquelle étudier la migration de retour et les raisons pour lesquelles elle se développe dans le cas de Gramalote devient aussi important, vu que la reconstruction n'est pas une option.

Comme nous l'avons établi dans notre problématique, Gramalote semble un cas intéressant à analyser et permet de contribuer aux discussions portant sur les mécanismes compris entre les changements environnementaux et la migration. Dans ce sens, il s'agit d'une population peu développée socialement et économiquement, située dans un pays qui semble témoigner

des conséquences au niveau local d'un enjeu plus global comme le phénomène de « La Niña » et l'accélération de ses fréquences et ses impacts. L'imprédictibilité des phénomènes environnementaux comme celui qui a affecté Gramalote, implique certaines réponses sociales et institutionnelles qui se présentent comme des réponses réactives d'adaptation au changement climatique (PIGUET et. al. 2011 : 6-7). Le déplacement, comme une de ces réponses, est donc notre principal intérêt.

D'un autre côté, nous avons mis en avant les différentes manières dont peuvent s'analyser les désastres naturels et leurs implications. Nous avons priorisé un regard plus social que technocratique des désastres, car notre intérêt est de comprendre les réponses sociales et institutionnelles d'adaptation au désastre de Gramalote. Dans ce sens, nous nous intéressons plus au désastre de Gramalote en tant que « *natural disaster* » qu'en tant que « *natural hazard* ». Nous considérons que l'analyse des facteurs qui dépassent la nature et ses effets, permet de mieux répondre à notre questionnement. Le déplacement de la population est essentiellement un enjeu social ; une forme d'adaptation à un changement physique qui a changé l'espace de vie d'une communauté. De plus, vu que la reconstruction n'est pas une option et que la réinstallation prend plus de temps, ce que nous observons est que la *réinstallation temporaire* semble étendre ce phénomène de déplacement et le transformer. Cela démontre que les enjeux imbriqués sont plus complexes que seulement un changement physique sur un espace bâti. La perspective sociale des désastres permet de mieux comprendre comment les caractéristiques politiques, sociales, économiques et culturelles d'une société peuvent conditionner ces différents types d'adaptation après un désastre. C'est pour cela que l'analyse des impacts *avant, pendant, et après* le désastre devient importante.

En relation à cela, les deux autres concepts abordés dans notre cadre théorique, à savoir la vulnérabilité et l'adaptation au changement climatique, nous permettent de mieux comprendre la manière dont les habitants et les institutions concernés dans la problématique de Gramalote mobilisent le déplacement comme une réponse réactive à un changement environnemental abrupt. Etant donné qu'il s'agit d'une population considérablement défavorisée économiquement, nous trouvons dans ces deux concepts théoriques des propositions intéressantes pour nous permettre de comprendre les enjeux du déplacement et de la réinstallation temporaire ; enjeux qui, d'ailleurs, semblent être différenciés entre les personnes concernées. Tous ces concepts proposés se placent en accord avec notre questionnement et nos hypothèses. Malgré ses particularités, cette étude de cas peut nous amener à des réflexions plus générales sur les réponses institutionnelles et sociales au changement climatique. Ainsi que de contribuer à remplir un vide qui se trouve apparemment présent dans les études sur les réinstallations :

« *The literature on resettlement has remained largely separate from work on resilience and vulnerability that has emerged from ecology [...], natural hazards [...], and entitlement failures [...]. Neither resilience (the capacity to cope with, adapt to and shape change) nor vulnerability (susceptibility to harm from stresses and inability to adapt) are commonly applied in studies of resettlement.* » (BARNETT and WEBBER 2010: 29)

Il faudrait rajouter à ce propos, que le thème du déplacement devient aussi pertinent que la réinstallation même et il nous semble important de se pencher sur la compréhension des enjeux imbriqués dans cette dynamique.

Troisième Partie

MÉTHODOLOGIE

Dans ce travail de recherche nous avons suivi une méthodologie qualitative, méthode commune en sciences sociales. Cette partie prétend donner un aperçu de la manière dont nous avons procédé pour le recueil et l'analyse des résultats. Trois principaux axes nous ont permis de saisir la réalité de Gramalote : le terrain de recherche, les entretiens, et les documents. De plus, le « codage théorique » nous a facilité l'analyse des informations. Voici notre méthode en détail.

LE TERRAIN DE RECHERCHE

Après avoir fait une synthèse de la littérature sur les réinstallations, les désastres naturels, le déplacement, etc., nous avons jugé fondamental de réaliser un travail de terrain, afin de saisir la réalité touchant les habitants de ce village. Nous avons suivi la méthodologie de la théorie ancrée, ou « *Grounded Theory Method* », qui part de la base que les chercheurs :

«1. already possess a fund of knowledge and experience before they begin; 2. may draw on broad ideas from their experience or discipline as starting points for data collection but not as ending points analysis; 3. should remain open to the empirical world; and 4. must subject all ideas about it to rigorous scrutiny, including their own emerging theoretical notions.» (BRIANT & CHARMAZ 2010 : 409).

Dans ce sens, nous avons considéré important d'« atterrir » ou d'« ancrer », à travers le terrain de recherche, les postulats théoriques déjà révisés dans la littérature, afin de mieux les placer dans l'étude de cas particulière et de faire ainsi un choix conceptuel sur ce qui était pertinent et intéressant d'analyser. Nous avons suivi la démarche proposée par la « *Grounded Theory Method* », car elle nous permettait de laisser les portes ouvertes lors du terrain ; également, car pendant le terrain un certain nombre d'enjeux qui n'étaient pas contemplés avant pouvaient émerger et la « *Grounded Theory Method* » est une démarche qui permet cette liberté, ainsi que facilite la reconfiguration de la problématique et du cadre théorique. Pendant les mois de janvier et février 2012, nous avons réalisé un terrain en Colombie, qui a connu diverses phases.

Une fois arrivés à Bogotá, nous avons pris contact avec une personne travaillant pour Servivienda, une entité privée qui a été engagée pour réaliser les analyses de type social, économique, juridique, ainsi que territorial de la municipalité et de la population après le désastre. Servivienda était l'institution chargée d'établir les critères de base pour choisir la surface où devait se placer le nouveau village, ainsi que les communiquer tant à la communauté comme au Gouvernement. La personne que nous avons contactée était la coordinatrice sociale de cette première phase de la réinstallation. Elle nous a facilité énormément le travail de terrain, car elle connaissait des personnes de la communauté, ainsi que différents fonctionnaires des diverses institutions, tant au niveau local que national.

Nous nous sommes rendus à Gramalote pendant la deuxième semaine de janvier. Là, nous avons réalisé divers entretiens, ainsi qu'une visite des ruines du village et de certaines maisons d'accueil temporaires où logeaient plusieurs familles. Ainsi, nous avons visité la zone rurale de la municipalité, afin d'approcher une perspective différente, celle des paysans. Le terrain s'est déroulé dans une ambiance détendue et l'accès aux informations des déplacés et des paysans a été facile, vu leur disposition à parler et leur attitude chaleureuse et accueillante. Il reste à soulever que le fait d'avoir eu une personne qui connaissait les interviewés a sans doute facilité le contact et l'obtention des informations.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes rendus à Cúcuta, capitale du département, afin de parler avec certaines familles déplacées que nous avons pu rencontrer, ainsi qu'avec des chefs communautaires. Ces personnes nous ont permis de saisir la réalité des déplacés au sein de la ville, leurs conditions socioéconomiques, leur accès aux informations, etc. Ainsi, dans le terrain à Cúcuta, nous avons rencontrés des fonctionnaires de plusieurs institutions, notamment de la Croix Rouge Colombienne et de la mairie du village de Gramalote, temporairement installée dans la ville.

Dans les semaines qui ont suivi, nous avons réalisé des entretiens à Bogotá, où nous avons rencontré des fonctionnaires au niveau national travaillant sur la problématique de Gramalote. Différemment qu'à Cúcuta et Gramalote, la disponibilité de ces personnes nous a posé plus de problème pour accéder aux informations et aux entretiens. Néanmoins, en plus de quelques entretiens, nous avons aussi réalisé un travail de recueil de documents.

LES ENTRETIENS

Nous avons réalisé un total de 13 entretiens, dont un d'entre eux a été un focus group. Nous avons priorisé la forme d'entretien semi-directif, car nous considérons que c'est une méthode de recueil d'information qui permet de créer un dialogue entre chercheur et interviewé, orienté à travers l'établissement de questions ouvertes, organisées sur la base de grilles d'entretien (CHARMAZ 2011 : 678-683). Plus ou moins bien répartis dans les trois phases de notre terrain (Gramalote, Cúcuta et Bogotá), ces entretiens ont priorisé essentiellement la perspective des habitants. Ceci se justifie car la perspective institutionnelle peut aussi s'appréhender à travers des documents officiels.

Nous avons réalisé deux grilles d'entretiens, qui s'adressaient aux deux acteurs principaux: les habitants déplacés et les fonctionnaires représentants d'institutions actives sur le désastre et la réinstallation de Gramalote. Certains éléments sont restés les mêmes dans les deux grilles, la raison étant que nous les avons organisées sur la base de notre questionnement et nos objectifs de recherche. Pour le cas des habitants, la question de départ cherchait à comprendre comment était la vie de la personne avant le désastre et comment elle avait témoigné des conséquences de celui-ci. Dans le déroulement de l'entretien, des questions plus spécifiques nous ont permis d'approfondir sur des questions propres au déplacement. Dans le cas des institutions, la question de départ différait dans le sens où elle cherchait à se demander comment les institutions ont agi pendant et après le désastre. Pareil que dans le cas des habitants, des questions plus précises ont été posées, afin de mieux saisir le déplacement et l'importance des acteurs. Un point qui doit être soulevé pour le cas particulier des fonctionnaires institutionnels est que plusieurs de ces personnes étaient habitants ou ex-habitants du village, ou avaient un rapprochement familial ou social avec la population de Gramalote. Ceci a supposé un certain mélange des critères entre le personnel et l'institutionnel qui, en plus de se relever parfois contradictoire, nous a apporté des éléments enrichissants pour l'analyse. Nous avons interviewé des personnes de la mairie de Gramalote, de la Croix Rouge Colombienne (secteur Norte de Santander), de Servivienda et du Ministère de l'Habitat, entre autres.

Le focus group s'est avéré très intéressant, car nous avons rassemblé, grâce à la coordinatrice sociale de Servivienda pour la réinstallation de Gramalote, des femmes paysannes participant à deux organisations agricultrices. Le focus group nous a rapprochés de la réalité de ces personnes qui n'ont pas forcément migré, mais qui connaissent des enjeux particuliers reliés

aux conséquences du désastre et à la perte des relations sociales et économiques qui s'établissaient auparavant dans le village.

Le fait d'avoir interviewé des personnes témoignant de conditions si différentes et toutes en relation avec la même problématique, a enrichi les résultats et donc l'analyse. De plus, la perspective des habitants, qui occupe une place centrale dans notre questionnement, justifie l'entretien semi-directif comme une méthode cohérente pour saisir la problématique et répondre aux questions, aux objectifs, ainsi que pour valider ou rejeter les hypothèses. Car, dans le contexte de Gramalote et de sa communauté désarticulée et dispersée, l'entretien est presque le seul moyen pour saisir la réalité sociale et le poids des acteurs sur le déplacement. Vu que notre questionnement porte aussi sur le rôle institutionnel dans ce déplacement de population, nous justifions aussi les entretiens aux représentants institutionnels comme une bonne méthode de recueil d'information. Surtout car les versions données par les fonctionnaires institutionnels dans le cadre d'un entretien peuvent différer considérablement des versions qui se présentent dans les documents officiels.

La plupart des entretiens ont été enregistrés avec un dictaphone et simultanément nous avons pris des notes. Nous avons ainsi retranscrit les entretiens avec l'aide des logiciels de retranscription. Toutes les citations des interviewés présentées dans cette recherche sont des traductions personnelles de l'espagnol au français. Comme nous le verrons dans la présentation des résultats, nous considérons important de nous maintenir proches des témoignages et sur cette base là organiser notre présentation des résultats ; raison pour laquelle les extraits des entretiens prennent une place importante dans notre texte et fonctionnent comme base pour l'analyse.

LES DOCUMENTS

Les documents recueillis ont été principalement des documents institutionnels de diverses entités participant dans le soutien à la population et dans la réinstallation du village; aussi, nous avons recueilli des articles de presse, des photographies et des supports cartographiques.

D'un côté, les documents publiés par *Servivienda* (organisation privée sans but lucratif qui a été engagée par le Gouvernement National pour analyser la réinstallation du village), ont été très utiles pour notre recherche. Les analyses et les statistiques publiées par cette institution démontrent un travail proche avec la communauté, où l'on témoigne d'une préoccupation pour ses conditions de vulnérabilité sociale et économique. D'un autre côté, nous avons recueilli des documents du Gouvernement National, particulièrement d'institutions comme la « *Dirección de Gestión del Riesgo* » (DGR) et d'autres institutions rattachées à la Présidence de la République comme « *Colombia Humanitaria* ». Nous avons pu recueillir quelques bases statistiques du DANE (l'Office Nationale de Statistique), qui a réalisé le « Recensement Unique des Affectés », qui nous a permis de compléter quantitativement nos résultats obtenus dans les entretiens. Au niveau local, un journal appelé « *El Gramalotero* » (créé après le désastre pour informer la population par rapport aux politiques et aux travaux techniques) a été utile pour nous informer sur la gestion institutionnelle à l'échelle locale.

De plus, vu que Gramalote a réveillé l'intérêt des journaux et téléjournaux nationaux et locaux, nous avons recueilli quelques articles de presse qui nous parlent du déplacement des habitants et de leurs conditions de vie durant cette période de réinstallation temporaire. Un

support cartographique obtenu dans l'« *Instituto Geográfico Agustín Codazzi* » (Institut Géographique National) nous a permis de compléter quelques informations concernant la dispersion des habitants. Cette cartographie a été utile en tant que base pour nos cartes personnelles, qui accompagnent les explications et les analyses de notre recherche.

LA METHODE D'ANALYSE

Après avoir abordé la méthode d'obtention des informations, il devient important de préciser la méthode que nous avons suivie pour analyser les informations plus concrètement. Nous avons priorisé la méthode du codage théorique, proposée par Uwe FLICK (2006 : 296-297). Le codage théorique propose « *[a] procedure for analyzing data, which have been collected in order to develop a grounded theory* » (FLICK 2006: 296). Cette méthode cherche à faciliter l'interprétation des données recueillies dans le terrain à travers un codage qui fragmente le contenu des entretiens et des documents, sous différentes catégories qui se relèvent intéressantes pour la recherche, selon les thématiques et la problématique établies :

« Coding here is understood as representing the operations by which data are broken down, conceptualized, and put back together in new ways. It is the central process by which theories are built from data » (FLICK 2006: 296)

Suivant cet ordre d'idées, le codage permet de prendre les thématiques importantes et de rejeter les informations des entretiens qui ne sont pas pertinentes pour la recherche. Le codage permet aussi de revenir sur les données et de les réorganiser si nécessaire, ainsi que de les comparer afin de créer de nouvelles catégories. Ceci, toujours sur la base de la théorie établie dans la recherche, ainsi que des données qui sont à disposition. Malgré ces généralités, la manière dont le codage doit se réaliser dépend essentiellement du chercheur :

« A text can be coded line-by-line, sentence-by-sentence, or paragraph-by-paragraph. [...] Which of these alternatives you should apply depends on your research question, on your material, on your personal style as analyst, and on the stage that your research has reached » (FLICK 2006: 300)

Dans ce sens, en respectant les idées centrales proposées par cette méthode d'analyse, nous avons organisé notre propre codage des entretiens ; nous avons organisé nos informations dans des grilles d'analyse, car nous considérons que cela facilite la sélection de thématiques selon notre problématique et notre cadre conceptuel. Après avoir retranscrit les entretiens dans son ensemble, nous avons pris les extraits les plus pertinents. Après, nous avons établi des « codes » et des « familles de codes », afin d'organiser les informations sous des concepts. Un processus permanent d'ancrage théorique des données et de redirection de celui-ci a accompagné tout le processus d'analyse de notre recherche.

BILAN ET BIAIS METHODOLOGIQUES

Il nous reste à donner quelques conclusions par rapport à la méthode suivie dans notre recherche, ainsi que quelques critiques et biais méthodologiques. Comme nous l'avons explicité, tant dans la phase de recueil d'informations que dans la phase d'analyse, nous avons suivi la méthode de la théorie ancrée, ou « *Grounded Theory Method* » (CHARMAZ 2011 ; BRIANT & CHARMAZ 2010 ; FLICK 2006).

Nous rappelons que cette méthodologie qualitative prétend mélanger ou « submerger » en permanence la théorie avec les résultats obtenus dans le terrain de recherche, afin d'« ancrer » les postulats théoriques dans l'étude de cas concrète et vice-versa. Ceci permet de reformuler la problématique et de la préciser encore plus, ainsi que d'utiliser les résultats qui sont plus en accord avec celle-ci et de rejeter ceux qui ne sont pas prioritaires pour la recherche. Cette démarche a comme but de mieux saisir l'explication et la compréhension du phénomène et des thématiques d'intérêt, ainsi que de proposer de nouveaux concepts et des nouvelles réflexions théoriques.

Le choix de cette méthode de travail n'est pas anodin. Nous considérons que l'adoption d'une démarche complètement inductive pose problème, car elle suppose la position du chercheur comme une *tabula rasa*. Cette condition est non seulement difficile à adopter en tant que chercheur – car, inévitablement, nous nous trouvons submergés dans un contexte spatial, temporel et biographique donné qui influence notre regard sur les phénomènes sociaux – mais qui fait aussi abstraction de la prise d'une position par rapport à d'autres théories. Ce qui, nous considérons, limite la possibilité de se mettre en discussion avec d'autres perspectives et dans ce sens démontre avoir des limitations pour l'élaboration d'une théorie critique. D'un autre côté, l'adoption d'une méthode complètement déductive se présente aussi comme problématique, dans le sens où elle s'éloigne d'une réalité sociale changeante comme celle qui occupe notre étude de cas et le chercheur risque de tomber dans le piège de forcer les résultats du terrain dans le cadre théorique préalablement établi. Dans ce sens, la permanente réélaboration de la problématique et la redirection des résultats que propose la « *Grounded Theory Method* », a permis plus de flexibilité à notre démarche. Surtout, si nous rappelons que le contexte de production académique de ce mémoire se trouve entre deux régions éloignées l'une de l'autre (Suisse et Colombie) et dans ce sens les deux faces de notre recherche, le théorique et l'empirique, exigeaient de revenir toujours sur la théorie et sur les résultats, afin de les reconfigurer et mieux saisir l'enjeu de notre intérêt, à savoir, le déplacement de la population.

Passant plus concrètement à une réflexion sur la méthodologie adoptée, une critique qui peut être faite est que dans le contexte de production de ce mémoire, la problématique du déplacement démontre avoir été très dynamique – et de l'être encore aujourd'hui. Raison pour laquelle un deuxième terrain dans une autre période aurait été souhaitable. Il faut donc garder à l'esprit que les résultats présentés restent malheureusement partiels. Suivant cette idée, vu que le déplacement reste dynamique et que notre problématique a connu certains changements dans le cours de l'élaboration de ce mémoire, des questions plus spécifiques et réélaborées dans un deuxième terrain nous auraient certainement menées à de nouveaux résultats enrichissants. Ceci aurait suivi plus fidèlement les propositions de la « *Grounded Theory Method* », car cette méthode insiste sur l'idée que plusieurs phases de recueil d'informations représentent un atout pour une recherche qualitative.

Par rapport aux documents, nous pouvons dire qu'ils nous ont permis non seulement de compléter certaines informations manquantes – comme par exemple, le côté du Gouvernement Central dont nous avons trouvé plus de difficulté pour faire des entretiens à Bogotá –, mais aussi d'accéder à certaines informations quantitatives et qualitatives qui nous ont permis de mieux saisir le phénomène du déplacement. Néanmoins, il reste à dire que ces documents reflètent plus la version des acteurs institutionnels que les perspectives de la communauté affectée. De plus, même si le « codage théorique » que propose la « *Grounded Theory Method* » permet l'analyse de ce genre d'informations, il aurait resté souhaitable de proposer une méthode plus spécifique pour l'analyse des documents concrètement. Mais nous rappelons que les informations qui ont le plus de poids dans nos résultats sont celles que nous avons obtenues dans les entretiens ; raison pour laquelle nous les justifions, encore une fois, comme méthode de recueil d'information centrale de notre démarche, qui se penchait plus sur la méthodologie qualitative que quantitative – cette dernière, très présente dans les documents.

Une dernière réflexion peut se faire par rapport à notre méthode d'analyse. Comme nous l'avons explicité sur la base des propositions d'Uwe Flick (2006), le « codage théorique » nous a permis l'application d'une théorie ancrée, car la reformulation et la réorganisation des données et de la théorie ont pu être possibles. Néanmoins, cette méthode prend beaucoup de temps à s'appliquer et nous avons également vu à quel point son application dépend de la sensibilité du chercheur, du stade où se trouve le développement de la recherche, ainsi que du type de recherche et des données à disposition. Ceci nous mène à adopter un regard critique non seulement sur le temps que prend l'application d'une telle méthode d'analyse, mais aussi sur son éventuel excès de flexibilité, qui peut devenir une source de confusion importante lors de la confrontation de l'analyse des données et plus particulièrement de l'écriture.

Quatrième Partie

PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

Nous arrivons à la présentation des résultats et à leur analyse. Plus concrètement, nous arrivons au moment d'aborder notre étude de cas, afin de répondre à notre question de recherche principale:

« Quelles sont les conséquences, en termes de déplacement de population, du désastre de Gramalote ? »

Ainsi, dans cette partie nous cherchons à répondre à nos sous-questions, qui portent sur : la relation entre la vulnérabilité socioéconomique des habitants et leurs formes d'adaptation à travers le déplacement ; le rôle des acteurs sur le déplacement de la population; ainsi que les caractéristiques de la migration qui a été engendrée par le désastre de décembre 2010 et qui s'étend jusqu'à aujourd'hui (2012). Nous avons pu identifier que ce déplacement de population s'est développé en deux phases principales, qui fonctionneront comme division de notre texte sous forme de sous-chapitres. La première phase, nous l'appellerons « l'évacuation » et elle porte sur les premiers mouvements migratoires en conséquence du désastre. La deuxième phase du déplacement, nous l'appellerons « la réinstallation temporaire ». Cette phase se caractérise par un mouvement de population qui se voit traversé par une question centrale au sein de la communauté affectée: *où aller pendant que le Gouvernement construit un nouveau Gramalote ?* La réorganisation des personnes dans cette deuxième phase soulève de nombreux aspects intéressants à décrire et à analyser (nouveaux acteurs, nouveaux enjeux et nouvelles formes de déplacement comme la migration de retour à la municipalité), raison pour laquelle elle prendra plus d'espace dans notre recherche.

Chacun de ces deux sous-chapitres, « l'évacuation » et « la réinstallation temporaire », seront divisés ainsi : premièrement, nous allons présenter nos résultats sur la base des témoignages des interviewés et des informations contenues dans les documents; deuxièmement, nous allons procéder à leur analyse sur la base des approches théoriques abordées précédemment. La présentation des résultats sera organisée de manière chronologique et structurée selon les deux acteurs centraux, à savoir les institutions et les habitants. Le but de cette division et de cette présentation chronologique est de mieux mettre en avant les caractéristiques du déplacement dans les différentes étapes, ainsi que le rôle des acteurs dans les diverses phases.

L'EVACUATION : PREMIERS MOUVEMENTS MIGRATOIRES

PRESENTATION DES RESULTATS

L'évacuation du village de Gramalote comme conséquence au désastre de décembre 2010 a représenté le premier déplacement de cette population après la catastrophe. Des informations que nous avons recueillies pendant le terrain de recherche, nous constatons que ce premier processus de déplacement a été traversé par des tensions permanentes entre les responsables institutionnels de l'évacuation et les réponses sociales de celle-ci. Les réponses des acteurs face au désastre nous renseignent sur la manière dont s'est développé ce premier déplacement de population.

Les institutions

Les institutions actives pendant ce processus d'évacuation ont été principalement la mairie de Gramalote, les institutions composant le CREPAD (« Defensa Civil », Croix Rouge Colombienne et le Gouvernement Régional du département de Norte de Santander), ainsi que l'Etat Central,

principalement à travers l'envoi de l'armée et de la police. Nous allons présenter les résultats qui nous parlent sur la manière dont ces différentes institutions ont participé au processus d'évacuation du village, ainsi que dans l'aide à la population.

Le rôle accompli par la mairie

Un premier résultat met en évidence les actions réalisées par la mairie de Gramalote. Comme nous l'avons mentionné dans la partie « contexte », nous constatons que la décision de la mairie d'évacuer le village a été prise une fois que les conséquences du désastre se percevaient de manière concrète sur sa structure bâtie. Ce n'est que dans la mesure où les autorités ont perçu les premières conséquences concrètes du désastre, qu'elles ont commencé à faire des appels d'évacuation. Ces premiers appels proposaient une évacuation volontaire, et peuvent être compris comme des avertissements aux habitants sur le haut risque de désastre auquel ils s'exposaient. Un fonctionnaire de la mairie, qui a été très actif dans ce processus, justifie pourquoi la mairie a priorisé, au début, l'évacuation volontaire :

« Évacuer complètement un village n'est pas une décision facile à prendre. C'est pour ça que nous avons priorisé de faire des avertissements d'évacuation volontaire, quartier par quartier, avant de prendre une décision radicale qui allait avoir des conséquences sur l'ensemble de la population. Mais peu de personnes ont répondu à nos appels... Ce n'est que dans la mesure où elles ont vu leurs maisons se fissurer, ou s'effondrer, qu'elles ont commencé à évacuer. Mais une chose est claire : les personnes étaient averties et elles ont eu le temps de partir. » (Fonctionnaire local de Gramalote, 12.01.2012)

Mais la vitesse à travers laquelle le désastre s'est développé a obligé le maire à annoncer, le 17 décembre 2010 (date du désastre), l'évacuation totale du village de Gramalote. Un représentant de la mairie mentionne les priorités, à l'échelle des autorités locales, dans cette période :

« Dès le moment où le maire a annoncé l'évacuation totale, nous avons pris contact avec le CREPAD pour demander du support. Car la municipalité ne disposait pas des véhicules pour aider à évacuer les personnes. Pendant qu'ils arrivaient, notre priorité a été les enfants et les personnes âgées. Nous avons essayé de convaincre les personnes de laisser leurs enfants et les personnes âgées partir avant, car ils seraient plus protégés. Le but était de laisser dans le village seulement les personnes qui pouvaient courir, afin qu'elles puissent déménager leurs maisons. » (Fonctionnaire local de Gramalote, 12.01.2012)

Dans nos entretiens, nous avons témoigné d'une perception négative généralisée envers le rôle accompli par le maire de Gramalote pendant le processus d'évacuation. La raison principale de cette perception négative a été son absence après avoir déclaré que la totalité de la population devait évacuer le village. Pour plusieurs, le manque de gouvernance a été un facteur important sur la manière dont l'évacuation a été menée. Une fonctionnaire locale nous donne une perspective institutionnelle sur ce propos :

« J'ai donné l'ordre de vider le réservoir d'eau et ça a évité une catastrophe pire, car ce réservoir était dans la partie haute du village. Je n' imagine pas ce que ça aurait été si toute cette quantité d'eau avait coulé sur Gramalote. Après, je suis descendue à la mairie et le maire n'était plus là. Il était parti à Santiago. J'étais toute seule... Il n'y avait personne. Il n'y a pas eu d'organisation et ça a été une chose très grave.

Mais on était 3 représentants de la mairie et le curé du village, qui a beaucoup aidé la communauté. Moi et les autres représentants, nous étions une extension du maire et nous avons accompli les responsabilités de la mairie. » (Fonctionnaire local de Gramalote, 12.01.2012)

De plus, un représentant de la Croix Rouge explique que le problème institutionnel à l'échelle locale a été essentiellement le manque de prévention, une responsabilité qui reposait sur le CLOPAD, le « *Comité Local de Prevención y Atención de Desastres* » :

« La Croix Rouge a participé dans la phase de prévention, mais à l'échelle régionale, du CREPAD. Mais comme Gramalote n'était pas déclaré comme zone à haut risque au niveau du département, nous n'avons pas préparé, depuis la Croix Rouge, une prévention pour ce village. En plus, vu qu'il n'y a pas de Croix Rouge à Gramalote, on ne pouvait pas faire partie du CLOPAD. Ça veut dire qu'on ne pouvait pas intervenir dans la phase de prévention, ceci était essentiellement une responsabilité de l'autorité locale. Préparation, prévention et mitigation, sont des choses qui devaient être faites par l'autorité locale, par le CLOPAD. Mais ils n'avaient rien fait, et c'est là une source du problème sur ce qui c'est passé... Nous, la Croix Rouge, nous sommes rentrés sur scène dans le 'pendant' et aussi dans le 'après', mais pas avant. » (Fonctionnaire de la Croix Rouge, 12.01.2012)

Le « CREPAD »

Après quelques heures, d'autres institutions de secours organisés sous le CREPAD, le « *Comité Regional de Prevención y Atención de Desastres* », sont arrivées. Ces institutions ont contribué, avec les fonctionnaires de la mairie, à l'évacuation de la population, ainsi qu'à la mise à disposition de tentes, de matelas, et de nourriture (équipements aussi offerts par le HCR-Colombie). De plus, le Gouvernement Régional de Norte de Santander a mis à disposition des bus afin d'aider les habitants qui n'avaient pas de moyens de transport pour partir. Ces bus se sont dirigés vers quatre destinations principales: les municipalités voisines de Santiago, Lourdes et Villa Caro, et la ville de Cúcuta. Pouvant choisir leur destination entre celles qui étaient proposées par le Gouvernement Régional, quelques personnes se sont rattachées à cette aide institutionnelle. Elles ont été accueillies dans des écoles et de centres communautaires de ces municipalités (Habitante de Gramalote 15.01.2012, fonctionnaire publique de Gramalote, 12.01.2012). Durant les mois qui ont suivi le désastre, ces endroits sont devenus les lieux d'accueil temporaires d'une partie de la communauté déplacée de Gramalote. Plus particulièrement, ces lieux ont accueilli les personnes qui n'avaient pas pu fuir par leurs propres moyens. Suivant cet ordre d'idées, dans cette collaboration interinstitutionnelle, beaucoup d'importance a été mise sur les personnes les plus défavorisées économiquement. Par rapport à cela, une fonctionnaire de la mairie fait référence à la manière dont ils ont aidé les personnes les plus pauvres :

« Nous avons envoyé à 'El Idilio' [surface situé au sein de la municipalité de Gramalote, près du village] toutes les personnes qui n'avaient pas un endroit où aller. Ce jour là quelques 30 familles sont arrivées. Le premier recensement de la population qui a été fait après le désastre, je l'ai réalisé moi-même sur une petite feuille, afin d'enregistrer les personnes qui arrivaient. [...] Nous avons mis des casseroles pour cuisiner, parce qu'il n'y avait rien. Et avec l'aide des institutions de secours comme la 'Defensa Civil' et la Croix Rouge, nous avons mis à disposition des tentes et de la nourriture. [...] Les personnes qui se sont dirigées à 'El Idilio'

provenaient essentiellement du quartier 'Santa Rosa'... Les gens les plus vulnérables... 'Santa Rosa' et partie du quartier 'Jordán' étaient les parties les plus pauvres du village. Ce n'est pas par proximité que nous avons envoyé ces familles là-bas; c'est parce qu'elles n'avaient rien : ni argent, ni famille ailleurs, ou parce que simplement elles ne disposaient pas d'un transport pour partir.»
(Fonctionnaire local de Gramalote, 12.01.2012)

Menée à temps, l'évacuation de la totalité de la population a empêché les pertes humaines. Pendant les jours qui ont suivi le désastre, les personnes ont essayé de sortir les objets qui restaient dans leurs maisons et leurs négoce. Les affirmations de nos interviewés – tant institutionnels comme de la communauté affectée de Gramalote – nous permettent de souligner la manière chaotique, improvisée et désorganisée dont l'évacuation a été menée. Le manque d'ordre a obligé les autorités locales à demander de l'aide à l'Etat Central pour collaborer dans la gestion de l'évacuation.

L'Etat Central : la police et l'armée entrent sur scène

Afin de garantir plus d'ordre et de sécurité à la population, un autre acteur institutionnel qui est entré sur scène a été l'Etat Central, à travers l'envoi de l'armée et la police. Le but de ces acteurs institutionnels était de collaborer avec la sécurité et l'ordre, dans une évacuation caractérisée par le chaos, l'insécurité et le désordre. Néanmoins et comme nous pouvons le constater dans les témoignages de nos interviewés, le rôle accompli par ces acteurs a été considérablement l'inverse de l'attendu. Car, afin d'empêcher les éventuels accidents au vu du risque d'effondrement des bâtiments, la police et l'armée ont bloqué les trois possibles routes d'accès au village. Plusieurs personnes, qui ont dû fuir d'urgence, ont laissé leurs possessions sur place. Quand elles sont retournées, elles avaient tout perdu : le blocage réalisé par la police et l'armée a contribué au développement de pillages d'objets qui sont restés dans les maisons et les négoce des habitants. Quand nous avons demandé à un fonctionnaire de la mairie comment, malgré la présence de la police, ces pillages se sont présentés, il a justifié :

« C'était très difficile. J'étais là personnellement avec la police, et l'armée nous a beaucoup aidés. Mais c'est très difficile quand ils envoient des policiers qui ne sont pas de la région, et qui ne connaissent pas les personnes, et les gens disent : 'Laissez-moi passer, c'est ma maman qui est là, c'est ma maison !' Alors, quel policier ne va pas laisser passer les personnes dans des conditions pareilles ? C'était notre responsabilité en tant qu'autorité locale, mais croyez moi, dans ces circonstances, c'était très difficile de savoir à qui appartenait quoi. » (Fonctionnaire local de Gramalote, 13.01.2012)

Donc, malgré leur volonté, les autorités n'ont pas réussi à garantir un ordre et une sécurité aux habitants pendant ce processus d'évacuation. La citation précédente permet aussi de constater que le blocage ne s'est pas réalisé concrètement, car les gens ont pu continuer à passer et ceci a contribué à la création et la propagation de nouvelles vulnérabilités à cause des pillages. La perte de certains objets personnels et de travail ont empêché une bonne adaptation par la suite des événements, car plusieurs ont dû trouver d'autres formes de travail que celles qu'ils développaient auparavant. Nous reviendrons sur ce point par la suite.

Les habitants

Passant à la perspective des habitants, des nouveaux résultats apparaissent, et enrichissent la compréhension de ce premier déplacement de la population de Gramalote après le désastre. Bien que certaines choses apparaissent essentiellement similaires dans les témoignages des habitants que ceux des représentants institutionnels (ce qui nous permet de confirmer certaines généralités de ce processus de déplacement), les réponses sociales démontrent aussi avoir ses propres particularités, que nous allons dégager en détail.

Un premier résultat que nous avons abordé dans la partie contextuelle de cette recherche est l'incrédulité de la part de la population sur un éventuel désastre à Gramalote. En effet, dans les témoignages que nous avons pu recueillir, les habitants constatent qu'ils ne croyaient pas aux avertissements de la mairie sur un éventuel désastre, raison pour laquelle ils n'ont pas mobilisé des stratégies adaptatives comme l'évacuation préventive. Donc, au vu de la vitesse à travers laquelle le désastre s'est développé, l'évacuation a dû se mener dans l'urgence et dans ce sens, elle s'est développée de manière improvisée et peu organisée. Ceci nous mène à considérer l'adaptation des habitants comme une adaptation réactive et pas proactive.

Une habitante mentionne :

« Ma maison a commencé à se fissurer, mais elle ne s'est pas effondrée. Mais ce n'est que dans la mesure où j'ai entendu les rues craquer, que je me suis rendue compte que c'était vrai. Quand j'ai vu que les maisons de mes voisins et mes amis commençaient à tomber, ça m'a rendue très malheureuse ; mais surtout c'est là où je me suis rendue compte de ce qui était plus important c'était ma vie... J'ai laissé toutes mes choses dans la maison, et presque sans avoir rien sur moi, je suis partie. » (Habitante de Gramalote, 11.01.2012)

Aussi, un autre résultat qui doit être mentionné et qui est relié à cette incrédulité des habitants est que même quand le désastre commençait à présenter les premiers dégâts sur quelques rues et bâtiments, plusieurs personnes résistaient à quitter leurs maisons :

« Le matin du 17 je suis allée chez mes parents pour les convaincre de quitter la maison. J'ai parlé avec ma mère, car je savais que mon père n'allait pas m'écouter. Il ne voulait pas partir... J'ai essayé de trouver une voiture pour les faire partir, mais accéder à une voiture ces jours c'était une fortune ! Tous, comme des fous, essayaient de partir avec leurs familles... Finalement j'ai trouvé une voiture pour ma mère, j'ai organisé une petite valise que j'ai remplie avec tout ce que je pouvais, et après avoir convaincu mon père, les deux sont partis à Cúcuta. » (Fonctionnaire locale de Gramalote, 12.01.2012)

« Il a fallu sortir quelques personnes par la force. Il y a eu des dames qui se sont enfermées à clef dans leur maison et il a fallu casser la porte pour les obliger à sortir. Une demi-heure après la maison s'est effondrée, pareil que toutes les maisons de la rue. » (Revista Semana, 25.12.2010)⁸

Nous pouvons dire qu'il y a eu une résistance à l'évacuation de la part de certains habitants. Peu d'entre eux sont partis de manière volontaire et ils ont attendu jusqu'au dernier moment,

⁸ Disponible aussi sur le site internet : <<http://www.semana.com/nacion/ultima-misa-gramalote/149381-3.aspx>>, visité le 02.02.2012

quand le maire a annoncé l'évacuation totale, pour partir. C'est à partir de ce moment là que l'ensemble de la population a commencé à se mobiliser de manière massive.

Néanmoins – et comme tous les habitants rencontrés pendant notre terrain de recherche l'ont affirmé –, le maire, après sa déclaration, a été absent pour aider à contrôler et organiser l'évacuation. Un témoignage d'une habitante nous parle de cette perception négative qu'ont les habitants sur la gestion de la mairie pendant l'évacuation et qui confirme un certain manque de gouvernance pendant cette période :

« La mairie a peu fait pour nous aider. C'étaient les gens mêmes qui cherchaient des voitures pour sortir ce qu'elles pouvaient de leurs maisons. C'était impossible d'avoir une voiture pendant les jours qui ont suivi le désastre... mais ce que les gens ont réussi à sortir, c'était par leurs propres moyens. Car le maire a été le premier à partir en courant ! [...] Et puis après, la 'Gobernación' [Gouvernement Régional] et la Croix Rouge ont mis à disposition des bus pour nous aider à partir. Moi j'ai pris le bus qui allait à Cúcuta » (Habitante de Gramalote, 14.1.2012)

Tous les habitants que nous avons rencontrés ont soulevé l'absence du maire, en mentionnant que « le maire a été le premier à partir en courant ». Au contraire, ces personnes ont eu une perception positive du travail réalisé par les institutions composant le CREPAD (« *Comité Regional de Prevención y Atención de Desastres* »), particulièrement de la Croix Rouge, qui a été une institution très présente dans l'aide à la population et plus particulièrement envers les habitants les plus démunis :

« Dans le désastre j'ai tout perdu : mon travail, ma maison, mes meubles, tout... Et toute ma famille habite loin d'ici, je n'avais pas quelqu'un qui puisse m'accueillir ailleurs. Mais la Croix Rouge nous a donné de la nourriture, et les choses basiques pour vivre et ça nous a permis de vivre jusqu'à ce que le Gouvernement ait commencé à nous donner des subsides. Ils nous ont installés dans des tentes. C'était dur au début, car les gens ne se connaissaient pas entre eux, vu que tout le monde était parti dans toutes les directions, donc ce n'étaient pas les mêmes relations ni le même voisinage qu'avant ... Mais au moins on avait l'essentiel, et ça c'est déjà quelque chose...» (Habitante de Gramalote, 14.1.2012)

Le manque d'organisation dans l'évacuation a contribué à la création d'une dispersion sociale. Les personnes n'étaient pas organisées pour faire face à la décision d'évacuer et non plus pas à ses implications, comme l'ont été l'improvisation de moyens pour partir et la recherche des lieux pour être accueillis quelque part. Une habitante nous rapproche encore plus de cette perspective :

« [...] On ne peut pas dire que la mairie avait un plan d'évacuation en tant que tel. C'est pour ça que nous sommes tous partis éparpillés partout. Moi je suis partie à Cúcuta, mais d'autres personnes sont parties à Santiago, ou Lourdes. [...] À partir de ce jour là, j'ai perdu contact avec la plupart de mes amis et voisins. Il y a eu quelques uns que j'ai pu revoir dans deux ou trois événements que nous avons organisés ici dans la municipalité et les événements organisés à Cúcuta. Mais le reste, je ne sais même pas où ils sont aujourd'hui. » (Habitante de Gramalote, 14.1.2012)

Tant les habitants aidés par l'aide institutionnelle du CREPAD, que ceux qui sont partis par leurs propres moyens, ils l'ont fait de manière improvisée, promouvant ainsi une dispersion

sociale généralisée. La preuve de ceci est l'absence de registres ou de recensements sur les destinations où sont allés les *gramaloteros* dans cette première phase du déplacement. Ainsi, il est difficile de savoir avec précision les motivations qui ont poussés ces personnes à prioriser certaines directions plutôt que d'autres. Quelques habitants interviewés ont mentionné qu'ils n'ont eu d'autre logique que celle de partir n'importe où, afin de sauver leurs vies. D'autres, ont mentionné qu'ils s'étaient dirigés vers certaines destinations car ils avaient des réseaux de famille ou d'amis qui pouvaient les accueillir temporairement.

Nous constatons donc que les stratégies individuelles d'adaptation au désastre ont caractérisé cette période et la mobilisation du déplacement le démontre. Comme l'illustrent les photos suivantes, plus que par l'aide institutionnelle, ce sont les stratégies individuelles qui ont caractérisé l'évacuation du village de Gramalote :



Photo 8 : Une coulée de boue, conséquence du glissement rotationnel, déplace les fils électriques et bouche une route d'accès; les habitants essaient de sortir leurs possessions à pied (Source : Juan Carlos Torres, CRC. 01.2011).



Photo 9

Photo 9 : Cette photo illustre l'improvisation d'un camion afin de sortir, entre autres, les symboles religieux de l'église, qui représentent une partie importante de la culture locale. (Source : Juan Carlos Torres, CRC 01.2011)

Il reste important de souligner que cette réponse sociale s'est vue aussi traversée par une influence institutionnelle, celle de l'armée et la police. Comme nous l'avons déjà mentionné quelques lignes plus haut, la perception des habitants sur la gestion de l'évacuation, de l'ordre et de la sécurité est essentiellement négative. Selon les habitants, l'absence d'autorité locale et d'organisation de l'armée et de la police, ont aussi promu une dispersion sociale – conséquence du manque de gestion –, ainsi que le développement des pillages, en impliquant des pertes matérielles pour certains :

« Comme les jours qui ont suivi le désastre, ni la police ni l'armée nous ont laissé rentrer, il y a eu des pillages. Quand je suis revenue il n'y avait plus rien. Ils avaient tout sorti de chez moi. Tout volé. J'ai perdu tout ce que j'avais, pas seulement ma maison mais tout mon soutien économique, car ils m'ont volé tout ce que j'avais dans mon salon de coiffure. » (Habitante de Gramalote, 12.1.2012)

« J'avais un appartement à Gramalote avec toutes mes possessions. Après plusieurs essais, j'ai finalement réussi à avoir une voiture pour déménager. J'ai pu sortir une partie de mes choses, mais quand je suis retournée pour sortir la deuxième partie, ils m'avaient volé. » (Habitante de Gramalote, 14.1.2012)

Dans notre deuxième sous-chapitre, qui abordera la phase de « réinstallation temporaire » des habitants, nous allons approfondir les conséquences de ces pillages sur l'adaptation des habitants. Pour l'instant, nous pouvons passer à décrire les principales destinations prises par les habitants de Gramalote dans cette phase d'évacuation.

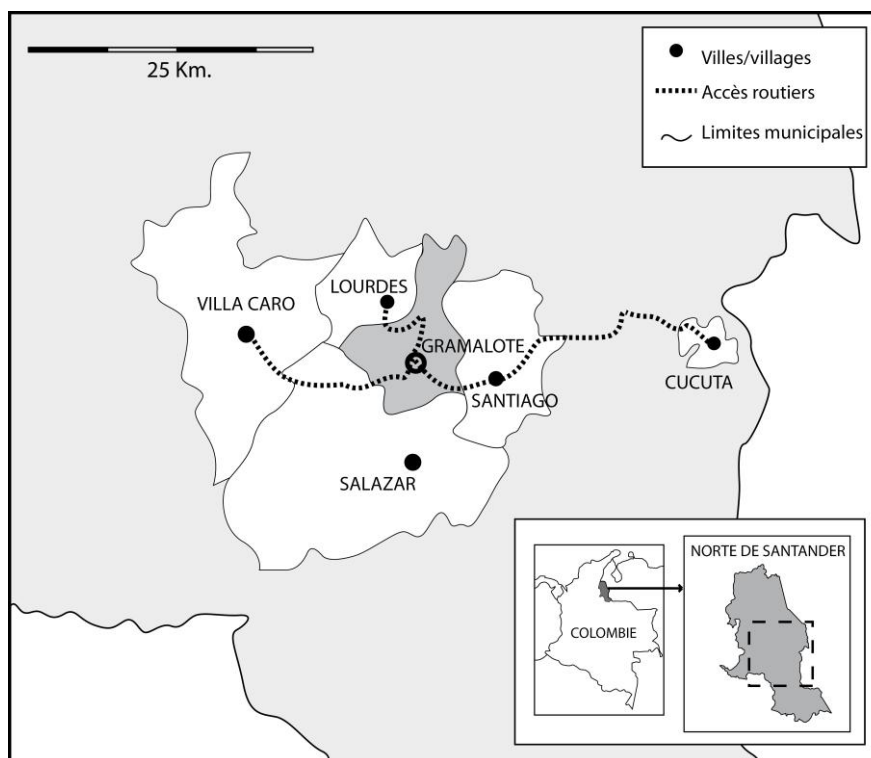
La géographie du déplacement

Il nous reste à présenter un résultat important, il s'agit de la géographie du déplacement. La carte ci-dessous illustre les principales destinations priorisées par les habitants de Gramalote après avoir évacué le village. Il faut garder à l'esprit que les informations qui supportent cette carte sont essentiellement les témoignages des habitants que nous avons interviewés et rencontrés de manière informelle pendant notre terrain de recherche. Quelques articles de presse ont aussi abordé ce sujet et confirment ces destinations comme les principales (Elespectador, 28.04.2012). Malgré notre recherche sur des possibles registres ou recensements de population, nous constatons une absence totale de registres immédiatement après la catastrophe, comme le confirme un fonctionnaire local de Gramalote :

« Durant les jours qui ont précédé le désastre, j'étais en train de réaliser un recensement avec chaque famille, afin d'établir combien de personnes habitaient dans les maisons ; combien d'enfants, combien de personnes âgées, ainsi que de savoir quelles étaient les conditions socioéconomiques et de santé de chaque famille de Gramalote. Mais c'est juste dans ce moment là que le désastre s'est déclenché et je n'ai jamais pu finir ce devoir. Ça nous aurait évité énormément de problèmes avec les recensements après le désastre, car on n'a jamais su où les gens sont allés, ni comment, ni pourquoi. (Fonctionnaire local de Gramalote, 23.02.2012) »

Donc, sans une approximation statistique qui nous permette de savoir avec précision combien et où sont allées les personnes, nous pouvons constater que quatre principales destinations ont été priorisées par les habitants: les municipalités de Villa Caro, Lourdes et Santiago, ainsi que la ville de Cúcuta.

Carte 2 : Destinations priorisées par les habitants de Gramalote après l'évacuation du village (décembre 2010)



Source : carte personnelle basée sur les témoignages et quelques articles de presse (Elespectador, 28.04.2012),

Ce résultat reste incomplet, car plusieurs personnes ont sûrement migré vers d'autres endroits. Cependant, selon les informations recueillies, nous pouvons constater que le choix de ces endroits a été considérablement influencé par les trois routes de communication qui traversaient le village de Gramalote et qui sont représentées sur la carte. Ainsi, plusieurs habitants ont mentionné la ville de Cúcuta comme une destination de préférence, car certains avaient de la famille ou des amis en ville qui pouvaient les accueillir temporairement. Il reste aussi important de mentionner qu'une partie de la population est restée au sein même de la municipalité et qu'il s'agit principalement des personnes provenant de couches les plus défavorisées du village. Ces personnes se sont déplacées vers la campagne, dans des fermes d'autres habitants qui les ont accueillies, avec l'aide de la Croix Rouge et d'autres institutions qui ont mis à disposition les soutiens basiques pour vivre.

Il faut souligner aussi que cette « géographie du déplacement » a duré peu de temps (environ jusqu'au premier trimestre de 2011). Car une importante réorganisation spatiale a commencée, surtout après la déclaration du Gouvernement Central de considérer le village détruit de Gramalote comme une zone à risque et annoncé la mobilisation d'une démolition totale du bâti et d'une réinstallation de la population sur une nouvelle surface éloignée du risque.

ANALYSE DES RESULTATS

Perception du risque faible, changement abrupt, évacuation désorganisée

D'après ce descriptif des résultats, nous pouvons soulever deux premiers facteurs importants qui auront une influence sur les conséquences du désastre concernant le déplacement des habitants: d'un côté, nous constatons un manque de préparation et de prévention, conséquence d'une perception faible du risque de la part de tous les acteurs impliqués – institutions locales et habitants – ; d'un autre côté, la manière abrupte dont le désastre s'est déclenché et le changement rapide qu'il a entraîné sur l'espace urbain de Gramalote. La combinaison de ces deux facteurs a débouché sur une évacuation qui a suivie une logique d'urgence, où les priorités ont été, avant tout, la vie et l'intégrité physique. En conséquence, le désordre a caractérisé ce premier déplacement, où les personnes ont fui en général par leurs propres moyens ; ainsi que sans aucune autre logique apparente que de partir pour ne pas mettre sa vie en péril.

Suivant cet ordre d'idées, nous constatons que les habitants de Gramalote ont développé une migration influencée par un changement abrupt de l'environnement (ou d'un « *sudden onset* »). La manière dont le phénomène biophysique s'est présenté explique en partie la forme qu'a pris le déplacement dans cette période d'évacuation. Comme nous l'avons établi dans le cadre théorique, la migration qui tend à se générer comme conséquence des changements abrupts de l'environnement naturel est une migration d'urgence, ainsi que non-planifiée, contrairement de celle qui se développe comme conséquence d'un changement environnemental plus lent (PIGUET 2008 ; PIGUET et.al. 2011 : 6-7 ; BARNETT and WEBBER 2010 : 7-9). Le cas de Gramalote confirme, donc, que les réponses à ce genre de changements environnementaux soudains se caractérisent par la migration d'urgence et la non-planification. En expliquant, en partie, la dispersion sociale qui s'est développée en conséquence.

Néanmoins, même si le désastre et ses conséquences physiques ont eu une influence indubitable comme facteur *push* de ce premier déplacement de la population, ainsi que sur la

forme dont il s'est développé, le phénomène démontre avoir été traversé par d'autres enjeux non-climatiques qu'il est important de questionner. Particulièrement, les enjeux institutionnels et sociaux nous semblent des facteurs importants qui permettent de mieux expliquer les caractéristiques et les formes du déplacement. Nous allons observer ceci en détail, car plusieurs exceptions pourraient très vite démontrer les limites de l'approche uniquement naturelle pour expliquer ce phénomène migratoire.

Entre les décisions institutionnelles et les stratégies individuelles : les réponses des acteurs et leur influence sur le déplacement

En plus du désastre et de son impact physique sur le village de Gramalote, nous pouvons identifier d'autres facteurs qui ont eu une influence sur ce premier déplacement de population. Il s'agit des influences des institutions et des habitants sur ce processus. Ces acteurs sont intervenus tant sur les motivations et les décisions de partir, que sur les directions prises une fois l'évacuation développée. Des tensions permanentes entre les volontés et les obligations de chacun de ces acteurs peuvent être identifiées et elles nous parlent des conséquences, en termes de déplacement, du désastre de Gramalote.

Les réponses institutionnelles et leur influence

Bien que des auteurs comme Graeme Hugo (2011 : 268) et Anthony Oliver-Smith (2009 : 10), entre autres, affirment que le rôle des gouvernements et des institutions est central dans la gestion des migrations qui sont reliés aux changements climatiques, ainsi que dans la gestion même des désastres naturels, il faut questionner la manière dont les institutions interviennent plus concrètement sur ces processus (FISCHHENDLER et al 2012). Ainsi, sur la manière dont cette gestion institutionnelle conditionne, d'une manière ou d'une autre, les caractéristiques d'un déplacement généré par un changement environnemental.

Selon les diverses perspectives que nous avons présenté et qui parlent du rôle accompli par les institutions présentes dans le désastre de Gramalote, une première constatation ressort : le rôle accompli par la mairie a été controversé et peu efficient ; ceci a influencé la manière dont s'est développé le déplacement des habitants. En effet, la mairie, qui était l'institution responsable de la phase de prévention, n'a pas accompli la totalité de ses devoirs. Preuve de ceci est le manque de gestion de la part du CLOPAD dans la phase de *prévention*, où nous constatons qu'à l'échelle locale, la responsabilité de sensibiliser la communauté par rapport au risque et de l'organiser en cas de désastre, n'a pas été accomplie. Les appels institutionnels d'une évacuation volontaire et la décision d'évacuation totale du village ont été des décisions prises en très peu de temps, quand le désastre commençait à montrer les premiers dégâts sur Gramalote. De plus, nous constatons le manque d'un plan d'évacuation, qui peut expliquer, en partie, la réponse sociale pauvre une fois l'évacuation totale déclarée. Ainsi, cela permet d'expliquer la désorganisation généralisée qui a traversé ce processus de déplacement.

Ceci nous mène à questionner la préparation institutionnelle de la mairie. Si les autorités locales affirment que « [...] *une chose est claire : les personnes étaient averties et elles ont eu le temps de partir* » ; n'avait la municipalité, elle aussi, le temps de préparer un plan d'évacuation plus organisé afin d'éviter des conséquences comme les pillages, la dispersion et le désordre ? L'autorité à l'échelle locale a indubitablement joué un rôle prépondérant comme facteur *push* de cette migration. Nous l'avons vu, c'est le maire qui a décidé de faire évacuer tout le village et sa décision a fini par engendrer le déplacement total de la population. Ceci nuance les affirmations qui considèrent l'environnement et les changements environnementaux comme les seuls facteurs *push* de la migration. Et, suivant les idées de

Anthony Oliver-Smith, ceci démontre à quel point le rôle d'autres agents est important pour comprendre ce genre de réponses (OLIVER SMITH 2009 : 10).

Par rapport à la phase d'aide et de soutien à la population, peu d'organisation se perçoit à l'échelle locale, surtout par l'absence de son principal représentant, le maire, figure importante dans ce genre de conjonctures. Malgré la présence d'autres représentants locaux dans l'élaboration de stratégies adaptatives, ce n'est pas anodin que la presque totalité de nos interviewés – incluant quelques représentants institutionnels – aient confirmés que l'accomplissement des devoirs de la part des autorités locales n'a pas été, dans l'ensemble, atteint; ainsi que la manière dont ceci a joué un rôle négatif dans les événements qui ont suivi le 17 décembre 2010. À l'échelle locale, la réponse institutionnelle a plus contribué à la création d'une « vulnérabilité contextuelle » qu'à sa réduction, preuve que l'adaptation et la capacité adaptative des habitants a aussi dépendu du facteur institutionnel et de ses réponses (SMITH and PILIFOSOVA 2001: 895-897 ; GROTHMAN and PATT 2003 : 5). Dans ce sens, le manque de gouvernance a débouché sur des conséquences négatives comme la dispersion, la désintégration du tissu social local et l'affectation de l'économie des habitants à travers les pillages. Le fait que le déplacement soit difficile à appréhender statistiquement démontre à quel point le manque de gouvernance a caractérisé cette période.

Cependant, il reste à questionner la vulnérabilité de la mairie comme institution elle-même. Dans ce sens, questionner le manque de moyens technologiques et économiques de la part du gouvernement local de Gramalote pour faire face à un désastre qui se présente à une telle échelle, avec des conséquences si soudaines et si marquées. La « vulnérabilité institutionnelle », terme proposé par différents auteurs que nous avons abordé dans notre cadre théorique (BLAIKIE et. al. 1994: 11 ; O'BRIEN et.al. 2007 : 75), peut aussi jouer un rôle sur les formes dont se mobilise l'adaptation ; le cas de Gramalote démontre à quel point les réponses adaptatives influencées par cette « vulnérabilité institutionnelle » finissent par être non seulement ineffectives, mais parfois même négatives. Gramalote est une municipalité éloignée du « centre » économique et politique – dans un pays très centralisé comme la Colombie – et n'est pas très développée économiquement. Dans ce sens, il n'est pas surprenant de trouver certaines limitations de la part de son gouvernement local pour répondre à ces changements abrupts et ses conséquences comme le déplacement de la population. En d'autres termes, ce n'est pas surprenant de percevoir un manque de moyens de la mairie pour s'adapter au désastre et à ses conséquences. Dans ce sens, de constater une *capacité adaptative* institutionnelle peu efficace. Comme nous l'avons mentionné dans notre cadre théorique, c'est la *capacité adaptative* de chaque société qui se trouve au cœur du problème, car elle est déterminée par les caractéristiques socioéconomiques du groupe en question (SMITH and PILIFOSOVA 2001: 879 et 881). Les institutions, à différentes échelles, comptent aussi avec des *capacités adaptatives* différenciées et ceci conditionne considérablement la manière dont elles agissent.

Bien que les témoignages nous confirment le manque de gouvernance, il reste à soulever que les autres représentants locaux ont fait des efforts pour aider la population, comme le démontrent les témoignages qui nous parlent de la priorité de faire évacuer tout d'abord les enfants et les personnes âgées, de prendre des mesures afin d'éviter plus d'exposition au risque (comme le fait d'avoir vidé le réservoir d'eau, qui représentait une menace), et d'aider les personnes les plus défavorisées au sein de la municipalité. Donc et comme l'affirment Itay FISCHHENDLER et.al. dans la citation qui suit, il est commun de remarquer un changement dans l'opinion sur les institutions dans le cadre d'un désastre naturel, car les institutions

deviennent les principales responsables de la gestion des désastres, en faisant que leur rôle soit questionné par l'opinion publique :

« Institutions dealing with risk will regularly encounter external shocks or perturbations, as natural hazards will often cause large scale socio-economic effects that may strain the functioning of risk management institutions. They place such institutions in the center of public interest and scrutiny. Failures in responsive action may lead to public outrage and political investigation. In this way, natural disasters may serve as a catalyst for institutional change ». (FISCHHENDLER et.al 2012: 24)

Suivant ce qui s'expose dans cette affirmation, le cas de Gramalote n'est pas une exception, car le désastre n'a pas seulement affecté la gouvernance de la mairie – institution déjà « vulnérable » avant le désastre dû à son manque de moyens –, mais il semble aussi avoir changé la perception sociale sur l'institution elle-même. Suivant cet ordre d'idées, le gouvernement local, comme acteur important dans le processus d'évacuation, a joué le rôle d'institution « vulnérable », mais aussi d'acteur « générateur et propagateur des vulnérabilités » socioéconomiques des habitants. Ceci nous mène à réfléchir sur la manière dont doivent se reconsidérer les rôles des institutions dans le cadre d'un désastre, mais aussi sur leurs besoins pour qu'elles puissent mobiliser des réponses plus efficaces et réduire ainsi la vulnérabilité des habitants concernés *avant, pendant, et après* les catastrophes naturelles (CORREA 2011: 9-10).

D'un autre côté et toujours en relation avec le rôle institutionnel et son influence sur le déplacement, il nous reste à analyser le rôle des autres institutions qui sont intervenues dans cette phase d'évacuation, à savoir celles qui composaient le CREPAD (le « *Comité Regional de Prevención y Atención de Desastres* »), ainsi que la police et l'armée. Par rapport aux institutions composant le CREPAD, nous constatons que leur rôle a été très important, et a marqué considérablement la manière dont a été menée cette évacuation.

Les résultats présentés nous mènent à considérer que le CREPAD a dû accomplir certaines responsabilités qui concernaient essentiellement l'autorité locale de Gramalote. L'aide à la population à travers la mise à disposition des moyens de transport, ainsi que la collaboration avec les habitants les plus démunis économiquement pour s'adapter au désastre, font preuve de cela. Donc, tant le Gouvernement Régional de Norte de Santander que la Croix Rouge Colombienne, acteurs principaux de la gestion du CREPAD dans le désastre de Gramalote, démontrent avoir eu une influence importante sur le déplacement dans cette première phase d'évacuation. Bien que le fait de rester ou de partir restait essentiellement un choix individuel des personnes, nous observons que dans notre étude de cas, il se met en évidence une idée proposée par PIGUET. et. al. (2011 : 6-7), qui est que la vulnérabilité socioéconomique de certains fait penser à la manière dont leur condition économique précaire les empêchaient de mobiliser d'autres stratégies d'adaptation que celles proposées par les institutions de secours. Les institutions composant le CREPAD ont fonctionné comme des acteurs importants dans l'élaboration de réponses adaptatives que certaines personnes ne pouvaient pas mobiliser.

Dans cet ordre d'idées, le CREPAD a accompli essentiellement un rôle de réduction des vulnérabilités sociales, économiques et matérielles engendrées par le désastre et démontre l'importance des réponses dans les phases *pendant* et *après* l'événement. Étant plus préparés et comptant avec plus de moyens économiques, organisationnels et technologiques d'adaptation que la mairie de Gramalote, les acteurs institutionnels composant le CREPAD ont contribué à éviter la dégradation des conditions déjà précaires d'une partie de la population

affectée. En l'occurrence, elles démontrent avoir eu une *capacité adaptative* plus efficace que celle de la mairie et confirment l'importance institutionnelle (cette fois comprise d'un point de vue plus positif) dans l'adaptation d'une communauté aux conséquences d'un changement environnemental (SMITH and PILIFOSOVA 2001: 879 et 881). Ceci permet aussi de comprendre pourquoi la perception sociale envers ces acteurs a été plus positive qu'envers la mairie ou la police. Les réponses du CREPAD démontrent que les structures institutionnelles mieux organisées permettent de réduire plus effectivement la « vulnérabilité contextuelle » impliquée dans un désastre naturel (O'BRIEN et.al. 2007 : 75 ; FUSSEL et KLEIN 2006 : 305), et démontrent à quel point elles peuvent même remplacer les structures institutionnelles peu efficaces et génératrices de nouvelles vulnérabilités.

Par rapport à l'armée et la police, nous constatons que leurs réponses se sont développées de deux manières différentes : d'un côté, elles ont contribué à la réduction d'une vulnérabilité « objective » face au risque impliqué dans l'événement physique. Le risque d'effondrement et le péril des blessures et des pertes humaines a été atténué grâce à ces acteurs, qui ont même obligé certaines personnes de quitter leurs maisons par la force. Ceci mène à considérer que la résilience et la résistance de ces acteurs pour faire face à cet impact « objectif » a été effective et valide certaines affirmations défendues par les technocrates, qui considèrent important de comprendre les effets des désastres comme des unités exposées, où les impacts sont quantifiables et peuvent s'éviter ou se mitiger (CORRREA 2011 : 33). Mais d'un autre côté, ces acteurs ont contribué à la création et la propagation d'une vulnérabilité socioéconomique des habitants, car leur intention de bloquer les entrées afin de réduire le risque a favorisé les pillages et ceci n'a pas seulement affecté les possessions matérielles, mais pour une partie considérable des habitants, leur forme de travail. Ces deux faces de la réponse institutionnelle ont une influence importante sur l'élaboration effective des stratégies adaptatives : « *Institutional choices impact and largely determine both exposure to hazards, sensitivity and coping capacity during disasters and recovery forthwith* » (FISCHHENDLER et.al, 2012 : 27).

Les réponses sociales et leur influence

Du côté des habitants, nous constatons qu'une minorité d'entre eux sont partis de manière volontaire. Au contraire, la plupart ont préféré rester dans leurs maisons, soit jusqu'au moment où le risque devenait objectif et démontrait les premières conséquences, soit quand la décision politique d'évacuer totalement le village a été prise et tous ont dû quitter le village. L'incrédulité sur le risque, ainsi qu'un fort rattachement à leur espace de vie, a débouché sur une sorte de résistance à l'évacuation volontaire. Ceci confirme ce que la théorie abordée quelques lignes plus haut mentionne : pas tout le monde ne choisit la migration comme une forme d'adaptation après un changement de l'environnement naturel ; et les personnes qui restent dépassent largement celles qui choisissent la migration comme forme d'adaptation (BARNETT & WEBBER 2010: 6). Néanmoins, la décision institutionnelle d'évacuation a obligé une mobilisation totale de la population et fait penser à la manière dont elle a fonctionné comme un facteur *push* décisif de ce déplacement de population. Ceci confirme encore une fois que l'explication uniquement naturelle comme facteur *push* de la migration rencontre des limites et que chaque contexte particulier compte avec des agents non-climatiques qui ont aussi un mot à dire (OLIVER SMITH 2009 : 10).

Cet aspect met en évidence, par ailleurs, une tension commune dans ce genre d'analyses sur les phénomènes migratoires liés aux changements environnementaux: jusqu'où cette migration est « volontaire » et jusqu'où est-elle « forcée » ? Quelles sont les motivations et

les décisions qui poussent les personnes à se déplacer ? Selon plusieurs auteurs, cette relation reste polémique et démontre être plus complexe qu'une seule relation cause-effet entre l'événement physique et la migration comme réponse à celui-ci (PIGUET et.al. 2011 ; OLIVER SMITH 2009 ; BARNETT & WEBBER 2010). Pour le cas particulier de Gramalote, nous pouvons établir qu'en général, en plus du changement physique et de son impact, l'influence institutionnelle a été importante et a été par-dessus des volontés individuelles de certaines personnes de rester sur place. De plus, les résultats présentés nous démontrent qu'effectivement cette relation cause-effet est plus complexe et se trouve traversée par des enjeux non-climatiques, qui agissent comme un moteur important des motivations et des décisions de migrer – ou de ne pas le faire. Une idée qui est proposée par des auteurs comme FUSSEL et KLEIN (2006 : 305) et qui se trouve présente dans le cas de Gramalote.

Nous constatons que malgré l'influence institutionnelle sur la décision de partir, certaines limites dans la réponse institutionnelle permettent de soulever le poids des habitants comme des acteurs importants dans cette phase d'évacuation. En effet et comme nous l'avons décrit, après cette décision institutionnelle de faire partir les personnes, les habitants et leurs « volontés » ont repris du poids sur la manière dont le déplacement s'est développé. Ceci se confirme quand nous mentionnons dans les résultats la manière peu organisée dont la mairie a géré l'évacuation. Le manque de préparation des autorités locales a débouché sur une migration mobilisée principalement par des stratégies individuelles (comme le montrent, entre autres, les photos présentées). Les personnes et surtout celles qui disposaient des moyens pour le faire, se sont mobilisées suivant leurs propres stratégies et volontés. Donc, nous constatons que la manière dont les habitants ont cherché, à travers le déplacement, une option d'adaptation, a été conditionnée par leurs moyens essentiellement technologiques (transports) et économiques pour le faire. Preuve que la capacité adaptative est reliée aux degrés différenciés de vulnérabilité socioéconomique des personnes impliquées dans un désastre naturel (BLAIKIE et. al. 1994: 11). Ceux qui disposent de plus de moyens peuvent diversifier les stratégies d'adaptation et réduire en conséquence leur condition de vulnérabilité causée par le désastre (GROTHMAN and PATT 2003 : 5 ; BURTON et. al 2002 : 146-147 ; SMITH and PILIFOSOVA 2001: 881).

Plus évident encore par la suite, la manière dont les personnes se sont spatialement réparties, démontre avoir une relation avec leurs moyens socioéconomiques d'adaptation. Dans cette phase d'évacuation, l'exemple des habitants disposés au sein même de la municipalité, dans les lieux improvisés par l'aide institutionnelle – comme l'exemple des familles accueillies sur la surface de « El Idilio », qui provenaient des quartiers les plus pauvres du village – démontre que ces personnes n'ont pas tellement pu influencer le choix d'une destination, ni d'une distance, ni d'un moyen pour se déplacer. Ceci mène à penser que le manque de moyens a eu effectivement une influence sur la forme qu'a pris la migration et que pour le cas des plus défavorisés, il s'agit d'une migration de très courte distance (pour certains, au sein même de la municipalité) (PIGUET et.al. 2011 : 6-7).

Par ailleurs, il reste important de souligner que ce n'est pas seulement la vulnérabilité engendrée *pendant* et *après* le désastre qui explique la manière dont s'est développée l'adaptation de la population de Gramalote à ce changement environnemental abrupt. Les propositions d'O'BRIEN et.al. (2007 : 75) et FUSSEL & KLEIN (2006 : 305) appellent à tenir compte de la vulnérabilité socioéconomique qui *précède* l'événement et qui explique en bonne partie l'adaptation une fois que le désastre se déclenche. Nous avons vu comment les personnes qui étaient déjà pauvres avant l'événement établissent des stratégies adaptatives

plus limitées que celles qui disposaient de plus de moyens et qui ont pu diversifier leurs réponses. Les inégalités entre les personnes et les groupes, tel que l'exposent Pierce BLAIKIE, et. al. (1994: 11) et Elena CORREA (2011 : 33), ont une influence sur l'adaptation aux désastres. A Gramalote, les personnes les plus favorisées économiquement avant l'événement n'ont pas eu besoin de faire recours à l'aide institutionnelle pour s'adapter. Suivant cet ordre d'idées, l'approche de la « vulnérabilité contextuelle » (O'BRIEN et.al. 2007 : 75), qui propose son analyse en tant que « *starting point* », nous permet de mieux saisir la complexité des réponses des habitants de Gramalote au désastre, ainsi que de comprendre comment et envers qui se focalisent les réponses institutionnelles.

La géographie du déplacement

Il nous reste à analyser la relation existante entre les influences des acteurs sur le déplacement et la « géographie du déplacement » plus concrètement. Exception faite de ceux qui sont restés au sein de la municipalité – preuve de leur haute vulnérabilité socioéconomique et en l'occurrence des moyens limités pour se déplacer –, dans cette première phase d'évacuation, nous ne constatons presque aucune différence entre les destinations priorisées par les habitants qui ont migré par leurs propres moyens et celles priorisées par les personnes qui ont été aidées par les institutions de secours. En d'autres termes, ce que nous constatons, c'est que tous les acteurs intervenant sur le déplacement ont développé un déplacement qui s'est dirigé vers les destinations mentionnées de Cúcuta, Villa Caro, Lourdes et Santiago. Le choix de ses destinations a répondu sans doute à la proximité, les connexions routières existantes et la volonté de retourner à la municipalité pour reconstruire, fait qui est présent dans plusieurs cas (PIGUET et. al. 2011 : 6-7). La ville de Cúcuta, située plus loin, démontre être un pôle d'attraction important à cause des réseaux sociaux des personnes, ainsi que de sa capacité d'accueillir plus de personnes que les municipalités immédiatement voisines à Gramalote – car nous devons rappeler qu'il s'agit d'un déplacement de plus de 3000 personnes.

La migration a donc été une migration de courte distance ; les personnes n'ont pas traversé les frontières nationales – et même pas les départementales –, ce qui nous mène à conclure qu'après le désastre, les *gramaloteros* sont devenus des déplacés internes et non pas des migrants de longues distances. Ainsi, les trajectoires migratoires répondaient aux accès routiers existants et des nouvelles trajectoires n'ont donc pas été adoptées. Toutes ces caractéristiques confirment ce que la théorie abordée par rapport à la migration qui se génère en conséquence d'un changement environnemental soudain propose (OLIVER SMITH 2009 : 10 ; PIGUET 2008 : 6 ; PIGUET et. al. 2011 : 6-7 ; KOSER 2011 : 289 ; RALEIGH, JORDAN and SALEHYAN 2011 : 19 ; BARNETT and WEBBER 2010 : 7 et 17-18 ; MARINO, 2011 : p. 3). Et démontre ainsi, que ce premier déplacement de population n'a pas été particulièrement différent des autres types de déplacement contenus dans le registre empirique sur les désastres naturels. Nonobstant, par la suite des événements, le phénomène du déplacement démontrera avoir des particularités que nous analyserons dans notre deuxième sous-chapitre. Pour l'instant, nous pouvons mettre en évidence quelques réflexions sur cette période d'évacuation, sous forme de conclusions provisoires.

Conclusions provisoires

En guise de conclusion provisoire de cette première période d'évacuation, nous pouvons réaliser quelques réflexions sur la base de nos questions de recherche et de nos hypothèses.

Question principale : « Quelles sont les conséquences, en termes de déplacement de population, du désastre de Gramalote ? »

Jusqu'à ce stade, en termes de déplacement, nous trouvons qu'une conséquence très évidente du désastre est la désarticulation du tissu social local à cause de la dispersion des habitants lors de l'évacuation. Les réponses mobilisées par les acteurs sociaux et institutionnels ont généré un déplacement d'urgence, que malgré les courtes distances parcourues, semble diviser la population en plusieurs endroits improvisés et durant une temporalité incertaine. Le déplacement est donc resté au sein des frontières nationales, ce qui impliquait des nouvelles responsabilités de la part de l'État colombien pour donner une solution à cette nouvelle problématique. Jusqu'à ce stade et comme nous l'avons analysé selon la théorie proposée, nous trouvons que les conséquences, en termes de déplacement suite au désastre de Gramalote, sont similaires aux autres registres de déplacements qui se génèrent par ce genre de changements environnementaux. Malgré certaines exceptions de notre cas particulier, comme peuvent être certaines réponses sociales (comme la résistance à évacuer) et institutionnelles (comme le manque de gestion), nous constatons que la tendance a été de prioriser une migration qui suivait les chemins routiers et les trajectoires déjà existants et qui était orientée par la volonté de retourner et de reconstruire. Ce fait changera par la suite et complexifiera la problématique des habitants.

Sous-question 1 : Quelle relation existe entre les degrés de vulnérabilité socioéconomique des habitants et leur type d'adaptation à travers le déplacement?

En termes des destinations prises, pour cette première phase du déplacement cette relation ne trouve pas tellement de différence entre les plus favorisés et les moins favorisés économiquement. Nous avons vu que tant les habitants les plus vulnérables que les moins vulnérables socialement et économiquement ont priorisé essentiellement les mêmes destinations, à savoir, les municipalités voisines et la capitale du département. Néanmoins, nous constatons deux caractéristiques importantes : premièrement, le type d'adaptation des habitants plus démunis a été conditionné par l'aide institutionnelle offerte. Au vu de leur manque de moyens, ces personnes ont été soutenues soit au sein même de la municipalité, soit dans les lieux d'accueil improvisés par les institutions de secours dans d'autres municipalités, fait qui valide notre deuxième hypothèse, qui propose que **les institutions ont une influence sur le déplacement de la population de Gramalote. Cette influence institutionnelle touche particulièrement les populations les plus vulnérables socialement et économiquement.** Deuxièmement, nous constatons que ceux qui, avant le désastre, comptaient avec une condition économique précaire, n'ont même pas migré hors de la municipalité. Un fait qui est relié à leur manque de moyens pour se mobiliser vers d'autres endroits. Ceci est un reflet de l'incidence qu'a la vulnérabilité socioéconomique sur la possibilité de diversifier les stratégies d'adaptation à travers le déplacement et valide notre première hypothèse, qui propose que **le type et les caractéristiques du déplacement comme forme d'adaptation sont liés aux degrés de vulnérabilité socioéconomique des habitants.**

Suivant cet ordre d'idées, nous pouvons provisoirement conclure que, en plus du désastre et de ses conséquences physiques, la vulnérabilité socioéconomique des habitants qui traverse

toutes les phases de ce désastre permet d'expliquer les réponses sociales et institutionnelles, ainsi que le déplacement comme forme d'adaptation.

Sous-question 2 : Quels sont les principaux acteurs qui élaborent les stratégies adaptatives ?

Les principaux acteurs sont les habitants eux-mêmes, qui démontrent avoir joué un rôle important dans l'élaboration de stratégies adaptatives. De plus, nous trouvons certains représentants à l'échelle locale et principalement les représentants composant le CREPAD, notamment le Gouvernement Régional du département de Norte de Santander et la Croix Rouge Colombienne. La Defensa Civil démontre aussi avoir contribué durant ce processus.

Sous-question 3 : Quelles sont les caractéristiques de ce déplacement de population ?

Nous trouvons que les caractéristiques sont le déplacement interne, la courte distance, le parcours dans des trajectoires déjà existantes et la temporalité indéfinie – fait qui s'explique par l'impact du désastre sur l'espace bâti du village, qui rendait difficile un retour rapide. Ainsi, nous constatons que pour certains habitants, le déplacement n'a été que de très courte distance, fait qui est relié à leur manque de moyens pour développer un déplacement de plus longue distance. Il reste à dire que la désorganisation et la non-planification ont été des caractéristiques importantes et expliquent en partie certaines réponses sociales et institutionnelles.

LA REINSTALLATION TEMPORAIRE : DEPLACEMENT ET REORGANISATION SPATIALE

Durant les trois mois environ suivant la période d'évacuation, les habitants de Gramalote espéraient pouvoir retourner à leur village et reconstruire leurs maisons. Cependant, après avoir réalisé des analyses sur les conditions géologiques où se situait le village sinistré, le Gouvernement colombien a déclaré que Gramalote se situait sur une zone à haut risque, ce qui obligeait la démolition de l'ancien village et d'une réinstallation totale sur une nouvelle surface. Un projet complètement nouveau devait donc commencer. Ceci a obligé les habitants de s'accommoder aux nouvelles conditions de vie qui exigeait ce changement social et spatial et aux institutions à mobiliser des nouvelles politiques pour faciliter la solution d'une problématique qui n'était pas facile à gérer de tous les points de vue – économique, politique, social, environnemental, territorial, etc. Une nouvelle réorganisation spatiale s'est développée en conséquence, impliquant ainsi une nouvelle période de ce déplacement de population. Nous désignons cette période « la réinstallation temporaire », car le déplacement des habitants s'est développé suivant un objectif principal, celui de s'accommoder quelque part pendant qu'un projet plus ample et ambitieux se mettait en place. Nouveaux acteurs, nouveaux enjeux et nouvelles formes de mobilité ont caractérisé cette période, que nous présentons dans les parties qui suivent.

PRESENTATION DES RESULTATS

Dans cette section, nous présentons les résultats obtenus traitant des acteurs qui sont intervenus sur ce processus de déplacement, qui se situe après la période d'évacuation et s'est déroulée à partir du début de l'année 2011. Nous présenterons les résultats obtenus suivant les deux perspectives d'intérêt de cette recherche, à savoir l'institutionnelle et la sociale. Différemment que dans notre premier sous-chapitre, nous allons tout d'abord donner un aperçu général des institutions participant à cette phase de réinstallation temporaire. Ensuite, nous allons spécifier les institutions qui à travers leurs politiques sont intervenues dans l'élaboration de stratégies adaptatives et qui nous mènent à considérer leur poids sur le déplacement des habitants. Afin d'éviter la répétition des résultats, nous allons laisser quelques résultats provisoires et les compléter par la suite selon notre deuxième perspective, celle des habitants.

Les institutions

Cadre institutionnel général

Tout d'abord, nous devons rappeler que la période des pluies qui a fini par fonctionner comme un déclencheur important du désastre de Gramalote et qui a été reliée au phénomène de La Niña, a représenté la période de précipitations la plus forte et la plus longue depuis l'existence des registres météorologiques en Colombie (REPUBLICA DE COLOMBIA, *Plan de Acción, Fondo de Adaptación* 2011 : 1) Les conséquences de ce phénomène ont touché l'ensemble du territoire et font penser que Gramalote n'a pas été la seule tragédie liée aux conséquences des fortes pluies. Au contraire, les effets ont été tels que le président a dû déclarer l'état d'urgence social, économique et environnemental dans l'ensemble du territoire, afin de pouvoir faciliter la formulation de décrets pour faire face à la problématique (Presidencia de la República de Colombia, decreto 4580 de 2010). En ce sens, l'organisation institutionnelle qui

s'est établie durant cette période de réinstallation temporaire répondait aussi à un enjeu plus général qui touchait plusieurs populations partout dans le pays. L'Etat Central était le principal responsable pour amener un soutien aux personnes affectées et un financement à la reconstruction des lieux sinistrés. Ainsi, le Président devenait le responsable de l'attribution et de la répartition des responsabilités institutionnelles, afin de faire face aux conséquences de La Niña en Colombie.

Le cas de Gramalote est devenu encore plus complexe, car la réinstallation supposait plus de temps, plus d'argent et plus de coordination institutionnelle à long terme. De plus, le déficit d'atténuer la vulnérabilité sociale, économique et matérielle des habitants, dans le but de leur garantir une bonne adaptation dans le processus de transition entre le désastre et la réinstallation. Pour faciliter les explications, le schéma suivant résume les principales institutions qui ont participé à ce processus de réinstallation temporaire des habitants et montre les objectifs que chacune d'entre elles sont censées suivre.

Schéma 4 : Cadre institutionnel de la réinstallation de Gramalote

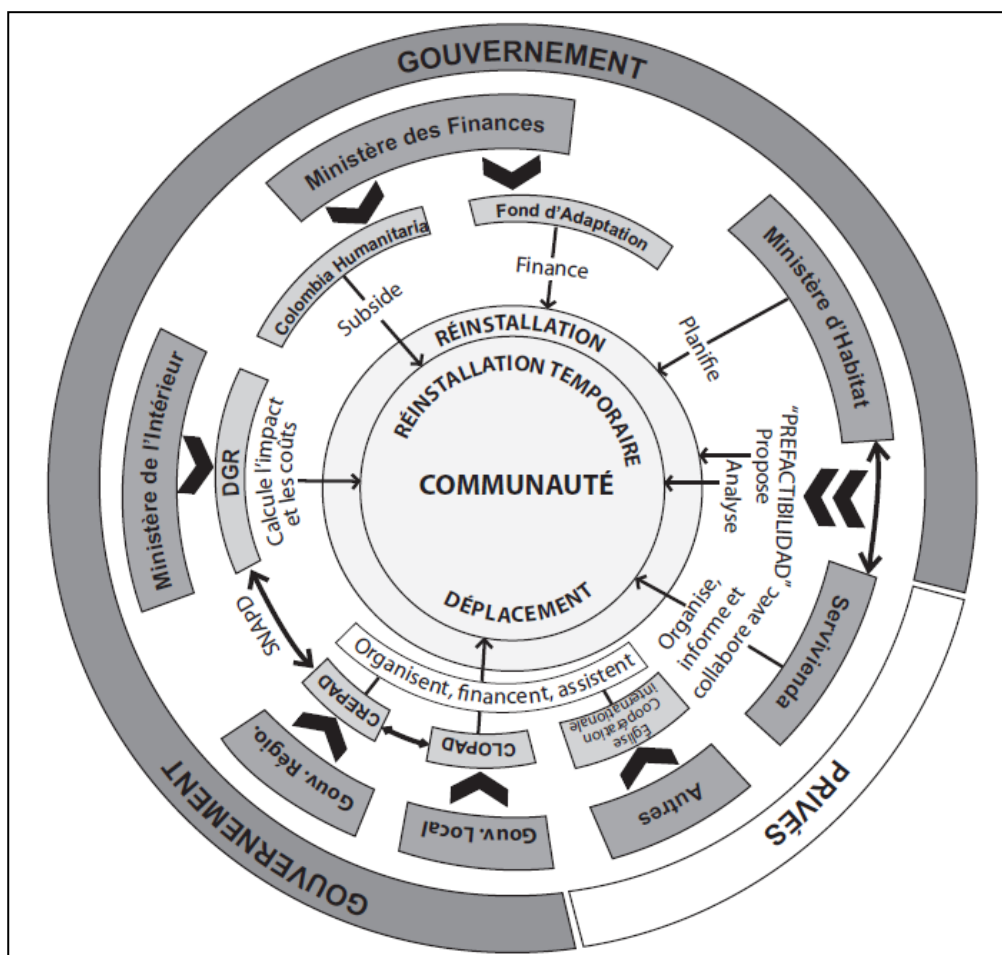


Schéma personnel, réalisé sur la base de plusieurs entretiens et documents.

Ce schéma montre que les responsabilités concernaient principalement trois Ministères (de Finances, de l'Habitat et de l'Intérieur) et ses sous-institutions, tous sous le mandat du Président. De plus, le Gouvernement Local et le Régional (Gramalote et Norte de Santander respectivement), étaient chargés de communiquer avec la communauté, à travers le CLOPAD

(« *Comité Local de Prevención y Atención de Desastres* ») et le CREPAD (« *Comité Regional de Prevención y Atención de Desastres* »), le développement décisionnel de cette phase de transition entre le désastre et la réinstallation, ainsi que de soutenir la population. Nous rappelons que ces comités font partie du « *Sistema Nacional de Prevención y Atención de Desastres* » (SNAPD), dirigé par la Direction de Gestion du Risque (DGR). Le CLOPAD et le CREPAD étaient composés, entre autres, par des acteurs dont nous avons déjà parlé, comme la Croix Rouge Colombienne, la Police, la Defensa Civil, ainsi que par les autorités et certains représentants de la communauté de Gramalote (Fonctionnaire du Ministère de l'Habitat 02.2012, fonctionnaire de Servivienda 06.02.2012, fonctionnaire du CLOPAD, Gramalote, 20.02.2012). Il reste à souligner que, même si la communauté déplacée et réinstallée temporairement se trouve au centre du schéma et semble assistée de tous les côtés, son rôle dans la prise des décisions par rapport au futur de la municipalité est important. De plus, comme nous le verrons par la suite, les habitants ont aussi suivi des logiques autres que celles proposées par les institutions et démontrent être des acteurs importants dans l'élaboration de stratégies adaptatives.

Par rapport aux institutions privées intervenant dans la problématique qui à partir de janvier 2011 s'est présentée sur Gramalote, nous pouvons dire que deux principales institutions privées ont été présentes: d'un côté l'Eglise et plus particulièrement le diocèse de Cúcuta, qui a cherché des fonds privés ainsi que des fonds provenant de la coopération internationale et de certaines ONG (comme, par exemple, le HCR, Caritas Allemagne, entre autres, preuve que la coopération internationale est aussi intervenue). D'un autre côté, se trouve Servivienda. Cette institution a été engagée par le Gouvernement pour travailler conjointement avec le reste des institutions publiques, dans la dénommée « *Fase de Prefactibilidad para el Reasentamiento de Gramalote* » (SERVIVIENDA 2011).

La « *Fase de Prefactibilidad para el Reasentamiento de Gramalote* », ou « Phase de Faisabilité pour la Réinstallation de Gramalote », était une organisation interinstitutionnelle promue par le Gouvernement et composée par différentes institutions à toutes les échelles. La direction de ce projet a été accordée à Servivienda et au Ministère de l'Habitat, raison pour laquelle dans le schéma la « *Prefactibilidad* » se trouve entre ces deux institutions, même si plusieurs acteurs institutionnels la composaient. Le but de cette organisation interinstitutionnelle était d'analyser les principaux axes qui déterminaient la situation actuelle et future du village de Gramalote ; de réaliser des études diverses et de faire valider l'information par la communauté, afin de faciliter la prise de décision par rapport à la réinstallation. La « *Fase de Prefactibilidad* » se divisait en 5 composantes : la composante d'aménagement du territoire et d'infrastructure, la composante sociale, la composante économique et institutionnelle, la composante juridique et celle des communications. Chacune de ces composantes comptait avec des sous-composantes, répondant ainsi à des objectifs plus spécifiques (SERVIVIENDA 2011 : 12-17). Particulièrement intéressante pour notre recherche, la composante sociale avait deux principaux axes de responsabilité :

« [1] *La definición y la gestión de acciones de carácter social afin de establecer la factibilidad de la reinstalación de Gramalote (Plan de Gestión Social). Ceci se développe à partir de la ligne de base existante, tant des acteurs sociaux présents dans la municipalité au moment de l'acte [désastre], que les groupes et familles identifiés comme affectés par celui-là, à partir de recensements, vérifications, entretiens et visites.*

» [2] *Le développement de processus de socialisation sur les progrès du travail technique, à travers des ateliers et des rencontres avec la communauté, les chefs communautaires reconnus, les représentants des organisations, les fonctionnaires, entre autres, afin de compléter, valider, et faire légitime l'information utilisée pour travailler dans les divers aspects de la formulation. Se soulignent particulièrement la participation dans les sessions du CLOPAD, l'interlocution constante avec les autorités municipales et départementales, en plus des institutions représentatives ou en lien avec les situations avant et après [le désastre]⁹.* »
(SERVIVIENDA 2011 : 15)

En d'autres termes, la composante sociale de la « *Fase de Prefactibilidad* » cherchait à connaître les enjeux sociaux avant, pendant et après le désastre, afin de donner au Gouvernement les bases pour la réinstallation, ainsi que d'étudier les conditions actuelles des habitants dans leur réinstallation temporaire. Un travail proche de la communauté s'est développé, car Servivienda et les institutions qui composaient la « *Fase de Prefactibilidad* » ont promu, comme l'explique la citation, les recensements de la population dispersée, les entretiens et les visites, ainsi que – chose particulièrement importante – la création de chefs communautaires validés par les habitants (Fonctionnaire de Servivienda). Les chefs communautaires sont des habitants de l'ancien village organisés sur la base des anciens quartiers, et choisis par les habitants. Ils sont encore actuellement le lien entre la communauté et les institutions ; ils reçoivent les subsides et les répartissent aux familles, les informent sur les progrès en matière de réinstallation et fonctionnent comme un moyen de cohésion de la communauté dispersée (Fonctionnaire de la Croix Rouge Colombienne, 12.01.2012, représentant local du CLOPAD, 20.02.2012, chef communautaire de Gramalote, 18.01.2012). La « *Fase de Prefactibilidad* » a eu une durée de 6 mois. Un contrat a été signé entre le Ministère de l'Habitat, *Colombia Humanitaria* et Servivienda en juin 2011, qui a conclu en novembre de cette même année. Après la conclusion de leur travail, le Ministère de l'Habitat et Servivienda, principaux directeurs de la « *Fase de Prefactibilidad* », ont rendu un rapport avec les analyses de chaque composante, qui facilitait le travail du Gouvernement Central dans la mobilisation d'une réinstallation (El Gramalotero, 15.12.2011 ; SERVIVIENDA 2011).

Il reste à souligner que dans le cadre de ce travail interinstitutionnel, un dialogue s'est développé entre les différents acteurs, dans une table ronde appelée la « *Comisión Intersectorial* », qui a été créée par décret (Presidencia de la República de Colombia, decreto 1159 de 2011 ; fonctionnaire du Ministère de l'Habitat). Cette table ronde fonctionne encore actuellement et illustre la collaboration entre les diverses acteurs institutionnels et communautaires. Aussi, comme nous l'ont affirmé plusieurs représentants institutionnels interviewés, c'est ici que se matérialisent les contradictions et les désaccords entre les institutions responsables de la réinstallation. Ces désaccords repoussent l'accomplissement de la réinstallation définitive et provoquent pour les habitants un profond sentiment d'incertitude, voir d'abandon (Fonctionnaire de Servivienda 12.02.2012, fonctionnaire du Ministère de l'Habitat 02.2012, fonctionnaire du CLOPAD Gramalote, 20.02.2012). Après avoir donné cet

⁹ Une fonctionnaire du Ministère d'Habitat travaillant dans la « *Fase de Prefactibilidad* » que nous avons interviewé, ainsi qu'une fonctionnaire de Servivienda, ont mentionné que, au vu de l'impact psycho-social qu'avait eu le désastre sur la population, les institutions ont préféré d'éviter les mots « désastre », « catastrophe », etc. Elles ont affirmé : « *On ne voulait pas une mystification de la tragédie* ». (Fonctionnaire du Ministère d'Habitat, 02.2012, fonctionnaire de Servivienda, 12.02.2012)

aperçu institutionnel général sur la phase de réinstallation temporaire de Gramalote, nous pouvons passer à présenter les résultats obtenus qui nous parlent des institutions qui sont intervenus à différentes échelles sur l'élaboration de stratégies adaptatives durant cette deuxième période de déplacement. Nous devons rappeler que certains résultats resteront provisoires et que nous allons les compléter avec la perspective des habitants.

Les institutions à l'échelle nationale

Le schéma présenté mène à réfléchir à la grande responsabilité qui reposait et repose encore sur le Gouvernement Central. La problématique de Gramalote nécessitait des réponses en termes de calculs de l'impact et des coûts du désastre, de financement de la population affectée, ainsi que de direction et de financement de la réinstallation du village dans une nouvelle surface. Chaque acteur institutionnel devenait responsable de certains devoirs et la mise en place de ses actions auront une influence sur l'élaboration de stratégies d'adaptation. Et, dans ce sens, du déplacement de la population.

Quelques mois après la catastrophe, une première décision institutionnelle influence le déplacement définitif des habitants de leur espace de vie : sur la base d'études géologiques, le Gouvernement a déclaré que le village détruit continuait à se trouver dans une zone à haut risque, raison pour laquelle la reconstruction sur cette même surface n'était pas possible. Conjointement avec la mairie du village, le Gouvernement a déclaré que la démolition totale du bâti devait se réaliser, même si quelques maisons restaient encore debout, particulièrement celles de « La Lomita », seul quartier à ne pas avoir subi des conséquences graves du glissement rotationnel – mais catégorisé comme étant à haut risque. Une cérémonie a été organisée en avril 2011, où ils ont fait sonner les cloches de l'église pour la dernière fois, avant de réaliser une démolition totale (Habitante de Gramalote, 13.01.2012). Après la démolition, l'ancien Gramalote allait devenir un parc de mémoire historique.¹⁰ Cet événement tragique a représenté une rupture très importante pour les habitants – tant pour les déplacés que pour les paysans – car ils perdaient leur principal espace de vie. À partir de ce moment là, leurs espoirs devaient se réorienter. Nonobstant, plus d'une année et demie après, le Gouvernement n'a pas encore accompli sa promesse et son devoir de réaliser la démolition totale du village (Fonctionnaire du CLOPAD, Gramalote, 15.01.2012). Comme nous l'approfondirons par la suite, quelques familles habitent encore dans les maisons situées en zone à haut risque ; certaines sont retournées pour habiter sur les maisons en ruines et même pour les reconstruire.

Après cela, le Gouvernement a déclaré que « *Colombia Humanitaria* », institution récemment créée (décembre 2010) pour aider les personnes affectées par La Niña, était chargée de garantir un financement pour la réinstallation temporaire et un soutien aux habitants. Grâce à un financement étatique – et en partie avec des fonds privés – cette institution, rattachée au Ministère des Finances, a proposé à la population deux possibles formes de réinstallation temporaire : soit le paiement d'un subside pour le loyer et un soutien basique des familles, soit la possibilité d'être accueillis dans des maisons d'accueil temporaires dans la campagne,

¹⁰ Dans cette recherche nous n'avons pas abordé l'histoire de ce village. Mais il reste important de mentionner que cette réinstallation est la deuxième que témoigne la population de Gramalote comme conséquence des changements environnementaux. En 1875, un tremblement de terre a eu lieu sur l'ancien Gramalote, appelé à l'époque la municipalité de Galindo, qui se situait à quelques kilomètres du village actuel. La population a dû se déplacer et ils ont créé le village et la nouvelle municipalité de Gramalote, en 1888. Dans ce sens, dans la mémoire collective de Gramalote les désastres naturels occupent une place importante, car ils accompagnent le processus de transformation de la municipalité et de sa société au fil du temps (SERVIENDA, 2011 : p. 4).

qui seraient construites au cours des mois suivants, avec l'aide d'autres institutions. Le 89.9% des habitants ont préféré recevoir des subsides et payer un loyer quelque part, que recevoir des maisons d'accueil temporaires au sein de la municipalité (Fonctionnaire du Ministère de l'Habitat, 02.2012). Cette dynamique, en plus de se transformer au fil du temps, aura des importantes répercussions sur le déplacement.

À partir du 8 mars 2011, les premiers subsides ont été octroyés. Et conjointement avec la Croix Rouge, le diocèse de Cúcuta et la coopération internationale, quelques maisons d'accueil temporaires ont commencé à se construire (Chef communautaire de Gramalote, 12.01.2012). À travers ces politiques, *Colombia Humanitaria* démontre avoir été une institution qui a fortement influencé le déplacement des habitants. Non seulement parce que les subsides et les maisons d'accueil ont permis aux personnes de trouver des lieux où habiter temporairement, mais aussi parce que, comme certains des interviewés l'ont souligné, à plusieurs reprises *Colombia Humanitaria* a pris du retard dans l'obtention de fonds pour payer les subsides. Ce retard a obligé les habitants à chercher d'autres sources de revenus et pour le faire, certains d'entre eux ont eu recours au déplacement (Fonctionnaire Local de Gramalote, 15.01.2012 ; fonctionnaire de la Croix Rouge, 12.01.2012). De plus, il reste à souligner que les subsides ne sont que de 700'000 pesos colombiens par trimestre et par famille, ce qui équivaut à 350 dollars chaque trois mois. Ces subsides sont consacrés au paiement d'un loyer, mais ils ne suffisent pas, car le loyer est généralement plus cher que le montant des subsides reçus (Fonctionnaire locale de Gramalote, 13.01.2012, Chef communautaire de Gramalote, 12.01.2012).

D'autres institutions à l'échelle nationale démontrent avoir une influence sur la mobilité des personnes, même s'il s'agit d'une influence plus indirecte. D'un côté se trouve le « *Fondo de Adaptación* », qui est l'institution chargée de financer la réinstallation. D'un autre côté se trouve le Ministère de l'Habitat, chargé de planifier et construire le nouveau village, qui promet d'être le premier village en Colombie à appliquer entièrement le Projet Intégral de Développement Urbain (Elespectador, 3.03.2012)¹¹. De manière plus générale, la Présidence de la République et ses ministères ont un poids décisionnel important qui influence indirectement le déplacement des habitants de Gramalote. Dans notre rencontre avec une fonctionnaire du Ministère de l'Habitat, nous constatons un désaccord entre les institutions, qui débouche sur un retard dans la prise de décision, en repoussant l'accomplissement du projet :

« Au niveau des fonctionnaires les choses ont commencé à ne pas marcher. Il y a eu un conflit d'intérêts entre les différentes institutions, surtout par rapport aux coûts de la reconstruction et du soutien. Certaines institutions étaient responsables de réinstaller ces personnes quelque part. Le Ministère de l'Habitat, par exemple, n'avait pas cette responsabilité, mais plutôt celle de planifier la réinstallation. Par contre Colombia Humanitaria oui, ainsi que le Fondo de Adaptación – qui, d'ailleurs, n'a jamais présenté des résultats. Et par exemple, à l'échelle locale, l'idéal était que le maire soit le chargé d'organiser la communauté et de l'informer. Mais il y a eu un manque de gouvernance et le Gouvernement Central a dû accomplir des responsabilités qui concernaient la mairie de Gramalote. Le désaccord institutionnel

¹¹ Disponible aussi sur le site internet : <<http://www.elespectador.com/opinion/editorial/articulo-343612-asuntos-pendientes-gramalote>>, visité le 09.07.2012

est une des raisons de poids qui perpétue cette situation. (Fonctionnaire du Ministère de l'Habitat, 02.2012) »

Peut-être la preuve la plus claire de ces contradictions institutionnelles au sein des institutions nationales se matérialise dans l'avertissement que le Ministère Publique¹² a fait au Gouvernement par rapport aux retards dans l'accomplissement de ses devoirs face à la population de Gramalote. Après avoir analysé la situation de Gramalote, en avril 2012 le Ministère Publique s'est exprimé à ce sujet :

« Jusqu'à la maintenant il n'y a pas une solution définitive aux effets du désastre sur la municipalité et sur la communauté, qui témoigne des difficultés en matière d'éducation, de réparation des maisons rurales et du paiement des subsides pour loyer. [...] Les fonds pour financer la reconstruction de la municipalité et des routes d'accès à la population n'ont pas encore été définis. [...] Nous rappelons le compromis du Ministère Publique de surveiller l'accomplissement des plans établis et la garantie des droits des affectés. » (Revista Semana, 12.04.2012)¹³

Donc, pendant que l'accomplissement de ces responsabilités se matérialise, la réalité des personnes affectées devient chaque fois plus complexe. Dans ce sens, un résultat important à souligner est que même en n'ayant pas une incidence directe sur l'élaboration de stratégies adaptatives qui se déroulent à l'échelle locale et régionale, certaines des institutions nationales ont une influence significative sur les déplacements de la population à travers leur retard dans la prise de décisions et surtout dans le financement et dans la construction du nouveau village. Au vu de ces retards, les habitants cherchent d'autres moyens pour s'adapter à leur situation de vie précaire et pour certains, le déplacement est devenu une forme pour réduire la vulnérabilité socioéconomique qu'ils témoignent dans les différents lieux d'accueil temporaires.

Une autre preuve de ces désaccords institutionnels est la marche arrière qu'a connue le choix de la nouvelle surface où se situerait le village. En effet, dans la « *Fase de Prefactibilidad* » diverses analyses ont été réalisées sur différentes surfaces, et la surface de « *El Pomaroso* » a été choisie pour accueillir le nouveau Gramalote. Sa connectivité régionale, ses caractéristiques géologiques, ses conditions environnementales et territoriales, etc., faisaient de cette surface un bon endroit pour accueillir le nouveau village. La communauté a validé ces analyses et même une cérémonie de fondation s'est réalisée en octobre 2011, où les gens de la communauté ont fait une marche jusqu'à la nouvelle surface et ont posé la première pierre du village (El Gramalotero, 15.12.2011). Cependant, le projet a connu un pas en arrière : le nouveau gouvernement local, élu en 2012, a proposé une autre surface, la surface de « *Miraflores* ». En conséquence, les analyses géologiques ont dû recommencer. Plus polémique encore est le fait qu'un pourcentage important des terrains qui composent cette nouvelle surface proposée appartiennent à un sénateur du Parti Conservateur. Bien que sans être confirmée, la corruption de quelques fonctionnaires semble aussi avoir un effet retardataire sur la concrétisation des politiques. Cette année (2012), la communauté a contesté fortement la gestion de l'Etat Central et a fait des appels de transparence et de

¹² En Colombie, le Ministère Publique (aussi connu comme la « *Procuraduría* »), fonctionne comme une branche apart la législative, l'exécutive et la judiciaire, et vise à contrôler la transparence de celles-ci, ainsi que l'accomplissement de leurs devoirs.

¹³ Disponible aussi sur le site internet : <<http://www.semana.com/nacion/no-ha-concretado-salida-definitiva-frente-catastrofe-gramalote-procuraduria/175769-3.aspx>>, visité le 07.06.2012

pression pour accélérer le processus d'obtention de résultats concrets (Elespectador, 28.04.2012)¹⁴. Une question qui reste ouverte encore actuellement.

Les institutions à l'échelle régionale

À l'échelle du département de Norte de Santander, nous trouvons des institutions qui participent dans l'élaboration de stratégies adaptatives et permettent d'approfondir la compréhension des enjeux institutionnels et leur influence sur le déplacement des habitants. Essentiellement organisées sous le déjà mentionné CREPAD, ces institutions démontrent avoir un poids sur la gestion des affectés et sur leurs formes de mobilité. Le Gouvernement de Norte de Santander, la Croix Rouge Colombienne (section Norte de Santander) et le diocèse de Cúcuta sont des acteurs importants qui méritent notre attention.

En ce qui concerne le Gouvernement Régional, son poids sur le déplacement a continué après la période d'évacuation et pour certains des habitants continue à être présent actuellement. En plus d'avoir facilité des transports pour évacuer, le Gouvernement Régional a facilité des lieux d'accueil temporaires comme des centres communautaires, des écoles, etc., des endroits où certaines personnes se sont dirigées après la catastrophe et sont restées durant les mois qui l'ont suivie. De plus, sans négliger le rôle d'autres acteurs à d'autres échelles, c'est surtout le Gouvernement Régional qui a réalisé des enquêtes qui cherchaient à savoir où les *gramalotos* voulaient aller (fonctionnaire de Servivienda, 04.02.2012). Après avoir reçu les subsides provenant de « *Colombia Humanitaria* », certains habitants ont été aidés par le Gouvernement Régional pour trouver un endroit où vivre. Ces endroits ont été essentiellement les quartiers pauvres de la ville de Cúcuta et les quartiers à bas revenus des autres municipalités du département. La raison de ce choix d'habitation répondait essentiellement à la capacité économique des familles pour le paiement d'un loyer, selon les subsides reçus.

Toujours en collaboration avec le Gouvernement Régional sous le CREPAD, la Croix Rouge a joué un rôle très important dans la réinstallation temporaire des habitants. Immédiatement après le désastre, la Croix Rouge a rejoint le CLOPAD (le « *Comité Local de Prevención y Atención de Desastres* »), afin de participer, à l'échelle locale, à l'aide à la population (dans ce sens, à partir de ce moment là, la Croix Rouge composait tant le CREPAD que le CLOPAD) (Fonctionnaire de la Croix Rouge, 12.01.2012). Ses priorités ont été de garantir le bon déroulement de trois étapes principales : la réhabilitation, la reconstruction, et la récupération :

« Mais le cas de Gramalote est particulier, car tout s'est effondré et La Lomita est toujours en risque. Il n'y avait rien à reconstruire. Donc, la phase qu'on appelle normalement de 'reconstruction', dans ce cas a consisté plus à aider les personnes, afin qu'elles puissent s'installer quelque part. Nous n'avons pas fait, au début, les maisons d'accueil temporaires. Nous avons plutôt aidé les personnes sur place, avec des tentes. Et c'est après que nous avons financé quelques maisons d'accueil temporaires. » (Fonctionnaire de la Croix Rouge, 12.01.2012)

En effet, une des premières actions développées par la Croix Rouge après avoir collaboré avec l'évacuation, a été d'aider les personnes les plus démunies à s'installer quelque part. Particulièrement préoccupante, la situation des personnes pauvres qui n'avaient pas pu partir

¹⁴ Disponible aussi sur le site internet : <<http://www.elespectador.com/noticias/investigacion/articulo-342412-el-drama-de-gramalote>>, visité le 04.06.2012

et qui sont restées au sein de la municipalité, exigeait une action rapide. Avec l'aide du HCR, la Croix Rouge a mis à disposition quelques tentes pour installer les personnes :

« Le HCR utilise ces tentes pour les camps de réfugiés de guerre ou par désastres naturels. Mais là, en plus de fonctionner comme des refuges temporaires, elles ont été utilisées pour faire des cuisines, des toilettes, pour étendre certaines surfaces, etc. En plus, elles ont une durée estimée de trois mois et c'était clair que le processus allait prendre plus de trois mois... Selon nous, ces tentes ne répondaient pas à la surface minimale pour avoir une vie digne. Alors nous avons exigé le respect des surfaces minimales. Nous avons mis à disposition quelques tentes et nous avons construit un espace pour la cuisine et les toilettes. Et après nous avons financé et dirigé la construction de deux projets de maisons temporaires, dans les surfaces Campoalegre et El Diamante [surfaces au sein de la municipalité de Gramalote]. » (Fonctionnaire de la Croix Rouge, 12.01.2012)

Malgré leur durée de vie de 3 mois, plus d'une année après la catastrophe ces tentes restent encore debout. Au début, elles ont fonctionné comme une solution improvisée pour certains habitants. Après, quand la construction de certaines maisons d'accueil temporaires s'est réalisée, ces tentes ont fonctionné comme un moyen d'accueil des familles qui gentiment sont retournés à la municipalité, au vu de leurs conditions de vie précaires dans la ville et dans d'autres villages. Quand nous avons visité la municipalité (une année après le désastre) nous avons eu l'opportunité de prendre connaissance de ces lieux d'accueil temporaires. Les photos suivantes illustrent les conditions de vie de certains habitants actuellement. Des infiltrations d'eau se présentent sur certaines tentes et des familles composées par une moyenne de 4 membres habitent ces espaces:



Photo 10

Photo 10 : Rouillée par le temps, cette tente a été offerte par le HCR, provenant de la Coopération Japonaise (Japan Emergency Relief Goods). Faite pour accueillir des réfugiés pour une durée de 3 mois, ces tentes ont duré plus d'une année. Des infiltrations d'eau et des problèmes d'hygiène se constatent (Source personnelle).



Photo 11 : Ce « camp », formé pendant le mois de janvier 2011 pour aider les habitants les plus démunis est devenu, au fil du temps, l'opportunité pour plusieurs habitants de retourner à la municipalité et collaborer à la construction des maisons d'accueil temporaires avec l'aide financière de quelques institutions privées et internationales. Une fois reçues les maisons, ces tentes sont occupées par des nouveaux arrivants. (Source personnelle).

Toujours en collaboration avec les institutions de coopération internationale, le CREPAD et le CLOPAD, un autre acteur à l'échelle régionale qui démontre avoir une influence importante dans la réorganisation spatiale des habitants est l'Eglise. Plus particulièrement, le diocèse de Cúcuta. Un représentant du CLOPAD, mentionne :

« Nous avons essayé de convaincre le diocèse de Cúcuta d'aider financièrement à la construction de maisons d'accueil temporaires, car nous considérons que le retour à la municipalité est la solution la plus stable pour les habitants. Alors nous nous sommes réunis avec les représentants de l'Eglise pour leur exposer nos idées. Et ils sont allés encore plus loin: ils ont acheté des terrains et cherché du financement pour construire des maisons temporaires dans la campagne ». (Fonctionnaire du CLOPAD, 20.02.2012)

En effet, le but des représentants de l'Eglise était de faire retourner les habitants au sein de la municipalité, en leur offrant la possibilité de collaborer à la construction des maisons, pour qu'ils puissent ré-habiter la municipalité. Le but était aussi de créer des emplois et des centres de commerce pour que les paysans puissent vendre leurs produits. En collaboration avec le CREPAD, ces acteurs institutionnels cherchent explicitement à que les personnes retournent pour reconstruire un tissu social et économique au sein de la municipalité. Comme nous le verrons par la suite, la mise en pratique de ce projet n'a pas seulement eu une influence importante sur la migration de retour, mais démontre être une pratique développée pour un

nombre chaque fois plus grand de familles. Cependant, d'autres familles ont trouvé des moyens différents pour s'adapter et n'envisagent pas de retourner à Gramalote pour l'instant.

L'Eglise et la Croix Rouge cherchent à ce que les maisons d'accueil temporaires fonctionnent comme des lieux d'accueil et de commerce temporaires jusqu'à que le Gouvernement commence à construire un nouveau Gramalote. Le but est aussi que, une fois un nouveau village construit, ces lieux deviennent des écoles (centres de formation) et des centres communautaires et commerciaux dans la campagne (Habitant de Gramalote, 13.01.2012). En octobre 2011, les premières 31 maisons d'accueil temporaires ont été construites, la plupart d'entre elles sur la surface (*vereda*) El Molino (la même surface où se trouvent les tentes illustrées dans les photos 10 et 11). Ces maisons ont bénéficié à 125 personnes affectées par le désastre (SENA, Boletín de Prensa, 2011). Un fonctionnaire de la Croix Rouge approfondi sur ce sujet :

« Notre idée était de construire tout dans un seul espace. Mais il n'y a pas suffisamment d'espace. On veut faire un centre de commerce et là où l'Eglise a acheté les terrains, qu'ils mettent aussi un centre de santé, qui est une des choses les plus urgentes à Gramalote actuellement. Il n'y a pas d'ambulance ni d'hôpital et ceci affecte particulièrement les paysans. Nous cherchons aussi à construire un centre mobile de la mairie, pour qu'au moins le maire puisse aller les weekends et travailler dans la municipalité, puisque actuellement le gouvernement se trouve temporairement à Cúcuta et seulement les habitants qui habitent en ville peuvent s'informer auprès de la mairie. Et on veut aussi créer un centre communautaire, afin de réunir les paysans, faire des messes et aussi pour qu'il fonctionne comme un endroit de rencontre de la communauté et qu'ils puissent s'informer sur ce qui est en train de se faire pour la réinstallation du village ». (Fonctionnaire de la Croix Rouge, 12.01.2012)

De plus, en lien avec l'importance de l'économie caféicultrice de la municipalité de Gramalote, la « *Federación Nacional de Cafeteros* » (institution chargée de l'économie du café en Colombie) a promu, sur la même surface de « *El Molino* », la création d'un centre d'échange où les paysans peuvent vendre leur café. Jusqu'au premier trimestre de 2012, 68 maisons d'accueil temporaires ont été construites et se divisent en deux types : les concentrées et les disperses (Fonctionnaire du CLOPAD de Gramalote, 14.1.2012.) Ces deux types d'habitation temporaire se trouvent éparpillées partout dans la zone rurale de la municipalité. Chacune de ces maisons se compose d'une chambre, d'une cuisine et d'une salle de bain, repartis sur 18.5 m² (SENA, Boletín de Prensa, 2011). Certains, qui accueillent des familles plus grandes, comptent avec une surface plus ample. Malgré notre insistante recherche pour savoir exactement leur emplacement, nous n'avons pas pu savoir où et exactement combien de personnes logeaient dans ces endroits. Selon nos calculs estimatifs, environ 300 personnes habitent ces lieux actuellement et plus de 100 familles vont être accueillies dans le cours de cette année (Fonctionnaire du CLOPAD, 17.02.2012). Ceci nous permet de constater qu'au fil du temps, cette forme de réinstallation temporaire prend chaque fois plus de force. Voici quelques photos sur ces deux types de maisons temporaires :

**Photo 12**

Photos 12 et 13 : Les maisons d'accueil temporaires (aussi connues comme les « *albergues* » ou « auberges ») sont devenues une option pour certains habitants de retourner à la municipalité, au vu de leurs conditions de vie difficiles ailleurs. En haut, la photo illustre les maisons dispersées et en bas, les concentrées ; elles sont éparpillées dans la zone rurale de la municipalité. Au début elles étaient habitées par 20 familles. Actuellement, plus de 100 vont y être accueillies. Les habitants aident à la construction, ce qui représente en plus une manière de s'employer. (Sources personnelles)

**Photo 13**

Les institutions à l'échelle locale

À l'échelle des autorités locales de Gramalote, nous trouvons aussi des enjeux particuliers, qui mènent à réfléchir par rapport au rôle institutionnel et son poids sur ce processus de déplacement et de réinstallation temporaire des habitants. À plusieurs reprises, nous avons parlé du CLOPAD (« *Comité Local de Prevención y Atención de Desastres* ») et de son influence. En effet, bien que dans la période d'évacuation le CLOPAD ait connu certaines limitations qui ont influencé les conséquences comme la dispersion sociale des habitants, les pillages, etc., nous constatons un résultat important : sans la phase de réinstallation temporaire, ce comité local a connu une réorganisation qui a eu des répercussions différentes que celles témoignés dans la phase d'évacuation. Le CLOPAD est devenu très important, car il représente l'échelle locale envers le Gouvernement National pour discuter sur la réinstallation. Ses représentants doivent travailler proches de la communauté affectée et des paysans de la municipalité. Ainsi, le CLOPAD fonctionne comme un groupe de pression important (Fonctionnaire du CLOPAD, 20.02.2012).

Après le désastre, la Croix Rouge et quelques chefs communautaires ont rejoint le CLOPAD de Gramalote, qui est devenu le CLOPAD composé par le plus grand nombre d'institutions en Colombie (Fonctionnaire du CLOPAD, 20.02.2012). Dirigé par le maire du village, le CLOPAD cherche des alternatives pour faire face aux problématiques les plus importantes de la communauté qui sont : un déplacement des habitants qui se prolonge et qui se transforme en permanence ; des familles marginalisées au sein de la ville et dans d'autres villages ; des enfants et des personnes âgées dans des conditions de vie difficiles (l'éducation et l'appui à la vieillesse se sont affectées avec le désastre) ; la population dans la tranche d'âge économiquement active rencontre des problèmes pour s'employer ; les paysans manquent d'assistance médicale et rencontrent des problèmes pour vendre leurs produits ; entre autres problématiques de poids qui font de Gramalote une priorité d'ordre national, mais que malgré cela, le Gouvernement Central prend du retard à donner des résultats concrets. Comment garantir une cohésion sociale et une solution à tous ces problèmes ? La réponse à cette question, selon les représentants du CLOPAD, est de promouvoir un retour à la municipalité et d'offrir des emplois pour que les personnes puissent habiter à Gramalote et pouvoir ainsi vivre en communauté.

C'est pour cela que le CLOPAD a aussi joué un rôle important dans la promotion des maisons d'accueil temporaires :

« Dans les centres communautaires et les écoles qui ont accueilli certaines personnes, un processus de soutien économique a commencé. Selon moi, cet appui a été essentiellement négatif. Car les personnes préféraient rester soutenues que de chercher un travail, une maison. Elles préféraient recevoir des vêtements, de la nourriture, etc., de la part de l'Etat et d'attendre la réinstallation. Et c'est vrai, ces personnes n'avaient absolument rien... Mais il y a eu un excès de soutien, qui en plus était désorganisé. Alors une chose qui était censée durer peu de temps s'est étendue indéfiniment. Et il y a encore des personnes qui habitent dans une école ! [...] C'est pour ça que nous avons promu la construction des maisons temporaires. Parce qu'au moins elles étaient moins temporaires que les tentes ou les écoles. En plus, elles sont au sein de la municipalité, alors elles accomplissent un rôle qui ne s'accomplit pas ailleurs : celui de créer une communauté, que les gens s'approprient ces endroits et qu'ils vivent en communauté ». (Fonctionnaire du CLOPAD, 20.02.2012)

Nous avons eu l'opportunité de rencontrer un conseiller de la municipalité récemment élu, qui nous a parlé des nouveaux projets que la mairie veut développer. Il mentionne :

« Notre priorité c'est la jeunesse. Nous sommes en train d'organiser un projet avec la panela¹⁵, qui est le troisième produit qui se développe à Gramalote. Ce que nous voulons, c'est aller dans les fermes, apprendre aux paysans et leur donner les supports techniques nécessaires, afin de commencer à faire fonctionner des trapiches¹⁶, qui seraient organisés par les chefs communautaires. Et offrir des emplois aux personnes des 'albergues' [maisons d'accueil temporaires]. Le but est que pendant que le nouveau village se construit, les personnes puissent travailler à Gramalote et vendre la panela à Cúcuta. Et que les gens qui habitent à Cúcuta aident à la vendre dans les magasins et les supermarchés en ville. Nous pensons à faire quelque chose de similaire avec la viande. [...] Il faut créer des emplois, les gens veulent travailler. Et c'est presque la seule manière de faire que les jeunes retournent à Gramalote ». (Conseiller municipal de Gramalote, 13.1.2012)

Comme nous le verrons par la suite, plusieurs problèmes entourent les diverses réalités des habitants. Deux d'entre eux, sont le manque d'emploi et la tendance des jeunes à chercher d'autres opportunités de travail en ville et dans d'autres municipalités, ce qui remet en question leur retour au village. Une des réponses des autorités locales pour éviter cela est la création d'emplois, surtout au sein même de la municipalité. Certaines institutions nationales, régionales et locales ont promu quelques 300 emplois dans les premiers mois après la catastrophe, mais cette politique a été désorganisée et a montré des limites. En conséquence, la réalité continue à être difficile pour une partie considérable de la population (Fonctionnaire du Ministère de l'Habitat, 02.2012).

Malgré les efforts promus au niveau local, qui démontrent donner une solution partielle à la problématique de certains habitants, plusieurs contraintes apparaissent au niveau des institutions à cette échelle et nous mènent à réfléchir à la manière dont elles ont aussi un effet retardataire sur la réinstallation – et dans ce sens, une influence sur le prolongement du déplacement. En effet, en une seule année (2011), trois maires ont gouverné Gramalote. Le premier, critiqué pour sa gestion de l'évacuation, est décédé. Le deuxième, qui a été élu populairement, s'est vu retirer de ses responsabilités, parce qu'il était le frère de l'ancien maire et la loi ne permet pas la consanguinité (Fonctionnaire du Ministère de l'Habitat, 02.2012). Quelqu'un a dû le remplacer temporairement jusqu'à la fin de l'année, où il y a eu des élections nationales de maires et gouverneurs. Finalement, une nouvelle maire a été élue et a commencé à gouverner à partir de janvier 2012 (Fonctionnaire local de Gramalote, 14.02.2012). Depuis le début de son gouvernement, elle a changé certains des fonctionnaires qui travaillaient depuis longtemps dans la municipalité, qui étaient les plus familiarisés avec les problématiques de la communauté. De plus, elle gouverne depuis la mairie placée temporairement à Cúcuta et visite rarement la municipalité, ce qui pour les habitants – et particulièrement pour les paysans – se traduit par un sentiment d'abandon (Habitante de Gramalote, 12.1.2012). Additionnel à cela, il n'y a pas de gouvernement mobile au sein de la municipalité, ce qui empêche un bon développement de la gouvernance.

¹⁵ La *panela* est un produit très commun en Colombie. Il s'agit de sucre brun fabriqué à partir de l'extraction du jus de la canne à sucre, et qui se vend en forme de bloc.

¹⁶ Les *trapiches* sont les endroits où l'on produit la *panela*.

La mairie actuelle a aussi contribué à la décision de changer la surface qui accueillerait le nouveau Gramalote et a promu les nouvelles analyses géologiques sur la surface de « *Miraflores* ». Sa gestion est fortement critiquée par les habitants, qui sont découragés par les tensions institutionnelles et l'apparente corruption de certains fonctionnaires publics (Chef communautaire de Gramalote, 02.2012). Par ailleurs, la promesse de démolition des ruines ne s'est pas encore matérialisée et ceci engendre une nouvelle dynamique que nous approfondirons par la suite, qui est le retour des habitants sur les ruines. Suivant cet ordre d'idées, malgré les efforts réalisés, la municipalité témoigne d'un manque de gouvernance important ; les décisions des autorités locales influencent les réponses des habitants pour s'ajuster aux conditions actuelles. Dans la partie suivante, nous décrivons plus en détail les résultats obtenus sur les réponses des habitants, qui finiront par compléter ce côté institutionnel que nous venons de présenter.

Les habitants

La perspective des habitants nous offre des nouveaux résultats qui enrichissent la compréhension de l'enjeu du déplacement qui se développe entre le désastre et la réinstallation. Dans cette partie, nous allons présenter les résultats que nous avons obtenus et qui traitent des habitants et de leur adaptation durant cette période de réinstallation temporaire. Nous prétendons compléter les résultats abordés dans la partie précédente, dans le but de saisir les caractéristiques et l'influence des différents acteurs sur le déplacement de la population de Gramalote.

La recherche d'un lieu où habiter

Nous avons vu comment la presque totalité des habitants ont perdu leurs maisons dans le désastre. Dans l'attente de pouvoir retourner et reconstruire, les personnes se sont rattachées à l'aide institutionnelle pour recevoir de la nourriture et du soutien basique. Sans avoir des statistiques précises, nous constatons que la plupart de la population a été soutenue durant le premier trimestre de 2011 par les institutions de coopération comme la Croix Rouge et *Colombia Humanitaria*, ainsi que par les donations nationales et internationales (Fonctionnaire de Servivienda, 20.01.2012, Chef communautaire de Gramalote, 15.01.2012). De plus, certaines personnes qui étaient parties par leurs propres moyens, se sont rattachées, au fil du temps, à l'aide institutionnelle offerte au vu de leur manque de moyens pour le paiement d'un loyer (Idem) (rappelons que le 52% des habitants de l'ancien village étaient propriétaires de leurs maisons et en l'occurrence ne payaient pas de loyer). Cependant, trois mois après l'évacuation du village, une réorientation de cet appui provisoire devenait nécessaire. Non seulement à cause des conditions de vie précaires dans les tentes, les écoles, et les centres communautaires, mais aussi par la déclaration du Gouvernement que la reconstruction sur place n'était pas une option et que le village devait être démoli et réinstallé ailleurs. En conséquence, le Gouvernement a offert aux habitants la possibilité de recevoir un subside ou l'option d'habiter dans des maisons d'accueil temporaires au sein de la municipalité.

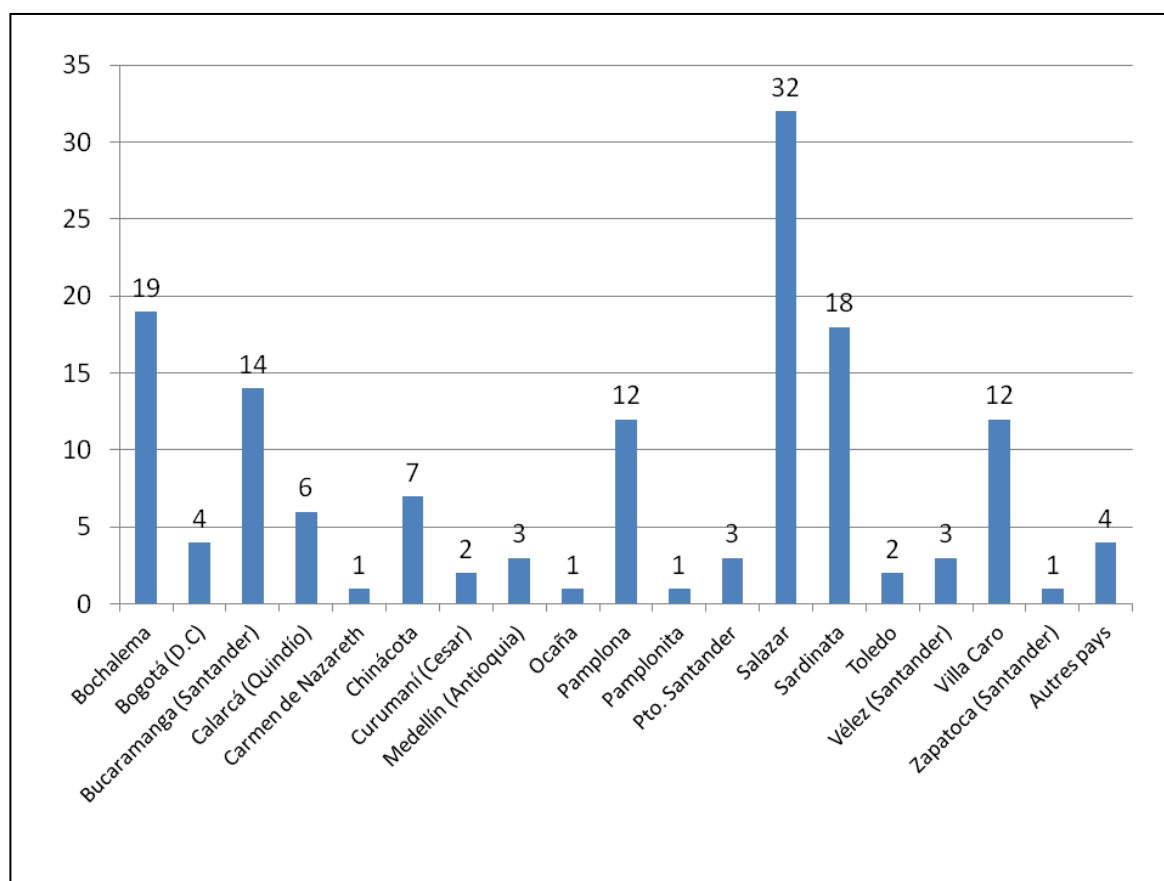
Le 10 avril 2011, *Colombia Humanitaria*, le Gouvernement Régional de Norte de Santander et la mairie de Gramalote ont réalisé une rencontre avec la communauté, connue comme la « Journée de Rencontre des Gramaloteros ». Là, en plus de réaliser des enquêtes socioéconomiques et quelques premiers recensements, ils ont demandé aux habitants s'ils préféraient recevoir un subside de loyer ou s'ils préféraient être accueillis dans des maisons d'accueil temporaires. Nous avons vu qu'une majorité très marquée de 89.9% a préféré recevoir des subsides plutôt que d'aller dans les maisons d'accueil temporaires (SERVIVIENDA,

2011 : 5). Ceci nous mène à considérer que malgré l'influence que le Gouvernement a eu sur le déplacement à travers cette politique de financement, le poids du choix des habitants a été très important. Ceux qui ont reçu les subsides ont cherché des maisons et des appartements ailleurs qu'à Gramalote, suivant leur choix. L'autre 10% de la population a aidé à la construction de quelques maisons d'accueil temporaires dans la municipalité. Le SENA (Service National d'Apprentissages) a contribué à la formation des habitants pour qu'ils participent à la construction de leurs maisons temporaires.

En conséquence, une nouvelle dispersion sociale s'est développée durant cette période et particulièrement après que les premiers subsides aient été octroyés. Toutefois, en contraste avec la période d'évacuation, deux éléments nous permettent de conclure que malgré cette dispersion sociale, il y a eu plus de connaissance sur les destinations des habitants. Un premier élément qui nous permet d'affirmer cela, est que les habitants étaient organisés sous la direction des chefs communautaires. Les chefs communautaires savaient où se trouvaient les personnes sous leur direction, ainsi que le nombre de familles, ce qui a facilité les recensements. Un deuxième aspect qui nous permet de constater plus d'organisation malgré la dispersion est qu'un recensement de la population affectée a été réalisé par la Direction de Gestion du Risque (DGR) conjointement avec l'Office Nationale de Statistique (DANE). En effet et suivant ce qui s'établissait dans le décret 4580 de 2010 qui déclarait l'état d'urgence économique, social et environnemental dans l'ensemble du territoire national, un *recensement unique* des populations affectées devait se réaliser, afin de réunir toutes les données sur un seul registre et faciliter le développement des politiques pour confronter les conséquences de La Niña sur les différentes populations du pays (Presidencia de la República de Colombia, Decreto 4580 de 2010). Connu comme le « Registre Unique des Affectés » (« *Registro Unico de Damnificados* »), ce recensement, conclu en juillet 2011, nous permet de savoir où sont allées les personnes dans les premiers moments de la réinstallation temporaire.

Le tableau ci-dessous illustre quelques destinations choisies par les habitants, ainsi que le nombre d'habitants installés dans chaque municipalité pour le mois de juillet 2011. Nous observons que quelques municipalités et villes situées sur d'autres départements du pays (les départements se trouvent entre parenthèses) ont accueilli certaines personnes. Mais le nombre d'habitants qui sont restés au sein du département de Norte de Santander reste majoritaire. Quelques personnes ont migré vers d'autres pays, principalement au Venezuela. Fait qui n'est pas surprenant, vu la proximité de la région avec la frontière entre les deux pays.

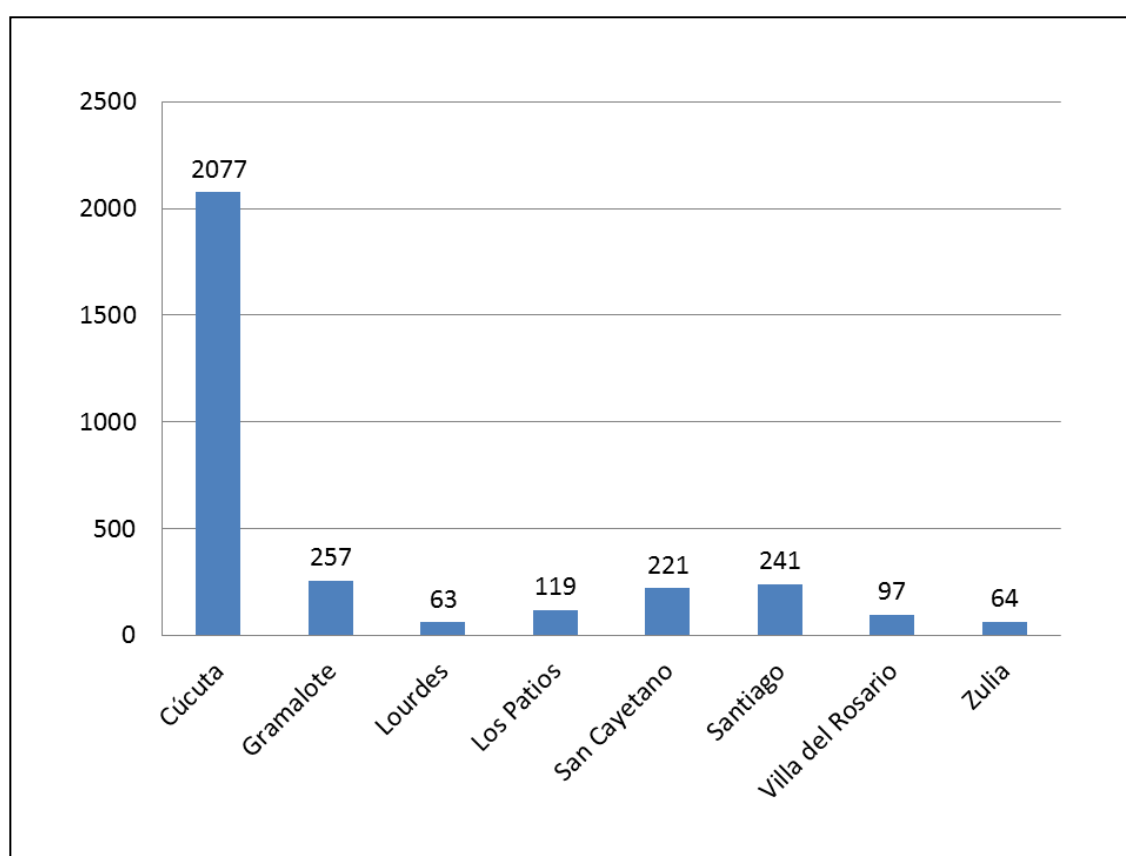
Tableau 1 : Destinations des habitants de Gramalote en juillet 2011 (I)



Source : República de Colombia. Registro Único de Damnificados por la Ola Invernal (2011)

Un deuxième tableau complète ces informations et illustre les destinations qui ont accueilli un plus grand nombre d'habitants. La dispersion de données qu'impliquait la ville de Cúcuta sur les autres municipalités nous a obligés de réaliser cette division des statistiques en deux tableaux différents. La ville de Cúcuta démontre avoir été un pôle d'attraction très important de la population, accueillant 2077 habitants, ce qui équivaut au 63% de la population recensée. Los Patios et Villa del Rosario, qui ensemble accueillent plus de 200 habitants, sont des municipalités qui se trouvent immédiatement voisines de la ville de Cúcuta et peuvent être considérés comme des régions périphériques de la ville. Gramalote et les municipalités voisines comme Lourdes et Santiago démontrent aussi être des lieux d'accueil importants.

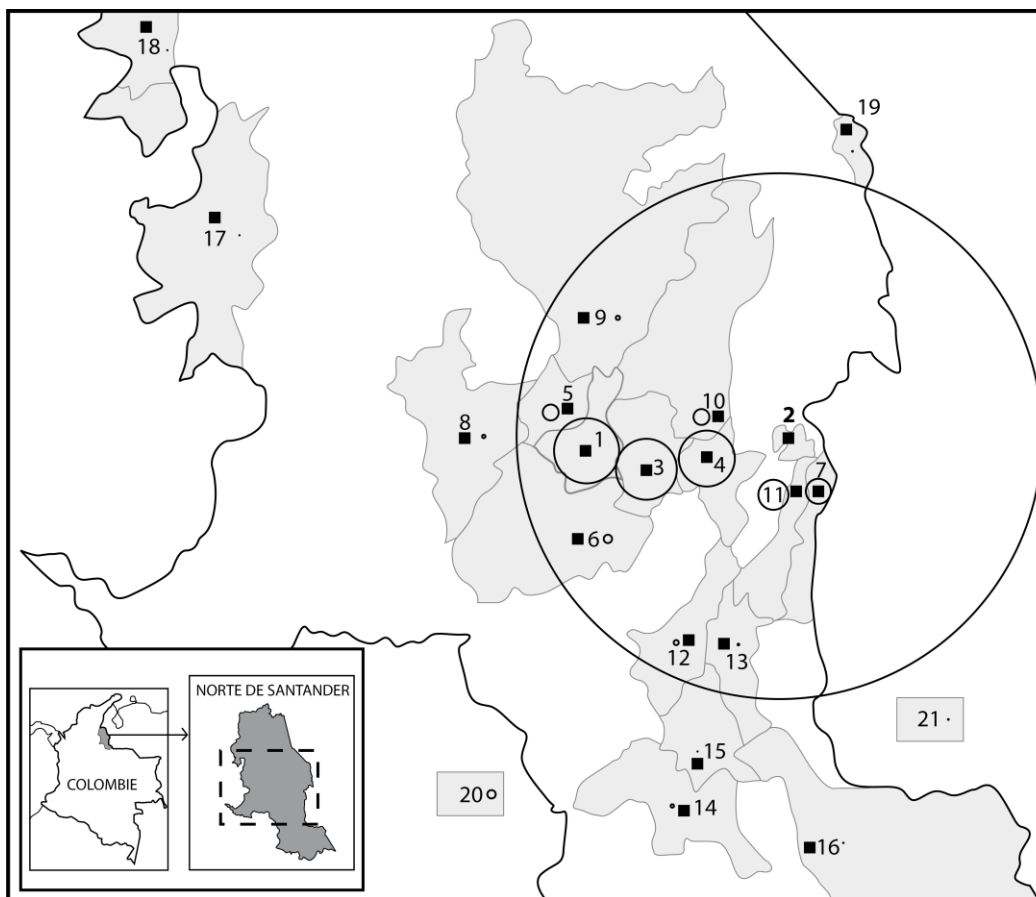
Tableau 2 : Destinations des habitants de Gramalote en juillet 2011 (II-continuation)



Source : República de Colombia. Registro Único de Damnificados por la Ola Invernal (2011)

Si nous illustrons ces statistiques sur une carte, nous constatons plus clairement cette géographie du déplacement.

Carte 3 : Destinations des habitants déplacés de Gramalote (juillet 2011)

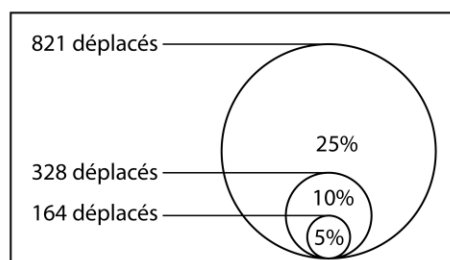


Légende:

	No. de déplacés	%
1. Gramalote.....	257	7.8%
2. Cúcuta.....	2077	63%
3. Santiago.....	241	7.3%
4. San Cayetano.....	221	6.7%
5. Lourdes.....	63	1.9%
6. Salazar.....	32	1%
7. Villa del Rosario.....	97	3%
8. Villa Caro.....	12	0.4%
9. Sardinata.....	18	0.5%
10. Zulia.....	64	1.9%
11. Los Patios.....	119	3.6%
12. Bochalema.....	19	0.6%
13. Chinácota.....	7	0.2%
14. Pamplona.....	12	0.4%
15. Pamplonita.....	1	0.03%

16. Toledo.....	2	0.06%
17. Ocaña.....	1	0.03%
18. Carmen de Nazareth.....	1	0.03%
19. Puerto Santander.....	3	0.09%
20. Autres villes et municipalités.....	33	1%
21. Autres pays.....	4	0.1%

TOTAL.....3284 100%



Carte personnelle basée sur : República de Colombia. Registro Único de Damnificados por la Ola Invernal (2011)

Suivant ce qui est illustré sur cette carte, nous trouvons que la majorité de la population s'est déplacée dans un rayon de 50 Km. Nous constatons aussi que les municipalités qui se trouvent entre Gramalote et Cúcuta (Santiago et San Cayetano) contiennent un nombre important d'habitants (ensemble, le 14% de la population), ce qui est sûrement relié à la connexion routière qui connecte Gramalote avec la capitale du département. Par rapport à Cúcuta et Gramalote, nous constatons qu'ils représentent les deux principaux lieux d'accueil de la population dispersée (ensemble, le 70%). De plus, cette carte montre que seulement certaines municipalités du département ont accueilli les déplacés de Gramalote. Le nombre de *gramaloteros* qui ont migré vers le Venezuela et vers d'autres régions de Colombie, selon ce registre, ne représentent, ensemble, que le 1% de la population de l'ancien village. Selon les témoignages de certains des interviewés, les personnes qui sont allées hors du département l'ont fait parce qu'elles avaient de la famille ailleurs.

La recherche d'un travail

Les statistiques présentées précédemment nous obligent à questionner les raisons des personnes quant à leur choix pour prioriser certaines destinations plutôt que d'autres. Les résultats obtenus permettent d'élucider une relation importante entre le choix de la destination et la recherche ou la possibilité d'exercer une activité économique. En effet, les statistiques nous informent sur la manière dont les formes de travail ont changé avant et après le désastre. Si nous complétons ces statistiques avec les témoignages, nous constatons effectivement qu'une relation se tisse entre les formes de travail – ou de chômage – et les destinations prises.

Les analyses socioéconomiques de Servivienda nous offrent une bonne approximation de la réalité des conditions de travail changeantes des habitants avant et après le désastre. Si avant le désastre le 42% de la population travaillait, pour juin 2011 ce nombre n'était plus que de 25%. Cela veut dire que presque la moitié de la population a perdu son travail avec le désastre. De plus, les jeunes qui se trouvent dans la tranche d'âge entre 18 et 26 ans, et qui ont déclaré étudier avant le désastre, est descendu de 31% à 29% ; ce qui mène à considérer leur besoin d'arrêter les études pour commencer à travailler, afin de générer des revenus pour faire face à leur condition économique difficile après la catastrophe. Par rapport aux personnes dépassant les 60 ans et qui ont déclaré exercer un travail avant le 17 décembre 2010 (date du désastre), une chute de 17% à 13% après l'événement nous amène à penser que ces personnes ont aussi perdu leur source de travail (SERVIVIENDA 2011 : 9-13).

Une habitante d'une maison d'accueil temporaire que nous avons rencontrée, nous a parlé de sa condition économique et de la manière dont ceci a influencé son choix d'une destination :

« J'avais un salon de coiffure à Gramalote, il était placé près de la place centrale. Et dans le deuxième étage j'avais ma maison. Je gagnais ma vie avec ça. Mais j'ai tout perdu dans le désastre [...]. Alors j'ai été accueillie dans une école à Cúcuta, mais c'était très difficile, vous imaginez... Les toilettes, les cuisines, les conditions de vie étaient très difficiles ... Alors, dès qu'ils ont donné la possibilité de venir habiter ici [dans les maisons d'accueil temporaires], j'ai préféré venir et avoir une maison. Parce qu'en plus je n'avais pas de clients en ville, je n'allais jamais à Cúcuta, je ne connais personne là-bas. Et je n'avais pas d'argent pour payer un loyer pour mon salon. Donc maintenant je coupe les cheveux de certains paysans qui sont mes clients de toute la vie et puis j'ai créé mon petit réseau de nouveaux clients ici. Mon frère m'a offert certaines choses pour recommencer mon salon dans ma maison et

maintenant je suis bien, je fais avec ce que je peux. » (Habitante de Gramalote, 13.01.2012)

Un autre habitant des maisons d'accueil temporaires affirme :

« Moi je n'ai pas pu m'accommoder à Cúcuta. Il fait trop chaud là-bas. En plus je n'avais pas de travail. Alors j'ai entendu parler que le diocèse était en train de financer des auberges temporaires. C'était mieux que dans la ville, ça faisait plusieurs mois que j'étais sans travail. Alors maintenant j'aide à construire ma maison ici et pendant qu'on fini, nous dormons dans les tentes. Et je vous dis une chose : toutes les personnes que vous allez rencontrer ici sont dans les mêmes conditions que moi. Nous sommes tous pauvres ici ; il n'y a pas une seule personne avec des moyens qui habite ici. » (Habitant de Gramalote, 13.01.2012)

En effet, plusieurs témoignages confirment que les personnes qui ont priorisé les maisons d'accueil temporaires provenaient des couches les plus défavorisées économiquement de l'ancien village. Certaines d'entre elles sont des personnes qui avaient une bonne condition économique auparavant, mais qui ont tout perdu dans le désastre. Maintenant, la majorité de ces personnes exercent d'autres travaux, entre autres l'agriculture. Cependant, le taux de chômage continue à être très haut (Fonctionnaire locale de Gramalote, 17.01.2012). Un autre élément qui revenait constamment dans les entretiens, qui se démontre dans la citation antérieure, c'est le changement des conditions de vie dans la ville et la difficulté que plusieurs personnes ont rencontré pour s'accommoder au climat considérablement plus chaud et à l'ambiance de la ville de Cúcuta (Fonctionnaire locale de Gramalote, 13.01.2012).

Un autre résultat que nous constatons est que les habitants plus âgés ont aussi une grande tendance à retourner à la municipalité, car ils rencontrent des problèmes pour trouver un emploi ailleurs :

« Il y avait un couple de vieux qui vendait des boissons et des apéritifs dans un petit chariot les weekends, sur la place centrale. Tout le monde les connaissait et achetait leurs produits. Pour eux c'était une bonne source de revenus. Mais ils ont tout perdu, alors ils sont allés habiter à Cúcuta. Mais ici [à Cúcuta] c'était difficile pour eux, personne n'allait les employer. Alors ils sont retournés à Gramalote, ils habitent dans les auberges, et travaillent dans la campagne. [...] Il y a plusieurs cas pareils. Les vieux retournent gentiment à la municipalité et plusieurs sont morts de peine morale... Le thème de la vieillesse et de la jeunesse sont les deux choses qui ont le plus d'impact social actuellement à Gramalote. Car les vieux ont tout perdu et ne peuvent pas s'employer et les jeunes ne vont jamais retourner, car ils ont trouvé la manière de faire une vie ailleurs » (Fonctionnaire Local de Gramalote, 19.01.2012)

En effet, la jeunesse devient un thème de préoccupation central à Gramalote. Tant les analyses de Servivienda comme les témoignages que nous avons pu recueillir, traitent de la préoccupation qui se développe au sein de la communauté, parce que les jeunes ne vont pas retourner, car ils se situent dans la tranche d'âge qui s'accommode le plus vite aux conditions actuelles :

« Bien que la quantité des personnes qui développaient des activités économiques avant et après l'événement varie notablement, la proportion du groupe composé par la tranche entre 27 et 60 ans est similaire, tandis que la proportion du groupe des jeunes compris entre 18 et 26 ans a augmenté après l'événement de 2.8%. [...] Car

certains personnes qui ne développaient pas d'activités économiques dans cette tranche d'âge ont commencé à le faire dans d'autres municipalités, spécialement à Cúcuta, ce qui permet de présumer qu'il est plus facile pour les jeunes de s'insérer dans le marché du travail ; situation qui s'inverse dans le cas des personnes âgées, où la proportion diminue de 4%, et indique la difficulté qui représente pour eux le même marché du travail. » (SERVIENDA 2011 : 10)

Quelques lignes plus haut, nous avons aussi abordé le témoignage d'un conseiller local de Gramalote, qui parlait de ses projets pour travailler avec la jeunesse, en créant des emplois au sein de la municipalité afin de promouvoir le retour. Néanmoins, cette question reste ouverte et devient une source de préoccupation importante au sein de la communauté, car ceux qui devraient ré-habiter le nouveau village dans un futur, ne vont pas le faire. Plus le temps passe, plus leur tendance de retour se remet en question.

Un autre résultat qui nous parle des conditions de travail au sein de la communauté actuellement est le haut taux de chômage. Ceci pousse les habitants à chercher divers moyens de faire de l'argent. La « débrouillardise » devient une problématique de la communauté ; les personnes se sont vues obligées d'exercer des nouveaux travaux ou d'accommoder leurs anciens travaux aux nouvelles conditions de vie :

« L'homme de la pharmacie a perdu son travail. Alors maintenant il se balade sur une moto partout dans la municipalité et il a créé son négoce mobile. Ça représente aussi une solution pour les paysans, qui n'ont plus d'assistance médicale ni d'ambulance, ni d'accès à une pharmacie proche. » (Fonctionnaire Local de Gramalote, 19.01.2012)

Un cas encore plus grave – et qui a réveillé l'intérêt des médias – est celui des personnes qui travaillent en sortant des briques et du fer des ruines du village détruit. Ces personnes vendent chaque brique pour 300 pesos colombiens (10.5 centimes de dollar) dans les municipalités voisines. Plusieurs habitants qui ont adopté cette forme de travail sont retournés habiter la municipalité et quelques-uns, sur les ruines mêmes de l'ancien village. Cette pratique a déjà coûté la vie à un homme, qui a fini enterré par un mur qui s'est effondré sur lui quand il cherchait à extraire du matériel (Elespectador, 02.05.2012)¹⁷. Nous avons eu l'occasion d'assister personnellement à cette forme de travail. Voici quelques photos :

¹⁷ Disponible aussi en source électronique sur : <<http://www.semana.com/nacion/gramalote-pueblo-quiere-floreecer-desierto/176580-3.aspx>>. Site visité le 07.07.2012.

**Photo 14**

Photo 14: L'extraction des matériels comme le fer et les briques est devenu une forme de travail pour certains habitants après des mois de chômage. Certains viennent aussi d'autres villages. (Source personnelle)

**Photo 15**

Photo 15 : Certains habitants reconstruisent leurs maisons avec les matériaux qu'ils extraient des ruines. Le Gouvernement n'a pas démoli les ruines comme il l'avait promis il y a plus d'une année et perpétue en conséquence cette forme de travail risquée, qui a déjà impliqué des vies humaines.

La vie en ville

En relation avec la recherche d'une activité économique, nous trouvons que la plus grande partie de la population habite actuellement dans la ville de Cúcuta. En effet, plusieurs habitants ont trouvé dans la ville divers moyens pour se débrouiller économiquement ; la majorité d'entre eux exercent des travaux qu'ils n'exerçaient pas auparavant, comme la vente déambulatoire de produits et de nourriture et une diversité de travaux temporaires qui leur permet de générer des revenus. Un exemple parlant est la construction, qui est devenue une forme d'emploi pour plusieurs hommes habitant en ville (Chef communautaire de Gramalote, 15.01.2012). Un autre élément commun est la combinaison de l'économie avec l'habitat. En effet, plusieurs personnes développent leur travail là où ils habitent temporairement, une pratique déjà présente auparavant dans le village, les mentionnées « maisons d'utilisation mixte ». ¹⁸ La photo suivante illustre un exemple :



Photo 16

Photo 16 : Dans la maison d'un chef communautaire, située à Cúcuta, la confection d'uniformes pour les écoles est devenue une source de revenus pour la famille. L'affiche publicitaire explicite aussi un rapport identitaire important, sous la phrase « Gramalote vit ! Gramalote n'était pas, Gramalote est ! » (Source personnelle)

Après le désastre, toutes les activités économiques ont baissé, à l'exception de l'agriculture, qui a augmenté de 53% à 59%, en devenant une forme de travail pour certains (SERVIENDA 2011 : 13-20). Mais cette forme de travail n'est pas présente à Cúcuta, où les personnes doivent travailler dans les autres activités économiques, notamment dans les

¹⁸ Pour plus de détail sur ce sujet, consulter le documentaire réalisé par la Universidad de los Andes à ce propos. Disponible sur le site internet : <<http://www.uniandes.edu.co/component/content/article/289-encuesta-longitudinal>>, visité le 05.07.2012

secteurs du commerce et des services. Ces deux secteurs ont connu une légère augmentation au fil du temps, particulièrement pour les personnes composant la tranche d'âge entre les 27 et les 60 ans. Les jeunes ont démontré avoir trouvé plus facilement du travail dans les secteurs du commerce, de l'industrie et des services que les autres tranches d'âges. Dans ce cadre là, les personnes âgées restent très affectées et représentent la tranche d'âge qui rencontre le plus de problèmes pour accéder à un travail. Par rapport au genre, les analyses de Servivienda démontrent que les femmes trouvent plus de difficultés pour accéder à un travail que les hommes (Idem).

Le travail est donc une raison de poids pour prioriser la ville sur d'autres endroits. Néanmoins, au fil du temps, les conditions de vie et de travail dans la ville ont posé problème à certains habitants. Les travaux restent fluctuants et le taux de chômage au sein de la communauté est resté très haut. Ceci a créé chez certains habitants le besoin de se déplacer hors de la ville – et généralement de retour à Gramalote – pour chercher un travail. Pour d'autres, le manque de travail a débouché sur une problématique qu'il est très important de souligner : la marginalisation des personnes au sein même de la ville. Quand nous avons demandé à une fonctionnaire de la mairie s'il y avait une connaissance des destinations des *gramaloteros*, elle a fait référence au problème de la marginalisation :

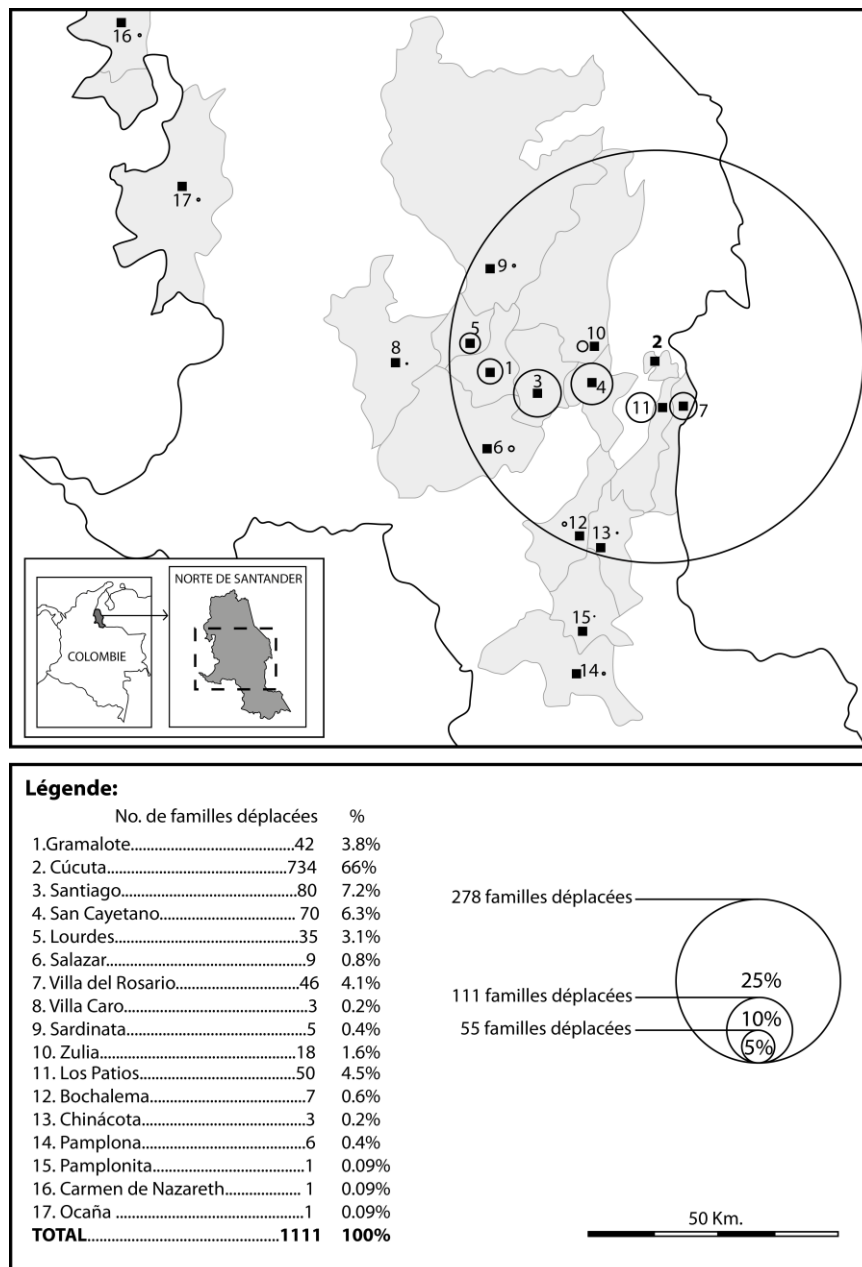
« Oui, on sait relativement où se trouvent les personnes. Car il y a des recensements qui contiennent ces informations. Le problème maintenant est qu'il faut les actualiser en permanence. Parce qu'ici à Cúcuta les personnes sont en train de se marginaliser dans les périphéries de la ville et les gens des municipalités sont en train de migrer vers d'autres municipalités à cause du climat et d'autres raisons. Par exemple les gens ici en ville partent parce qu'elles n'arrivent pas à payer les loyers, qui sont très hauts. Alors, soit ils cherchent à être accueillis dans les maisons d'accueil temporaires à Gramalote, soit elles vont habiter dans les quartiers les plus pauvres de la ville ou dans d'autres municipalités. » (Fonctionnaire locale de Gramalote, 20.01.2012)

Durant les mois qui ont suivi notre terrain de recherche, les médias ont relaté du drame que vit la communauté de Gramalote actuellement. Leurs conditions de vie précaires dans la ville et dans les autres municipalités a influencé leur volonté de retourner à Gramalote pour habiter les ruines du village, vu que rien n'est encore fait par rapport à la réinstallation. Le retour pour habiter les ruines devient une pratique chaque fois plus commune – certains journaux parlent du retour de 30 familles (El Tiempo 21.04.2012). Ceci nous mène à constater un déplacement très dynamique, qui empêche de savoir avec précision les destinations des habitants, qui varient considérablement à travers le temps.

Le dernier registre dont nous avons disposé est le recensement réalisé par Servivienda durant la « *Fase de Prefactibilidad* ». Ces résultats, qui tiennent en compte seulement les personnes déplacées au sein du département de Norte de Santander, ont été présentés en novembre 2011, mais la date précise des enquêtes n'est pas spécifiée. De plus, cette enquête a été réalisée dans le cadre d'un atelier de rencontre de la communauté et certains habitants déplacés n'ont pas participé (Fonctionnaire de Servivienda, 08.08.2012). De plus, les statistiques se présentent par familles et non pas par individus. Il faut donc tenir en compte certaines exceptions qui peuvent faire varier considérablement les statistiques par rapport à celles que nous avons présentées. Preuve de cela est que contrairement aux statistiques du « Registre Unique des Affectés » du mois de juillet, dans le registre de Servivienda, Gramalote semble accueillir moins de la moitié des familles que les municipalités de San Cayetano et

Santiago ; un résultat qui entre en contradiction avec nos résultats qualitatifs obtenus en début 2012, où nous constatons une grande tendance de retour à Gramalote, qui semble une destination très importante des habitants, particulièrement les plus pauvres. Malgré ces exceptions, qui sont aussi reliées aux imprécisions et changements des statistiques (il se peut que cette enquête aille été réalisée avant le « Registre Unique des Affectés »), certaines tendances peuvent être identifiées et nous renseignent sur les déplacements. Une d'entre elles est l'importance de la ville de Cúcuta comme pôle d'attraction par excellence des habitants. Ainsi, cette carte illustre la courte distance de cette migration et par rapport à la carte précédente, la tendance est de prioriser certaines municipalités.

Carte 4 : Destinations (par familles) des habitants déplacés de Gramalote (novembre 2011)



Source : carte personnelle basée sur : SERVIVIENDA, (2011)

Un autre résultat qui doit être mentionné, est qu'au fil du temps, la volonté d'habiter les maisons d'accueil temporaires a changé. Comme nous l'avons vu, si pour avril 2011 les habitants ont préféré majoritairement recevoir des subsides, avec le passage de l'année et au vu de leurs conditions de vie et de travail ailleurs, ils ont voulu retourner et faire partie du projet que promouvaient le CLOPAD et l'Eglise dans les maisons d'accueil temporaires. La perception des déplacés sur ces espaces a changé et ceci a sans doute influencé leur volonté de retourner pour y habiter. Un aspect qui fait réfléchir à l'importance des logiques des habitants et leur influence sur les formes que prend le déplacement. Ainsi, il reste à questionner la manière dont les retards dans les paiements des subsides et le faible montant qu'ils représentent, influencent la volonté des habitants à chercher des meilleures conditions de vie à travers le retour ou le déplacement vers d'autres endroits. Même si la marginalisation au sein de la ville de Cúcuta n'est pas un « déplacement » en tant que tel, elle devient une problématique importante. Actuellement, le désespoir des habitants atteint un point critique. Vu les contraintes décisionnelles des institutions responsables de la réinstallation, certains considèrent même que « *la meilleure solution est de construire un quartier à Cúcuta qui s'appellerait Gramalote* » (Habitante de Gramalote, 12.01.2012).

La Lomita : paradoxes de la réinstallation temporaire

Avant de passer à l'analyse de résultats, nous considérons important de dédier quelques lignes pour présenter le cas de La Lomita, qui est peut-être l'exemple le plus illustratif des paradoxes qui traversent ce processus de réinstallation temporaire. Le quartier La Lomita, le seul à ne pas avoir subi des conséquences graves du désastre, combine plusieurs éléments de la problématique de Gramalote et représente un phénomène géographique qui suscite notre intérêt.

À plusieurs reprises nous avons fait référence de ce cas particulier. La Lomita, quartier nord de l'ancien village, a très vite été ré-habité par certaines familles. La raison est que malgré sa proximité avec le glissement de terrain, presque aucune fissure ne se présente sur les maisons. Les personnes sont donc revenues, même si le Gouvernement avait annoncé la démolition de l'ensemble du bâti. Quelques 25 familles habitent actuellement cette partie du village (Habitante de La Lomita, Gramalote, 12.01.2012). La plupart d'entre elles sont propriétaires de leurs maisons, mais un certain pourcentage des habitants loue à des propriétaires qui habitent à Cúcuta et qui bénéficient de revenus à travers ce moyen (Fonctionnaire locale de Gramalote, 13.01.2012). Malgré les avertissements par rapport au risque auquel elles s'exposent, ces personnes en sont conscientes et l'assument. Nous avons eu l'opportunité d'interviewer une habitante de La Lomita :

« Moi je ne vais pas dire que le village n'a pas continué à glisser l'année passée si c'est vrai que oui. La place centrale, l'église, tout ça a continué à bouger... Mais La Lomita, non. Nous demandons toujours aux personnes qui viennent d'ailleurs si elles voient un changement. Mais elles disent que non, que tout reste pareil. Alors je me préoccupe moins... C'est aussi ce que je veux entendre [rires] ! C'est vrai qu'il y a certaine crainte, surtout quand il pleut. Mais on oublie ça vite... Moi je dors tranquille en tout cas... Mais de toute façon il y a la police qui annonce. » (Habitante de La Lomita, Gramalote, 12.01.2012).

En effet, malgré les avertissements sur le risque de désastre de la part de la Croix Rouge, de la Direction de Gestion du Risque et du Gouvernement, La Lomita continue à fonctionner et même le poste de police de la municipalité s'est installé là. Même si cela paraît illogique, le

thème de La Lomita se révèle être très complexe. D'un côté, La Lomita est devenue une option d'habitation pour certains habitants, qui ont été les premiers à pratiquer une migration de retour. De plus, ces habitants trouvent dans cet endroit la possibilité d'exercer une activité économique. En relation à cela, les paysans peuvent vendre et acheter des produits, ce qui représente une solution pour cette partie de la population de la municipalité qui n'a pas subi les conséquences directes du désastre, mais qui a perdu son lieu de commerce et de sociabilité (Groupe Agricole de Paysannes de Gramalote 15.01.2012). Quant à la police, pour eux il représente la seule manière d'exercer un certain contrôle, car le poste qui était situé sur la place centrale s'est effondré. Néanmoins, ceci est une source de débat importante, car plusieurs habitants considèrent que la police « protège » les habitants de La Lomita et perpétuent le fait qu'ils soient installés indéfiniment là-bas (Habitante de Gramalote, 14.01.2012).

Un fort rattachement à leur espace de vie se retrouve chez les habitants de La Lomita et fait penser encore une fois à la faible perception du risque au sein des habitants. Ainsi, le travail semble être une raison centrale qui pousse les personnes à retourner et surtout à rester dans le quartier à risque :

« Mes parents sont là-bas et mon papa ne veut pas partir. Pourquoi ? Premièrement, il n'envisageait pas la possibilité d'aller dans une autre municipalité parce qu'il serait marginalisé. Deuxièmement, par sa situation économique. Il a travaillé toute sa vie et il ne veut pas arrêter. Mais il y a aussi d'autres explications. Par exemple, quand les gens vont à La Lomita, elles racontent à mon papa tout ce que les gens sont en train de vivre ailleurs, alors il dit 'Non, je ne vais pas aller ailleurs pour vivre ce que ces gens sont en train de vivre'. [...] En plus, les gens de la campagne le motivent à rester, ils lui disent 'Don Pedro, ne partez pas, restez, on va vous acheter vos produits!' Alors il est resté, et il est très content là-bas, car il peut continuer ses activités économiques. » (Fonctionnaire Locale de Gramalote, 14.01.2012)

La Croix Rouge essaye de finir avec la pratique commerciale qui se déroule actuellement là-bas, à travers la construction d'un centre d'échange proche, mais éloigné du risque (Fonctionnaire de la Croix Rouge, 12.01.2012). De même, le Gouvernement fait des efforts pour convaincre ces personnes de quitter le lieu de manière volontaire. Source de débat, La Lomita divise les critères :

« Moi des fois je donne raison à ces gens. Car après des mois sans connaître une solution aux problèmes de la municipalité, les gens sont en train de donner une solution. Et c'est valable, car le Gouvernement n'est pas capable de leur donner toutes les garanties, ni de leur rendre tout ce qu'elles avaient avant. Alors les gens donnent une solution au problème, même si elle est improvisée, et risquée, ils l'assument. Le Gouvernement n'a pas donné des garanties suffisantes pour faire que ces personnes partent. » (Fonctionnaire du CLOPAD, Gramalote, 14.01.2012)

« Les gens de La Lomita sont les seuls à vraiment profiter de toute cette situation. Ils mettent les prix des produits à leur choix, ils spéculent avec les prix. Ils ne payent pas de services et il y a même des gens qui ne sont pas du village et qui sont venues pour louer les maisons et mettre leurs négoes. En plus, la police les protège... Comment voulez-vous que ces personnes quittent le quartier si elles sont même mieux qu'avant ? À La Lomita ils profitent, ils vivent comme des rois. Nous

n'avons pas le choix, c'est le seul endroit où nous pouvons acheter et vendre nos produits. » (Paysanne de Gramalote, 14.01.2012)

La Lomita est donc une solution pour les habitants de la municipalité pour développer une activité économique et d'échanger leurs produits. Les institutions essayent de déplacer ce lieu de commerce sur une autre surface éloignée du risque, mais le rattachement à cet espace semble être très fort et rend difficile de générer un changement :

« Même si la 'Federación de Cafeteros' a promu un centre de commerce dans l'auberge de 'El Molino', actuellement nous trouvons beaucoup de difficultés pour faire que les paysans considèrent les maisons temporaires comme un centre de commerce. Ils continuent à relier ces espaces avec l'habitation de quelques familles et préfèrent se diriger à La Lomita pour commercer. Seulement, le Gouvernement peut faire partir ces personnes, mais en leur garantissant l'essentiel. Et au vu de cette absence de gouvernance, la situation se perpétue. » (Fonctionnaire Local de Gramalote, 15.01.2012)

Nous voyons donc qu'actuellement La Lomita est le centre de la vie sociale et économique de la municipalité. Un lieu fragile, reflet des contradictions et des conflits qui traversent la problématique de la réinstallation de Gramalote. Un résultat important à souligner à propos de ce cas particulier, est que La Lomita démontre être un bon exemple de ce pourcentage des habitants qui ont su s'adapter par leurs propres moyens, sans devoir faire recours à l'aide institutionnelle. Très vite, les personnes les plus favorisées économiquement ont trouvé des moyens pour acheter un terrain et construire une nouvelle maison dans la campagne ou de louer ou acheter un appartement à Cúcuta (ou, comme nous l'avons montré, à La Lomita). D'autres ont déplacé leurs négoce vers les municipalités voisines et très vite ils se sont adaptés aux nouvelles conditions de vie et de travail qu'exigeait le changement après le désastre (Fonctionnaire local de Gramalote, 16.01.2012). La preuve de cela est que plusieurs de nos interviewés ont soulevé qu'aucune personne avec des moyens économiques habite les maisons d'accueil temporaires, ni cherche à retourner à Gramalote. En d'autres termes, exception faite des quelques familles habitant à La Lomita, *« seulement les pauvres reviennent à Gramalote »* (Chef communautaire de Gramalote, 19.02.2012).

Selon l'information d'une fonctionnaire du Ministère de l'Habitat, les personnes avec plus de moyens ne cherchent pas à recevoir des subsides, ni des maisons d'accueil temporaires, mais elles cherchent seulement à être restituées économiquement pour les pertes qu'elles ont subi dans le désastre. Néanmoins, aucune loi ne permet de les restituer (Fonctionnaire du Ministère de l'Habitat, 02.2012). Dans le cadre de la réinstallation, la seule chose que ces personnes cherchent est de recevoir une surface dans le nouveau village. Pour l'instant, elles ont réussi à s'adapter aux conditions actuelles avec plus de facilité. Malheureusement, à part quelques personnes de La Lomita, nous n'avons pas pu rencontrer des personnes composant cette couche favorisée de la population.

Pour conclure, nous observons que les habitants ont suivi des stratégies adaptatives différentes et variées et leurs réponses illustrent les contradictions qui se développent dans la période actuelle de réinstallation temporaire de la population. Entre les plus pauvres, les plus riches, les plus vieux ou les plus jeunes, les conditions changent et permettent de comprendre la forme que prend l'adaptation, ainsi que les caractéristiques du déplacement. La partie suivante traite donc de l'analyse de ces résultats.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Durant cette phase de réinstallation temporaire, la nature et les effets de celle-ci perdent pratiquement le poids explicatif sur le type et les formes que prend le déplacement des habitants, différemment que dans la phase d'évacuation, où cette relation était plus évidente. Bien qu'il reste impossible de négliger les conséquences et l'impact de ce changement environnemental sur l'économie, la vie sociale et politique de la municipalité, nous trouvons que les réponses institutionnelles et sociales sont maintenant encadrées dans une « vulnérabilité contextuelle » qui n'est pas uniquement reliée au désastre et à ses conséquences, mais aussi au processus de réinstallation temporaire, qui se situe après le désastre. Cet élément illustre les propositions théoriques de Karen O'BRIEN et al. (2007 : 75), et permettent de comprendre la manière dont certaines réponses ne sont plus directement reliées au changement environnemental, mais aussi à d'autres agents. Ce qui fait réfléchir, par ailleurs, à l'importance de prendre en compte les diverses phases et transformations que connaît la vulnérabilité à travers le temps (BLAIKIE et al. 1994: 11-12).

En d'autres termes, le « *natural hazard* » a eu une incidence sur les réponses, mais au fil du temps, nous constatons que le risque et la « vulnérabilité objective » reliés aux conséquences uniquement naturelles du désastre ont perdu leur poids explicatif sur le déplacement. Des exceptions comme le cas de La Lomita, ou des personnes qui trouvent dans les ruines du village leurs nouvelles formes de vie et de travail, démontrent que l'analyse des enjeux uniquement naturels n'explique pas certaines réponses sociales d'adaptation aux désastres et démontre que la perspective technocratique des désastres naturels a des limites pour expliquer certaines de ses conséquences (BANG, 2009; CORREA 2011; BANKOFF et al. 2004 ; BLAIKIE et al 1994). Ceci car, plus que jamais, le risque et la vulnérabilité « objectifs » sont présents, mais ils ne semblent pas avoir trop d'influence sur certaines pratiques comme celles qui se développent à La Lomita, zone à haut risque par excellence. Dans ce sens, ce que nous percevons est que dans cette période de réinstallation temporaire, plus que les agents physiques, ce sont les agents non-climatiques qui fonctionnent comme des facteurs *push* importants de ce déplacement de population, tel que le proposent OLIVER SMITH (2009 : 10) et FUSSEL et KLEIN (2006 : 305). Analysons l'influence des réponses institutionnelles et sociales sur le déplacement de la population de Gramalote dans cette période de réinstallation temporaire.

Les réponses institutionnelles et leur influence

Suivant les résultats présentés, nous trouvons que les institutions à différentes échelles ont participé dans l'élaboration de stratégies adaptatives et nous mènent à considérer le poids sur le déplacement des habitants. Un premier élément qui nous permet de constater cela est la décision du Gouvernement d'ordonner une réinstallation totale du village. Cette décision prolongeait la temporalité du déplacement et empêchait le retour pour reconstruire. Comme conséquence de cela et par rapport à la théorie abordée, qui insiste sur la durée courte et moyenne des migrations reliées aux changements climatiques, ainsi que la tendance de retour pour reconstruire (OLIVER SMITH 2009 : 10 ; RALEIGH, JORDAN, and SALEHYAN 2011 : 19 ; PIGUET 2008 ; 6 ; PIGUET et al. 2011 : 6-7, etc.), nous remarquons une particularité dans cette étude de cas : à Gramalote, la temporalité du déplacement ne se trouve pas entre une courte et une moyenne durée, mais plutôt entre une temporalité moyenne et une indéfinie, vu que la matérialisation de la réinstallation n'avance pas et que la reconstruction n'est pas une option. Ainsi, même si la tendance de retour se constate, elle n'est pas reliée à la recherche d'une reconstruction du village, mais plutôt à une stratégie de quelques habitants pour réduire

leurs conditions de vie précaires ailleurs, à travers la récupération et la vente de matériel extrait des ruines.

Par ailleurs, la politique institutionnelle d'offrir aux habitants la possibilité de choisir entre les subsides de loyer ou les maisons d'accueil temporaires a été une réponse qui a fortement influencé le déplacement des habitants. Cette politique cherchait à réduire la « vulnérabilité contextuelle » de la population affectée et nous confirme que le rôle institutionnel a été très important pour permettre aux habitants d'avoir plus de capacités adaptatives dans ce processus, qui se situe entre le désastre et la réinstallation de Gramalote (SMITH and PILIFOSOVA 2001: 895-897 ; GROTHMAN and PATT 2003 : 5). Ces deux moyens de réinstallation temporaire ont permis aux habitants de diversifier leurs stratégies d'adaptation.

Par rapport aux maisons d'accueil temporaires, nous constatons qu'au début elles n'ont accueilli que le 10% des déplacés qui ont eu recours à l'aide institutionnelle. Et qu'avec le passage du temps, la perception de certains habitants sur ces espaces a changé et actuellement un pourcentage chaque fois plus grand de personnes adopte cette forme d'adaptation offerte. Ce changement dans la perception de ces espaces de la part des habitants est sûrement dû au fait que ce système a permis une réduction plus effective de la « vulnérabilité contextuelle » des déplacés et en conséquence a poussé chaque fois plus de personnes à retourner, pour chercher à réduire leur propre condition vulnérable ailleurs. En conséquence, le bon fonctionnement de cette réponse institutionnelle a effectivement promu un déplacement de retour, conditionnant ainsi la forme et le type du déplacement comme stratégie d'adaptation. Cela confirme l'importance des structures institutionnelles dans le développement d'une bonne adaptation aux conséquences des changements environnementaux (SMITH and PILIFOSOVA 2001: 895-897 ; GROTHMAN and PATT 2003 : 5). Néanmoins, il reste à souligner que malgré son efficacité, cette réponse est censée être *temporaire*. Mais au vu des retards dans la mobilisation d'une réinstallation définitive, cette pratique risque de se prolonger indéfiniment. Plus que jamais, la construction d'un nouveau Gramalote est questionnée. Et la réorganisation spatiale engendrée par cette politique aura sans doute des répercussions sur la vie économique et sociale de la municipalité dans un futur proche.

Les subsides, quant à eux, démontrent être des mesures moins efficaces d'adaptation. Vu que cette réponse institutionnelle représente seulement un support financier basique pour le paiement d'un loyer (qui est généralement plus haut que le montant du subside) et qu'en plus son octroi est instable et dépend des fonds reçus et gérés par *Colombia Humanitaria*, la conséquence de cette réponse débouche plutôt sur la marginalisation des déplacés au sein de la ville et dans d'autres municipalités. Un phénomène qui est relié à la recherche pour réduire les coûts de vie à travers le paiement des loyers et des services plus bas. Cette marginalisation contribue à la dispersion et à la fracture du tissu social des habitants de Gramalote et illustre une problématique commune dans les processus de réinstallations des populations (CERNEA & MC DOWELL 2000 ; CERNEA 1996 : 6 ; MEJÍA, 2000 : 20 ; ASTHANA 1996 : 14689). Nous ne pouvons pas dire que cette aide financière a promu la vulnérabilité socioéconomique des habitants, car pour certains, elle représente encore actuellement une solution partielle d'adaptation qui leur permet d'avoir un soutien économique de base pour couvrir leurs besoins. Mais ce que nous voyons est qu'il s'agit aussi d'une mesure peu effective pour réduire la vulnérabilité socioéconomique de manière stable et durable.

En conséquence, nous trouvons que ces réponses institutionnelles ont promu deux différents types de déplacement. Le premier est essentiellement un déplacement de retour à Gramalote,

promu par la politique de construction de maisons temporaires. Sans négliger l'apport d'autres institutions à ce projet, nous pouvons dire que le rôle de l'Eglise comme institution privée, ainsi que de la collaboration de certaines institutions internationales, permet plus de financement pour le développement de cette forme d'adaptation et explique ainsi sa prolifération au fil du temps et son incidence sur le retour de certains habitants. Néanmoins, pas tous ne pratiquent ce déplacement de retour, mais il s'agit plutôt des personnes témoignant des conditions socioéconomiques moins favorables.

Le deuxième type de déplacement est un déplacement plus dispersé, promu par la politique de subsides pour loyer. Cette dispersion, nous l'avons vu, est liée à la question du libre choix des personnes pour trouver un lieu d'habitation temporaire, suivant leurs logiques, leurs volontés, et leurs capacités économiques selon le subside reçu et leur accès à une source de revenus. Au moins au début, la migration de retour à la municipalité ne semble pas avoir été une priorité pour les personnes qui ont reçu les subsides et la dispersion vers d'autres destinations a été importante. Mais, avec le passage du temps, les conditions socioéconomiques de certains – particulièrement les plus pauvres et les plus vieux, – ont produit le besoin de retourner et de ré-habiter dans la municipalité, afin de chercher des conditions de vie moins vulnérables socialement et économiquement. Ceci prouve que l'exacerbation des vulnérabilités engendre le besoin de se déplacer afin de mieux s'adapter, tel que le proposent BARNETT and WEBBER (2010: 13-14) ; mais que ce fait n'est pas uniquement relié aux conséquences des changements climatiques (comme le proposent ces auteurs). En effet, d'autres agents non-climatiques comme le thème socioéconomique et politique ont effectivement une influence prépondérante. Ceci mène à réfléchir par rapport à un élément intéressant de ce déplacement de population : bien qu'au début le 90% des habitants ont priorisé les subsides pour loyer sur les maisons d'accueil temporaires, nous constatons qu'avec le passage du temps cette pratique a commencé à s'inverser. Le retour, même sur les ruines du village, est devenu une priorité pour certains et semble confirmer les limites d'une approche technocratique des désastres naturels pour expliquer ce genre de réponses (O'BRIEN et.al. 2004 : 75). Il faut donc questionner les raisons pour lesquelles ce phénomène de retour se développe.

Une partie de la réponse se trouve du côté des institutions. En effet, selon ce que nous avons présenté, certaines institutions à différentes échelles – particulièrement au niveau national et local – ont connu des contraintes dans leur gestion qui prolongent le déplacement et perpétuent la précarité des conditions de vie d'une partie considérable de la population affectée. Le financement et la concrétisation de la réinstallation définitive sont des responsabilités qui semblent connaître des retards et ne pas s'accomplir selon les promesses et les délais établis. Le désaccord entre les institutions et son influence sur l'augmentation des vulnérabilités des habitants, induit un prolongement du déplacement. Réinstallation temporaire et déplacement sont donc des phénomènes géographiques et sociaux qui se voient traversés par diverses formes de vulnérabilité. Des exemples variés dans notre étude illustrent les propositions déjà existantes dans la littérature : le manque d'emploi, la marginalisation, l'augmentation du taux de mortalité (surtout des personnes âgées) et la rupture des liens sociaux des habitants, sont autant d'éléments qui font penser à la manière dont les institutions ont une incidence sur ces formes de vulnérabilité (CERNEA & MC DOWELL, 2000 ; MEJÍA, 2000 : 20).

Suivant cette idée, nous remarquons que dans la problématique de Gramalote, un élément important ressort et est que même en étant indirecte, l'influence institutionnelle a un poids

considérable sur le déplacement des habitants et sur leur « vulnérabilité contextuelle » actuelle. FISCHHENDLER et.al expliquent que « [...] *various agencies and bodies not dealing with natural hazard risk management may indirectly impact vulnerability by redistributing risks or reallocating resources.* » (FISCHHENDLER et.al 2012: 24). Cette idée nous permet de conclure que, même s'il s'agit d'une influence indirecte, c'est particulièrement ce retard institutionnel qui perpétue et engendre les nouvelles vulnérabilités socioéconomiques des habitants, des vulnérabilités qui finissent par avoir une influence importante sur la décision de se déplacer pour chercher des meilleures conditions de vie.

Bien que différemment que dans la phase d'évacuation, nous trouvons que dans cette phase de réinstallation temporaire, certaines institutions démontrent jouer un rôle de « réductrices des vulnérabilités » (la Croix Rouge, l'Eglise, *Colombia Humanitaria*, entre autres). D'autres, au contraire, jouent un rôle de propagatrices et même de créatrices de nouvelles vulnérabilités au sein de la communauté affectée. Les diverses réponses institutionnelles et leur influence sur le déplacement se présentent donc comme une arme à double tranchant. Ceci fait réfléchir à la manière dont doivent être reconsidérés non seulement les rôles des institutions, mais aussi leurs besoins afin qu'elles puissent mieux réduire les différentes formes de vulnérabilité sociale qui traversent les processus des désastres naturels (CORREA 2011: 9-10). Rajoutons à ce propos que les thèmes de la réinstallation et la réinstallation temporaire doivent aussi se considérer depuis la perspective du développement social et institutionnel. L'exemple de Gramalote, ainsi que beaucoup d'autres exemples ailleurs, démontrent qu'il s'agit de processus géographiques difficiles à gérer et qui engendrent des conséquences généralement négatives (CERNEA & MC DOWELL 2000 ; CERNEA 1996 : 6 ; BARNETT and WEBBER 2010 : 29 ; MEJÍA 2000 : 20).

Dans ce sens, la nouvelle « vulnérabilité contextuelle » qui s'est développée durant cette phase de réinstallation temporaire a engendré certains types de déplacement. Les personnes touchées par cette influence institutionnelle ont été effectivement les plus vulnérables socialement et économiquement et ceci nous permet de valider notre deuxième hypothèse : **les institutions ont une influence sur le déplacement de la population de Gramalote. Cette influence institutionnelle touche particulièrement les populations les plus vulnérables socialement et économiquement.** Ceci souligne l'importance d'analyser les réponses aux désastres selon le regard du développement des pays et des régions, ainsi que des institutions qui les composent. La responsabilité pour que cette réinstallation finisse d'être *temporaire* repose essentiellement sur le Gouvernement et ses institutions.

Les réponses sociales et leur influence

Une première chose importante à souligner par rapport aux habitants est que leur « vulnérabilité contextuelle » connaît des transformations importantes durant cette période de réinstallation temporaire. Il ne s'agit plus seulement d'une vulnérabilité liée au désastre et ses conséquences, mais d'une vulnérabilité qui est aussi liée au processus de réinstallation temporaire de la population. Les nouveaux enjeux qui apparaissent dans cette nouvelle phase du déplacement démontrent l'importance de comprendre et saisir la vulnérabilité en tenant en compte des changements qu'elle subit à travers le temps (BLAIKIE et. al. 1994: 11-12). Analysons plus en détail comment la vulnérabilité connaît des transformations et permet ainsi d'expliquer ce phénomène de déplacement de population.

Si nous penchons notre regard sur la vulnérabilité socioéconomique des habitants, nous trouvons des caractéristiques intéressantes qui font échos à des enjeux plus généraux, mais d'autres qui se présentent comme inhérentes à la problématique de Gramalote. Premièrement, en relation avec le thème institutionnel, nous constatons que la précarité économique de certains habitants *avant* et *après* le désastre les a obligés à se rattacher à l'aide institutionnelle. Dans ce sens, les deux types de déplacement que nous avons pu identifier dans la partie précédente – un déplacement de retour et un plus dispersé –, ne sont pas seulement influencés par les politiques institutionnelles mobilisées, mais par un thème plus structurel : le manque de moyens économiques de ces personnes pour répondre de manière différente à travers des stratégies adaptatives diverses et propres à eux. Comme nous l'avons vu, les plus démunis sont ceux qui ont cherché dans les institutions un appui pour réduire leur condition de vulnérabilité après l'événement. Dans ce sens, un regard moins conjoncturel mène à réfléchir aux réponses face aux désastres et à ses conséquences comme des enjeux qui concernent essentiellement le développement des communautés affectées (CORREA 2011: 9-10). Ce fait remonte à une temporalité qui précède l'événement, raison pour laquelle il est important de comprendre aussi les caractéristiques de la vulnérabilité *avant* les désastres naturels (FUSSEL et KLEIN 2006 : 305).

L'idée antérieure se constate avec le fait que ceux qui disposaient d'une condition socioéconomique favorable *avant* le désastre n'ont pas eu recours à l'aide institutionnelle offerte. De plus, nous avons vu que de manière générale, ces personnes ne cherchent pas à retourner, mais plutôt à être restituées économiquement par les pertes générées dans l'événement. Un autre exemple qui nous confirme cela et qui se trouve surtout *après* le désastre est l'exemple des jeunes. En effet, les habitants de Gramalote composant la tranche d'âge entre les 18 et les 26 ans ont trouvé plus facilement la manière d'exercer une activité économique dans la ville ou ailleurs et ceci remet en question leur retour à Gramalote. Leur condition économique plus favorable leur permet de pratiquer un déplacement de plus longue durée (PIGUET et. al. 2011 : 6-7). Cependant, ce qui devient problématique actuellement est qu'avec le passage du temps, ce déplacement commence à se transformer en une réinstallation définitive ailleurs qu'à Gramalote.

Contrairement à cela, nous trouvons que les habitants les plus démunis sont ceux qui pratiquent le plus la migration de retour, ainsi que le déplacement vers d'autres endroits afin de réduire les coûts de vie (ce qui débouche, nous l'avons vu, sur une marginalisation). Ceci nous amène à penser à la manière dont leur *capacité adaptative*, réduite dans le processus de réinstallation temporaire a empêché une bonne adaptation (GROTHMAN and PATT 2003 : 5 ; SMITH and PILIFOSOVA 2001: 895-97). Ainsi, ceci les a poussés à envisager un retour. Ce fait est une source de préoccupation importante, mais est aussi un phénomène qui éveille l'intérêt. Suivant BARNETT and WEBBER (2010: 13-14), nous trouvons qu'effectivement le changement environnemental a affecté tellement les ménages et l'économie de ces personnes que leur déplacement s'est développé comme une forme d'adaptation. Mais, d'un autre côté, la période de réinstallation temporaire démontre engendrer des vulnérabilités telles qu'elle finit par fonctionner comme un moteur du déplacement de retour. Nous pouvons affirmer cela car, bien que dans d'autres cas de changements environnementaux soudains le retour est relié à la volonté de reconstruire les lieux sinistrés (PIGUET et. al. 2011 : 6-7), à Gramalote ce n'est pas une option envisageable. En conséquence, ce retour est plutôt une forme de réduction des nouvelles vulnérabilités qui est apparu avec le passage du temps et ouvre ainsi la question concernant les vulnérabilités qui apparaîtront dans le futur.

Suivant ce même ordre d'idées, si nous reprenons les propositions théoriques abordées, dans le cas de Gramalote, nous témoignons d'une autre relation entre les degrés des vulnérabilités et les formes que peut prendre le déplacement comme forme d'adaptation : il s'agit de l'âge comme forme différenciée de vulnérabilité (BLAIKIE, et. al. 1994: 11-12). En effet, nous avons vu comment les personnes plus âgées ont rencontré plus de problèmes pour s'adapter aux conditions qu'exigeait la réinstallation temporaire (particulièrement dans la ville de Cúcuta, principal pôle d'attraction des habitants). Ces personnes n'ont pas seulement perdu leur travail avec le désastre, mais plus que le reste des habitants, elles ont trouvé des difficultés pour exercer une activité économique ailleurs dans la phase de réinstallation temporaire. Tel que le proposent BURTON et. al. (2002 : 146-147), GROTHMAN and PATT (2003 : 5) et SMITH and PILIFOSOVA (2001: 895-97), à Gramalote le manque d'accès aux ressources a influencé la *capacité adaptative* réduite des personnes âgées et donc leur adaptation. En conséquence, cette condition les a poussés aussi à effectuer une migration de retour à Gramalote. Rajoutons que, ce déplacement de retour devient aussi possible parce que le désastre a effectivement engendré une migration de courte distance et ceci fait que le retour est envisageable, car il n'est pas très coûteux.

Le phénomène du déplacement de retour nous permet de constater de manière très marquée la relation existante entre les formes de vulnérabilité différenciées entre les personnes et leur influence sur leur type de déplacement. En d'autres termes, le cas de Gramalote nous démontre que les inégalités entre les personnes démontrent être un facteur explicatif très important de leurs réponses. Le déplacement, comme une d'entre elles, se voit aussi conditionné par ces inégalités. Bien qu'avec des nouvelles complexités et particularités qui diffèrent de la phase d'évacuation, nous constatons que dans cette phase de réinstallation temporaire, notre première hypothèse se valide aussi, car **le type et les caractéristiques du déplacement comme forme d'adaptation sont liés aux degrés de vulnérabilité socioéconomique des habitants.**

La géographie du déplacement

Nous devons aussi analyser le thème de la géographie du déplacement, sur la base des propositions théoriques que nous avons mobilisé et qui parlent des caractéristiques des migrations liées aux changements abrupts de l'environnement (OLIVER SMITH 2009 : 10 ; PIGUET 2008 : 6 ; KOSER 2011 : 289 ; RALEIGH, JORDAN, and SALEHYAN 2011 : 19 ; BARNETT and WEBBER, 2010 : 7 et 17-18 ; MARINO, 2011 : 3, PIGUET et.al. 2011 : 6-7). Nous constatons que ce déplacement de population, malgré avoir connu des transformations durant cette période de réinstallation temporaire, s'est déroulé essentiellement à l'intérieur des frontières nationales colombiennes. Les quelques exceptions que nous avons pu constater, qui démontrent une migration au Venezuela, trouvent leur explication dans la proximité de la région avec la frontière entre les deux pays et nous mène à considérer qu'il s'agit d'une trajectoire migratoire déjà existante, raison pour laquelle des nouvelles trajectoires migratoires n'ont pas été observées. Nous constatons aussi, que la majorité de la population a pratiqué une migration au sein du département de Norte de Santander et confirme que les migrations qui se déclenchent comme conséquence des désastres naturels sont de courte distance. Par rapport au rôle de l'État au vu de cette condition de migration interne, nous avons aussi soulevé les principales problématiques qui se mettent en évidence et mènent à réaffirmer l'importance de la gestion institutionnelle dans ce genre de déplacements.

Malgré ces généralités qui confirment ce que la théorie abordée propose, nous trouvons deux particularités dans notre étude de cas : il s'agit de la temporalité du déplacement et du retour. En termes de temporalité, ce que nous constatons c'est que contrairement aux propositions théoriques, qui affirment que les migrations comme conséquence des changements environnementaux tendent à être de courte à moyenne durée, à Gramalote la temporalité du déplacement semble être plutôt de temporalité moyenne à indéfinie au vu des retards dans le processus de réinstallation. Par rapport au retour, nous trouvons effectivement qu'il y a eu une tendance au retour. Mais nous avons déjà soulevé le fait que même s'il est pratiqué, les phénomènes de retour connaissent des particularités qui sont inhérentes à ce cas particulier et plus particulièrement aux nouvelles problématiques qui apparaissent durant la période de réinstallation temporaire. Le retour n'est pas motivé par la recherche de reconstruction, mais dans l'objectif de réduire les vulnérabilités existantes dans la réinstallation temporaire dans les lieux d'accueil des déplacés.

Soulevons aussi l'importance de la ville comme pôle d'attraction de la population déplacée, tant dans la phase d'évacuation que dans la phase de réinstallation temporaire. En effet, dans notre étude de cas, Cúcuta a une importance significative sur la géographie du déplacement. Nous questionnons l'importance que peuvent avoir les villes proches des lieux sinistrés comme endroits d'accueil par excellence des personnes déplacées par les effets des changements climatiques. Ainsi, la manière dont les nouvelles conditions de vie et de travail qui se développent au sein des nouveaux espaces d'accueil influencent la volonté de rester, de partir ailleurs, ou de retourner.

Cinquième Partie

CONCLUSION ET PISTES DE RECHERCHE

CONCLUSION

Nous arrivons au terme de ce travail. Nous avons cherché à décrire et analyser le déplacement de la population de Gramalote comme une forme d'adaptation, qui se situe entre le désastre de décembre 2010 et la réinstallation de ce village, qui n'a pas encore eu lieu. Pour saisir ce phénomène géographique, nous avons adopté une perspective sociale et qualitative. Pour cette raison, nous avons centré notre intérêt sur les réponses de deux acteurs principaux et leurs influences sur le déplacement : les réponses des habitants et celles des institutions concernées dans la problématique touchant ce village. Plus que l'événement physique et ses conséquences, l'analyse des réponses institutionnelles et sociales nous a permis de comprendre comment, jusqu'à aujourd'hui, le déplacement de la population fonctionne comme une forme d'adaptation au désastre. Ceci, en l'attente de la construction d'un nouveau Gramalote. Pour conclure notre recherche, nous allons revenir sur les principaux résultats obtenus en reprenant nos questions de recherche et nos hypothèses. De plus, nous allons conclure avec quelques réflexions et pistes de recherche.

Tout d'abord, nous devons souligner que le phénomène du déplacement des habitants de Gramalote est un phénomène très dynamique, qui se transforme en permanence. Selon ce que les résultats obtenus nous ont permis d'élucider, nous avons vu que le déplacement de la population s'est développé en deux phases : l'évacuation et la réinstallation temporaire. Chacune de ces périodes connaît ses propres caractéristiques, mais certains éléments généraux peuvent être mis en évidence.

Question de recherche principale :

« *Quelles sont les conséquences, en termes de déplacement de population, du désastre de Gramalote ?* »

Dans une vue d'ensemble de ce phénomène de déplacement de population, deux principales conséquences se mettent en évidence et permettent de comprendre les aspects les plus spécifiques de ce désastre et de ses conséquences sur la population : il s'agit de la désarticulation du tissu social et de la marginalisation de la population concernée dans ce changement social et spatial.

D'un côté, dans toutes les étapes, le désastre a engendré un déplacement qui a impliqué la désarticulation du tissu social local de la population de Gramalote. Cette désarticulation est reliée à une dispersion des habitants vers différents endroits, dans la recherche pour s'adapter aux nouvelles conditions de vie qu'exige le contexte actuel. Etant un problème encore aujourd'hui, la désarticulation du tissu social est une des conséquences les plus marquées de ce déplacement de population. Vu que la réinstallation définitive est encore loin de s'achever – et en l'occurrence la réinstallation temporaire semble s'étendre indéfiniment – plusieurs personnes remettent en question que ce village puisse retrouver un jour les conditions de vie d'auparavant. En particulier, car les habitants concernés par cette problématique comptent avec des caractéristiques socioéconomiques différenciées, qui semblent avoir un poids important sur leur volonté de retourner et de reconstruire un tissu social, ou à l'inverse, de ne plus retourner et de faire une vie ailleurs. De nos jours, la reconstruction du tissu social de cette communauté est un des plus grands défis. Tant l'évacuation que la réinstallation temporaire ont été traversées par cette caractéristique, qui se présente comme une conséquence centrale de cette problématique, qui se situe entre un désastre et une réinstallation.

D'un autre côté, une conséquence importante de ce désastre est la marginalisation de la population. En effet, à travers l'analyse des vulnérabilités socioéconomiques des habitants et leur influence sur le déplacement, nous avons vu comment la plupart de la population a subi des conséquences essentiellement négatives, caractérisées par la création ou la propagation des vulnérabilités sociales et économiques à travers le temps. Si nous prenons en compte que cette population est encore loin d'être réinstallée, de nouvelles formes de vulnérabilité peuvent apparaître. Comme nous l'avons vu, plusieurs acteurs peuvent intervenir sur la création et la propagation de ces vulnérabilités – ou sur leur réduction – et ceci fini par conditionner l'adaptation. Nous avons vu comment le déplacement semble être une forme d'adaptation, qui se voit traversée par la marginalisation de la plupart des personnes concernées. Cette constante soulève le rôle de l'Etat et son importance, mais l'absence de sa gestion est aussi un facteur qui mérite d'être questionné. La recherche pour donner une solution durable à cet enjeu est une des questions qui restent ouvertes à Gramalote actuellement.

Sous-question 1 : *Quelle relation existe entre les degrés de vulnérabilité socioéconomique des habitants et leur type d'adaptation à travers le déplacement?*

Nous rappelons, que l'objectif de cette question était de mettre en relation les différences dans la vulnérabilité socioéconomique des habitants avec les types et les caractéristiques que prend ce déplacement de population. L'analyse des vulnérabilités socioéconomiques des habitants nous a permis de comprendre comment elles peuvent avoir une influence sur le déplacement.

Durant la période d'évacuation, nous avons vu que les personnes les plus vulnérables socialement et économiquement ont établi deux types de déplacement. Un, qui a été un déplacement de très courte distance – au sein même de la municipalité – ; l'autre, un déplacement d'une distance un peu plus longue – vers les municipalités proches. Mais ces deux déplacements ont été conditionnés par l'aide institutionnelle et ses réponses. Donc, bien que certains soient restés au sein de la municipalité au vu de leur manque de moyens pour partir plus loin, nous constatons que ceux qui sont partis vers les municipalités voisines ont été aussi soutenus par les institutions de secours, qui ont considérablement influencé les destinations prises par ces personnes et les temporalités du déplacement dans cette première phase d'évacuation. D'autres personnes, qui ont adopté leurs propres moyens pour partir, semblent avoir eu plus de liberté de choix de leurs destinations. Néanmoins, dans ce premier mouvement migratoire, nous avons constaté peu de différence entre les destinations prises par les plus vulnérables et les moins vulnérables et ceci s'explique sans doute par la volonté d'une grande majorité des personnes concernées de revenir et reconstruire le village sinistré.

Par contre, dans la phase de réinstallation temporaire, qui a connu un processus de réorganisation spatiale important, nous avons vu comment la vulnérabilité socioéconomique différenciée entre les personnes a changé avec le passage du temps. Plus que dans la phase d'évacuation, c'est dans cette deuxième phase du déplacement que nous avons constaté plus clairement cette relation entre vulnérabilité et déplacement comme forme d'adaptation. L'exemple le plus parlant est le phénomène de migration de retour, qui a été un résultat particulier de notre recherche. Comme nous l'avons vu, ce sont surtout les personnes les plus pauvres et les plus âgées qui ont été celles qui ont privilégiées une migration de retour. En d'autres termes, les personnes qui ont trouvé plus des difficultés pour s'adapter ailleurs à travers l'exercice d'une activité économique dans les lieux d'accueil temporaires, sont celles qui sont retournées à la municipalité, soit pour habiter sur les ruines mêmes du village, soit

dans les maisons d'accueil temporaires ou dans la campagne. Ceci est sûrement relié au fait que ces personnes trouvaient à Gramalote des sources de travail et de revenus plus facilement, ce qui leur permettait de mieux s'adapter. En opposition, les plus favorisés économiquement (comme les jeunes, qui ont trouvé plus de facilités pour trouver un emploi dans les lieux d'accueil temporaires) ont pu et peuvent encore diversifier leurs stratégies et pratiquer un déplacement de plus longue durée. Soulevons, cependant, qu'au vu des conditions actuelles, ce déplacement risque de se perpétuer et de devenir une réinstallation définitive ailleurs.

Ces réflexions nous permettent de valider notre première hypothèse, qui suggérait que **le type et les caractéristiques du déplacement comme forme d'adaptation sont liés aux degrés de vulnérabilité socioéconomique des habitants**. Il reste à soulever l'importance de saisir cette vulnérabilité à travers l'analyse des transformations à travers le temps. Ceci, en incluant l'analyse des caractéristiques *avant*, *pendant*, et *après* le désastre.

Sous-question 2 : *Quels sont les principaux acteurs qui élaborent les stratégies adaptatives ?*

Rappelons que l'objectif de cette question était d'identifier les acteurs qui participent à l'élaboration de stratégies adaptatives comme le déplacement, ainsi que leur influence sur les caractéristiques du déplacement. Plus particulièrement, cet objectif visait à comprendre deux acteurs principaux : les habitants et les institutions.

Concernant les habitants, nous avons vu qu'ils peuvent se diviser en deux groupes, les plus favorisés et les moins favorisés économiquement. Les premiers, nous l'avons vu, ont pu évacuer par leurs propres moyens et s'installer ailleurs plus facilement. Durant la période de réinstallation temporaire, ces personnes ont pu s'accommoder plus facilement aux nouvelles conditions de vie qu'exigeait ce changement social et spatial et n'ont pas dû demander de l'aide institutionnelle. Par contre, les moins favorisés, tout le long de la problématique, ont dû se rattacher à l'aide institutionnelle offerte. L'élaboration de leurs stratégies adaptatives démontre avoir des caractéristiques particulières, comme peuvent être la marginalisation au sein de la ville et la volonté de retourner à Gramalote. Ces deux aspects se présentent comme des bons exemples de la mobilisation des stratégies d'adaptation de la part des personnes plus pauvres et nous parlent de la manière dont le processus de réinstallation temporaire a aussi eu un poids important sur la réorganisation spatiale de certains à travers le déplacement.

D'un autre côté, nous avons vu comment les institutions ont participé à l'élaboration de stratégies adaptatives. A l'échelle locale, la mairie de Gramalote et le CLOPAD (le « *Comité Local de Atención y Prevención de Desastres* ») ; à l'échelle régionale, le Gouvernement de Norte de Santander et le CREPAD (« *Comité Regional de Atención y Prevención de Desastres* »), ainsi que la Croix Rouge et le diocèse de Cúcuta, qui ont joué un rôle important ; au niveau national, la Direction du Gestion du Risque (DGR) et *Colombia Humanitaria*, sous-institutions rattachées au Gouvernement Central, nous semblent des acteurs importants dans l'élaboration de stratégies adaptatives, car ils sont intervenus dans soutien à la population, ainsi qu'à la réorganisation spatiale de celle-ci à travers diverses actions que nous avons mis en évidence. De ces actions, ressortent les subsides et les maisons d'accueil temporaires, qui ont démontré être des stratégies adaptatives élaborées par certaines institutions et qui ont eu un poids important sur le déplacement. Un autre acteur

institutionnel important à mentionner est la coopération internationale dans ces diverses formes et institutions.

Soulignons que dans cette recherche, nous avons obtenu un résultat important, qui est que certaines institutions ont influencé l'adaptation de manière plus indirecte. Le manque de gestion institutionnelle et d'accomplissement des responsabilités des diverses institutions concernées dans la problématique de Gramalote, nous a permis de voir à quel point les institutions ont aussi fonctionné comme des acteurs créateurs et propagateurs des nouvelles vulnérabilités sociales et économiques des habitants. Provenant essentiellement du Gouvernement Local et du Gouvernement National, l'absence de gestion de ces institutions a obligé certains habitants à faire recours au déplacement comme moyen d'adaptation et de recherche de réduction des vulnérabilités. Suivant cet ordre d'idées, nous avons vu comment cette influence institutionnelle sur le déplacement des personnes les plus vulnérables socialement et économiquement a fonctionné comme une arme à double tranchant. L'action institutionnelle a fonctionné comme réductrice des vulnérabilités, mais aussi comme créatrice et propagatrice des nouvelles vulnérabilités ; deux faces d'un même enjeu, qui ont influencé le déplacement de certains habitants. Ces éléments nous permettent de valider notre deuxième hypothèse, qui affirmait que **les institutions ont une influence sur le déplacement de la population de Gramalote. Cette influence institutionnelle touche particulièrement les populations les plus vulnérables socialement et économiquement.** De plus, nos résultats nous permettent de questionner la manière dont le rôle institutionnel semble, au fil du temps, outrepasser l'influence des facteurs environnementaux sur le déplacement, surtout en ce qui concerne la phase de réinstallation temporaire.

Sous-question 3 : Quelles sont les caractéristiques de ce déplacement de population?

L'objectif de cette question était de comprendre et décrire le type de déplacement, la distance et la temporalité de cette migration, ainsi que la migration de retour à la municipalité.

Sur la base des postulats théoriques qui abordent la relation entre les changements climatiques et les migrations, dans cette recherche, nous avons constaté qu'en termes de distance, le déplacement de la population de Gramalote ne se différencie pas tellement des autres types de déplacement soulignés dans les études empiriques sur les migrations générées par des désastres naturels. Comme dans les autres cas, il s'agit d'un déplacement de courte distance, qui est resté essentiellement à l'intérieur des frontières nationales. Soulignons que la ville de Cúcuta a représenté un pôle d'attraction de la population très important.

Par contre, nos résultats obtenus et leur analyse a permis d'établir que les autres deux aspects contenus dans l'objectif de cette troisième sous-question, à savoir la temporalité du déplacement et le déplacement de retour, ont connu des particularités propres au cas de Gramalote. En termes de temporalité, vu que la réinstallation ne reste que dans les papiers et que la reconstruction n'est pas une option, la temporalité n'est pas de courte à moyenne durée, mais actuellement elle est entre une durée moyenne et une durée indéfinie. Le retour, quant à lui, démontre se développer, mais les raisons qui l'expliquent sont d'autre nature que la tendance de retourner pour reconstruire. Par contre, il s'agit de la recherche pour certains habitants de s'adapter à leurs conditions de vie plus difficiles ailleurs qu'à la municipalité et de réduire ainsi leur condition vulnérable. Ceci nous permet de réfléchir par rapport aux particularités propres à chaque contexte et justifie l'approche sociale que nous avons adoptée dans ce mémoire.

Dans cette recherche, nous avons analysé ce désastre naturel et ses conséquences comme le déplacement de la population du point de vue du développement social, économique et institutionnel. L'analyse des vulnérabilités sociales et économiques impliquées dans notre étude de cas nous permet de conclure que les désastres et leurs conséquences ont une relation très importante avec le développement des communautés, des pays, et des régions. Dans ce sens, l'explication naturelle et ses impacts doit aussi inclure la dimension du développement des communautés concernées dans les désastres. A travers le cas de Gramalote, ce mémoire a mis en évidence la relation qui peut s'établir entre les inégalités socioéconomiques des personnes et les conséquences différenciées que les désastres peuvent avoir. Dans ce sens, plus que l'exposition au risque et à une vulnérabilité physique envers un changement environnemental, les conséquences des désastres sur les sociétés peuvent s'analyser à travers la compréhension des caractéristiques sociales et économiques du groupe en question dans toutes les étapes, à savoir, *avant*, *pendant*, et *après* l'événement. Suivant cet ordre d'idées, le thème de la prévention reste un élément très important. Comme nous l'avons vu, les conditions socioéconomiques qui précèdent le désastre expliquent en bonne partie la manière dont se mobilise l'adaptation. Il reste donc très important de tenir compte que les analyses des populations en risque de désastre doivent inclure le thème des inégalités déjà présentes avant l'événement, afin de créer des politiques d'adaptation qui répondent aux conditions socioéconomiques déjà présentes. Ceci permettrait d'éviter des conséquences encore plus négatives que celles que les désastres tendent à générer.

L'Amérique Latine, comme région non seulement susceptible de subir des conséquences importantes des changements climatiques, mais comme région du monde qui connaît des inégalités sociales et économiques très marquées, devient donc un continent qui éveille l'intérêt de ce genre d'études, qui s'intéressent à la relation entre *l'écomigration* et le développement des pays et des régions (KAENZIG et PIGUET 2011). La Colombie, étant un des pays les plus inégalitaires du continent, n'a pas encore éveillé l'intérêt académique sur ces sujets, malgré la constante présence de désastres naturels et de changements environnementaux comme conséquence des phénomènes d'El Niño et La Niña et leur variabilité avec le réchauffement global d'origine anthropique. Bien que les désastres naturels restent des conséquences indirectes de ce réchauffement global, il demeure important de s'intéresser à l'augmentation de ces événements locaux comme conséquence d'enjeux plus globaux. En parallèle à cela, s'intéresser aussi à la croissance démographique que connaît cette région du monde et sa relation avec l'exposition grandissante des populations aux risques environnementaux. Nous espérons, à travers notre étude de cas, avoir contribué à comprendre une partie de la complexité qui traverse ces processus des désastres naturels et ses conséquences comme les déplacements des populations. Ainsi que d'avoir mis en évidence la manière dont l'analyse des vulnérabilités socioéconomiques impliquées dans les désastres peuvent s'appliquer aussi aux études sur les réinstallations des populations. Particulièrement, aux réinstallations qui se présentent comme des formes d'adaptation aux désastres et à leurs conséquences.

PISTES DE RECHERCHE

Plusieurs questionnements émergent à l'issue de ce travail. D'un côté, nous avons vu comment le déplacement de retour compte ici avec des caractéristiques particulières. Plus de recherches qui approfondissent les motivations de retour dans ce genre de déplacements reliés aux changements environnementaux devraient être faites. Les particularités propres aux volontés de retour dans le cadre d'une migration en lien aux changements environnementaux mériterait plus d'intérêt. Comme cette recherche l'a mis en évidence, le profil des migrants qui pratiquent le retour peut être parfois particulier et pas tous les affectés et déplacés par un désastre vont forcément pratiquer une migration de retour. Ceci permettrait, par ailleurs, de mieux saisir la complexité des déplacements que se génèrent par le changement climatique et démontrerait que la nature n'est pas le seul facteur ayant une influence sur ce genre de migrations.

Autre questionnement qui émerge de notre recherche est celui de l'importance de la ville comme pôle d'attraction de la population déplacée par les désastres naturels. Bien que certaines recherches se focalisent déjà sur la ville comme lieu susceptible de connaître les conséquences des changements climatiques, cette recherche nous a fait réfléchir par rapport à la ville comme lieu d'attraction des populations qui subissent des conséquences des changements climatiques et qui y migrent pour s'adapter. L'adaptation des personnes déplacées aux nouvelles conditions de vie rencontrées en milieu urbain est un élément qui, selon nous, devrait également susciter un grand intérêt auprès des chercheurs.

Un troisième thème est celui de la réponse institutionnelle. Bien que dans cette recherche nous avons mis en avant les caractéristiques particulières de la réponse institutionnelle dans notre étude de cas, il resterait souhaitable d'approfondir empiriquement et théoriquement la manière dont les institutions jouent un rôle dans la « vulnérabilité contextuelle » des populations concernées par des désastres naturels. Et, comme nous l'avons vu, faire une lecture de ce rôle du point de vue des institutions comme acteurs réducteurs de cette « vulnérabilité contextuelle », mais aussi approfondir la manière dont elles peuvent jouer un rôle contraire et contribuer à l'exacerbation de cette vulnérabilité.

Une dernière réflexion découle du thème de la vulnérabilité socioéconomique et de son influence sur le déplacement : il s'agit de l'importance que joue le thème du travail. Les résultats présentés et leurs analyses ont démontré que l'accès à un travail permet aux personnes de réduire leurs vulnérabilités et leur garanti une meilleure adaptation. Des analyses académiques et des interventions politiques à ce sujet pourraient mettre en évidence des solutions pour faire face à ce problème dans plusieurs contextes des désastres naturels et des réinstallations des populations. La problématique de l'emploi, en plus d'être commune dans les thématiques contenues dans les désastres, les déplacements et les réinstallations des populations mériterait d'être approfondie, car il semble être une forme d'adaptation qui permet de réduire les conditions vulnérables qui se créent dans le cadre de ces phénomènes géographiques et sociaux.

Sixième Partie

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- ADGER, N. (2006). "Vulnerability". In: *Global Environmental Change*. Vol. 16. Issue 3. Pp. 268-281, UK.
- ASTHANA, R (1996). "Involuntary Resettlement. Survey of International Experience". In: *Economic and Political Weekly*. Vol. 31. No. 24. June 15.
- BANG, H. (2009). *Natural Disaster Risk, Vulnerability and Resettlement: Relocation decisions following the Lake Nyos and Monoum gas disasters in Cameroun*. A thesis submitted to the School of International Development, University of East Anglia, in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of Philosophy.
- BANKOFF, G. FRERKS, G. and HILHORST, D, (Ed) (2004). *Mapping vulnerability: disasters, development and people*, Earthscan, London, UK.
- BARNETT, J. and WEBBER, M (2010). "Accommodating Migration to Promote Adaptation to Climate Change". Policy Research Paper 5270. Background Paper to the *World Development Report 2010: Development in a Changing Climate*, World Bank. University of Melbourne.
- BLAIKIE, P. et. al. (1994). *At risk: natural hazards, people's vulnerability and disasters*. London: Routledge.
- BRIANT, A and CHARMAZ, K. (2010). "Grounded Theory". *International Encyclopedia of Education*.
- BURTON, I. HUQ, S. LIM, B. PILIFOSOVA, O. and SCHIPPER, E.L (2002). "From impacts assessment to adaptation priorities: the shaping of adaptation policy". *Climate Policy*, 2:2, 145-159.
- CANNON, T. (1994). "Vulnerability Analysis and the Explanation of 'Natural' Disasters". In: VARLEY, Anne (Ed). *Disasters, Development and Environment..* John Wiley and Sons Ed. London, UK. Chapter 2. Pp. 13-30.
- CHARMAZ, K. (2000). "Qualitative Interviewing and Grounded Theory Analysis", in Gubrium, JaberF and James A Holstein (eds) *Handbook of Interview Research. Context and Methods*. Thousand Oaks: SAGE, p. 675-694.
- CERNEA, M. and McDOWELL, C (Ed.) (2000). *Risks and Reconstruction. Experiences of Resettlers and Refugees*. The World Bank, Washington D.C.
- CERNEA, M. (1996). *Eight main risks: Improverishment and social justice in resettlement*. Environment Departament . The World Bank, Washington D.C, 1996.
- CERNEA, M. (1997). *The risk and reconstruction model for resettling displaced populations*. World Development, the World Bank, Washington D.C.
- CHARVERIAT, C (2000). *Natural Disasters in Latin America and the Caribbean: An Overview of Risk*. Working Paper # 434 for the Inter-American Development Bank, Washington, October 2000.
- CORREA, E (2011). *Populations at Risk of Disaster: A Resettlement Guide*. The World Bank, GFDRR, Washington D.C.

- EL GRAMALOTERO (2011). *Boletín informativo No. 6*. Alcaldía de Gramalote, Departameto de Norte de Santander, Servivienda, Colombia Humanitaria y Ministerio de Vivienda. Gramalote, Colombia.
- EL TIEMPO (2012). *Vida entre las ruinas de Gramalote*. Bogotá, 21.04.2012
- EOT, Gramalote (2001). *Esquema de Ordenamiento Territorial del Municipio de Gramalote, Norte de Santander*. Norte de Santander, Colombia.
- FERES, J & MANCERO, X (2001). *El método de las Necesidades Básicas Insatisfechas (NBI) y sus aplicaciones en América Latina*. CEPAL, Santiago de Chile.
- FISHHENDLER, I., KARASIN, O. & RUBIN, Z (2012). *Handbook for Institutional Responses to Coastal Hazards*. Sapienza Università Editrice, Roma.
- FLICK, U. (2006). *An introduction to Qualitative Research*. Sage Publications, London.
- FUSSEL, H. (2007). "Vulnerability: a generally applicable conceptual framework for climate change research". *Global Environmental Change*, 17. Center for Environmental Science and Policy, Stanford University, CA, USA. Potsdam Institute for Climate Impact Research, Potsdam, Germany.
- FUSSEL, H. & KLEIN, R. (2006). "Climate Change Vulnerability Assessments: An Evolution of Conceptual Thinking". *Climatic Change 2006 : 75*. Center for Environmental Science and Policy, Stanford University, CA, USA. Potsdam Institute for Climate Impact Research, Potsdam, Germany.
- GEMENNE, F. (2011). "How they became the human face of climate change. Research and policy interactions in the birth of the 'environmental migration' concept". In PIGUET, E. PÉCOUD, A. and DE GUCHTENEIRE, P. *Migration and Climate Change*. UNESCO Pb. Cambridge. Part 2: chap. 9. Pp. 225-259
- GROTHMAN, T. and PATT, A. (2003). *Adaptive Capacity and Human Cognition*. Prepared for presentation at the Open Meeting of the Global Environmental Change Research Community, Montreal, Canada, 16-18 October, 2003.
- HUGO, G. (2011). "Lessons from past forced resettlement for climate change migration". In: PIGUET, E. PÉCOUD, A. and DE GUCHTENEIRE. *Migration and Climate Change*. UNESCO Pb. Cambridge. Part 2: chap. 10. Pp. 260-288.
- IDEAM (2010). *Boletín informativo sobre el monitoreo del fenómeno de "la Niña"*. Boletín No. 23, 9.12.2010, pp. 1-7. Bogotá, Colombia.
- KAENZIG, R. et PIGUET, E. (2011). « Migration et chagement climatique en Amérique Latine: Quels enjeux? » *Revue VertigO - La revue électronique en sciences de l'environnement* [en ligne], Vol. 11. No. 13.
- KOSER, K. (2011). "Climate change and internal displacement: challenges to the normative framework". In: PIGUET, E. PÉCOUD, A. and DE GUCHTENEIRE. *Migration and Climate Change*. UNESCO Pb. Cambridge. Patr 2: chap. 11. Pp. 289-305.
- MARINO, E. (2011). "The long history of environmental migration: Assessing vulnerability construction and obstacles to successful relocation in Shishmaref, Alaska" (Article in Press). *Global Environmental Change*, University of Alaska, Fairbanks, pp. 1-8.

- MEJÍA, M.C. (2000). "La experiencia colombiana en reasentamiento". En: PATRIDGE, W. (Ed.). *Reasentamiento en Colombia*. Banco Mundial, Bogotá.
- O'BRIEN, K., ERIKSEN, S., SCHJOLDEN, A., NYGAARD, L. (2004). *What's in a word? Conflicting interpretations of vulnerability in climate change research*. Working Paper for the Center of International Climate and Environmental Research, 2004: 04. Oslo, Norway.
- O'BRIEN, K., ERIKSEN, S., SCHJOLDEN, A., NYGAARD, L. (2007). "Why different interpretations of vulnerability matter in climate change discourses". *Climate Policy*, 7:1. Pp. 73-88. Oslo, Norway.
- OLIVER-SMITH, A. and SHEN, X. (2009). *Linking Environmental Change, Migration & Social Vulnerability*. UNU-EHS, No. 12. Germany.
- OLIVER-SMITH, A (1996). "Anthropological Research on Hazards and Disasters". *Annual Review on Anthropology*, Vol. 25. pp. 303-328. University of Florida.
- PIGUET, E. (2008). "Climate change and forced migration". In : *New issues in refugee research*. Research Paper No. 153. Policy Development and Evaluation Service, UNHCR. Geneva.
- PIGUET, E. PÉCOUD, A. and DE GUCHTENEIRE. (2011). *Migration and Climate Change*. UNESCO Pb. Cambridge.
- POVEDA, N (2011). "Nueva Esperanza: A Resettlement Case with Risk Management and Land Use Planning Approach". En: CORREA, E. (Ed.) (2011). *Preventive Resettlement of Populations at Risk of disaster: Experiences from Latin America*. The World Bank: GFDRR, Washington.
- RALEIGH, C., JORDAN, L. and SALEHYAN, I. (2011) "Assessing the Impact of Climate Change on Migration and Conflict". *Social Dimensions of Climate Change. Social Development*, The World Bank, Washington,.
- REPUBLICA DE COLOMBIA (2011). *Registro Único de Damnificados por la Ola Invernal*. Dirección de Gestión del Riesgo (DGR), Colombia.
- REPUBLICA DE COLOMBIA (2011). *Plan de Acción, Fondo de Adaptación (octubre 2011)*, Colombia.
- SENA (Servicio Nacional de Aprendizaje) (2011). Damnificados de Gramalote, Norte de Santander, recibieron 31 albergues. *Boletín de Prensa*, 21.10.2011. Cúcuta, Colombia.
- SERGE, M. y ANZELLINI, S. (comp.) (2011). *Los dilemas del reasentamiento: debates y experiencias de la mesa nacional de diálogos sobre reasentamiento de población*. Ed. Uniandes, Bogotá.
- SERVIVIENDA (2011). *Propuesta de intervención para la fase de prefactibilidad del reasentamiento del municipio de Gramalote, Norte de Santander. Análisis de información socioeconómica entregada por la comunidad*. Colombia.
- SERVIVIENDA (2011). *ABC del reasentamiento de Gramalote*. Cartilla 01.Sobre la Fase de Prefactibilidad. Octubre 2011. Colombia.
- SMITH, B. and PILIFOSOVA, O. (2001). "Adaptation to Climate Change in the Context of Sustainable Development and Equity". In: J.J. MCCARTHY, O.F. CANZIANI, N.A. LEARY, D.J.

DOKKEN, & K.S. WHITE (Eds.), *Climate Change 2001: Impacts, Adaptation and Vulnerability* (pp. 877-912). Cambridge: Cambridge University Press.

SOURCES ELECTRONIQUES

Presse :

<<http://www.semana.com/nacion/tierra-sigue-tragandose-gramalote/149227-3.aspx>>, visité le 13.10.2011.

<<http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-5367410>>, visité le 15.08.2012

<<http://www.semana.com/nacion/ultima-misa-gramalote/149381-3.aspx>>, visité le 02.02.2012

<<http://www.elespectador.com/opinion/editorial/articulo-343612-asuntos-pendientes-gramalote>>, visité le 09.07.2012

<<http://www.semana.com/nacion/no-ha-concretado-salida-definitiva-frente-catastrofe-gramalote-procuraduria/175769-3.aspx>>, visité le 07.06.2012

<<http://www.elespectador.com/noticias/investigacion/articulo-342412-el-drama-de-gramalote>>, visité le 04.06.2012

<<http://www.semana.com/nacion/gramalote-pueblo-quiere-floreecer-desierto/176580-3.aspx>>. Site visité le 07.07.2012.

UNHCR :

< <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/page?page=49e492ad6&submit=GO>>, visité le 07. 11.2011.

<<http://www.acnur.org/t3/fileadmin/scripts/doc.php?file=biblioteca/pdf/7694>>, visité le 07.11.2011

<<http://www.acnur.org/t3/recursos/estadisticas/>>, visité le 07.11.2011

<<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/page?page=49e492ad6&submit=GO>>, visité le 07. 11.2011.

Autres :

<<http://www.uniandes.edu.co/component/content/article/289-encuesta-longitudinal>>, visité le 05.07.2012

<<http://a.imagehost.org/0682/Imagen2.jpg>>, visité le 08.05.2012

<<http://www.www.lablaa.org/blaavirtual/revistas/credencial/agosto2005/temblores.htm>>, visité le 23.08.2012

<<http://www.youtube.com/watch?v=zljXYBf17CQ&feature=BFa&list=FLrlgcY4j3m7QtOizza6gXEw>>, visité le 23.04.2012

<http://www.sigpad.gov.co/sigpad/index.aspx>>, visité le 29.05.2012